

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE PROJET POLITIQUE DE SOUVERAINETÉ AU QUÉBEC : UNE
PERSPECTIVE GÉNÉRATIONNELLE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
JONATHAN B. CHARTIER

SEPTEMBRE 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

À mon retour aux études, en 2011, mon objectif était d'obtenir un diplôme de maîtrise. Projet un peu fou, alors que je ne savais pas trop dans quoi je m'engageais réellement, j'arrive maintenant à la croisée des chemins. Cette route, cahoteuse par moment, s'achève et j'aurai finalement relevé le défi que je me suis fixé il y a un peu plus de huit ans.

À la dernière étape de ce parcours qu'est la maîtrise, je remercie mon directeur Alain-G. Gagnon d'avoir cru en moi en me donnant la chance d'intégrer ses équipes de recherche. Depuis notre première rencontre, il a su écouter mon projet et m'épauler dans sa rédaction. Grâce aux extraordinaires collègues et étudiants qui l'entourent, j'ai eu l'opportunité de côtoyer et d'échanger avec ces personnes incroyables. Plus particulièrement, je remercie Catherien Viens, Jeremy Elmerich et Félix Mathieu pour les commentaires en fin de mémoire.

Pour la rédaction de mon mémoire, je remercie aussi la professeure Allison Harell qui a su m'inspirer au début de mes travaux. Elle m'a fourni des conseils judicieux que j'ai tâché de suivre dans la réalisation de mon projet.

Je remercie aussi Julie Félix, l'amoureuse exceptionnelle avec qui je partage ma vie depuis le début de mon retour aux études. Elle m'a soutenu et motivé tout au long de mon parcours universitaire. Elle a cru en moi, s'est montrée patiente et surtout, attentionnée. Il s'agit d'une personne merveilleuse qui, pour le dire simplement, a été là pour me pousser à donner le meilleur de moi-même. Même dans les moments les plus difficiles, elle m'a écouté et compris.

Enfin, j'aimerais remercier ma famille, mon père et ma mère, qui m'ont épaulé tant financièrement qu'affectueusement. Sans eux, l'aventure n'aurait même pas pu commencer. Ils ont cru en moi dès le début et je leur en serai éternellement reconnaissant.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	V
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : LE PHÉNOMÈNE GÉNÉRATIONNEL ET LES CONTEXTES DE SOCIALISATION AU QUÉBEC AU XX ^E SIÈCLE.....	6
1.1 Le phénomène de génération.....	9
1.1.2 Wilhelm Dilthey	9
1.1.3 Karl Mannheim.....	10
1.1.4 Ronald Inglehart : l'évolution de l'attitude politique dans les sociétés occidentales.....	13
1.2 L'évolution du contexte sociohistorique au Québec et le projet politique de souveraineté.....	16
1.2.1 Nationalisme canadien-français au début du XX ^e siècle	16
1.2.2 L'État français et le réseau indépendantiste des années 1920 et 1930.....	19
1.2.3 Le néonationalisme et la génération d'après-guerre.....	24
1.2.4 Décolonisation et libération des peuples	27
1.2.5 Front de Libération du Québec (FLQ).....	31
1.2.6 Partis Pris.....	32
1.2.7 Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN).....	34
1.2.8 Le ralentissement économique des années 1970 et le néolibéralisme	36
1.2.9 La génération sacrifiée.....	38
1.2.10 Action démocratique du Québec (ADQ).....	43
1.2.11 Le début du XXI ^e siècle : les effets de la mondialisation et la révolution des communications.....	47
1.2.12 La génération Y.....	48
1.2.13 Québec Solidaire	51
CHAPITRE II : REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE THÉORIQUE	54
2.1 L'appui au projet politique de souveraineté	55
2.1.1 La clientèle souverainiste et les facteurs d'appui au projet politique	56
2.1.2 Le phénomène générationnel et l'appui à la souveraineté	61
2.2 La baisse de l'appui au projet indépendantiste.....	64
2.2.1 Nouvelle gouvernance du gouvernement fédéral	64
2.2.2 Conceptions divergentes de la nation québécoise.....	65
2.2.3 Lien entre identité québécoise et identité canadienne	66

2.2.4	Nouveau contexte sociohistorique	68
2.2.5	Retour à la politique ordinaire	69
2.3	Trois effets qui affectent la sphère des phénomènes politiques et sociaux ..	71
2.3.1	L'effet de période	71
2.3.2	L'effet de cycle de vie	72
2.3.3	L'effet de cohorte	73
2.4	Méthodologie.....	77
2.4.1	Limites	79
CHAPITRE III : ANALYSE DES TROIS EFFETS AFFECTANT L'APPUI AU		
PROJET POLITIQUE DE SOUVERAINETÉ.....		
3.1	Effet de période	82
3.2	Effet de cycle de vie	94
3.2.1	Génération X (1961 à 1981)	95
3.2.2	Génération d'après-guerre (1945 à 1960).....	98
3.2.3	Génération Y (1982 à 2000)	101
3.3	Effet générationnel	105
3.3.1	Génération d'avant-guerre (avant 1945).....	106
3.3.2	Génération d'après-guerre (1945-1960)	109
CONCLUSION		112
ANNEXES :		118
BIBLIOGRAPHIE :		130
Sources primaires :		130
Sources secondaires :		133

RÉSUMÉ

Le projet politique de souveraineté a été identifié comme l'enjeu polarisant la société québécoise depuis le milieu du XX^e siècle. Cependant, depuis quelques années déjà, les appuis dont il bénéficiait tendent à s'étioler et les jeunes semblent le désertier. Dans une perspective générationnelle, nous proposons de resituer dans leur contexte de socialisation les cohortes depuis le début du XX^e siècle, dans l'objectif d'interpréter l'évolution des appuis au projet politique de souveraineté. S'agit-il d'un projet d'une génération, celle du baby-boom ? Pour répondre à cette question, en nous appuyant sur une conception romantico-historique du phénomène générationnel inspirée par deux penseurs allemands, Wilhelm Dilthey et Karl Mannheim, nous passons en revue le contexte de socialisation de chacune des générations au Québec : Génération d'avant-guerre (avant 1945), Génération du baby-boom (1945-1960), Génération X (1961-1981) et Génération Y (1982-2000).

C'est en fonction d'événements marquants, de l'éducation reçue, des enjeux saillants et des conditions matérielles au sein desquels ils ont vécu lors de leur âge de formation que les individus prennent position sur les débats contemporains qui les affectent. Ainsi, afin d'interpréter la valeur que revêt le projet politique de souveraineté aux yeux de certains, il apparaît tout à fait pertinent de s'intéresser au contexte sociohistorique local, national et international dans lequel ils ont évolué. Dans un contexte d'après-guerre marqué par l'avènement de l'État-providence et les rhétoriques de décolonisation et de libération des peuples, la génération du baby-boom a porté le projet de souveraineté au Québec. En s'appuyant sur la littérature qui traite de l'appui au projet politique de souveraineté et grâce aux données de la firme de sondage *Environics*, ce mémoire de recherche souligne les défis et les embûches auxquels est confronté ce projet à l'aube mûre du XXI^e siècle.

INTRODUCTION

Le 1^{er} octobre 2017, dans un climat d'incertitude politique marqué notamment par des incitations de la part du gouvernement espagnol à boycotter l'exercice démocratique organisé par le gouvernement catalan dirigé par Carles Puigdemont, la *Generalitat* soumet à la volonté populaire un projet politique de souveraineté appelant les Catalans à se prononcer sur leur avenir national. Si la population a appuyé le projet à la hauteur de 90 %, le taux de participation au référendum a été faible, atteignant seulement 42,3 % des inscrits. Pour le Président de la *Generalitat* de l'époque, cet appui en faveur du projet politique de souveraineté ouvrait la voie à une proclamation unilatérale d'indépendance de la part de la Catalogne face à l'Espagne qui fût aussitôt suspendue, de manière à appeler le gouvernement espagnol à négocier.

Devant cet exercice démocratique, le gouvernement conservateur à Madrid, dirigé par l'ancien président Mariano Rajoy, est demeuré inflexible. Comme le rappelle le journaliste Jean-François Bélanger (2017), « le président du gouvernement espagnol [...] a pour sa part “condamné cette promotion répugnante de l'illégalité” et martelé que l'État de droit “restait en vigueur avec toute sa force” » (Bélanger 2017). Suite au référendum et aux condamnations du gouvernement central, l'Espagne, loin d'entretenir un esprit de coopération encourageant le dialogue, s'est montrée inflexible en déposant des accusations criminelles envers plusieurs acteurs indépendantistes catalans, dont Puigdemont. Pour échapper à une justice jugée partisane, quelques-uns d'entre eux ont choisi de s'exiler.

Un peu plus d'un an après le référendum, si plusieurs partisans du projet politique de souveraineté sont déçus alors que le processus autonomiste semble être au point mort, l'indépendance constitue toujours une force mobilisatrice de premier plan. Selon le quotidien français *Le Monde*, les dirigeants catalans ont montré que leur force

mobilisatrice demeurait intacte (Le Monde 2018). Lors de la fête nationale catalane le 11 septembre 2018, près d'un million de personnes se sont rassemblées à Barcelone. En novembre 2018, selon le *Center for Opinion Studies* (CEO), l'appui à l'indépendance a progressé depuis le dernier sondage effectué au mois de juillet de la même année, passant de 46,7 % en faveur du projet politique de souveraineté à 47,2 %¹.

Du côté de l'Écosse, dans un contexte tendu et teinté par l'éventualité d'un *Brexit*, un sondage *PanelBase* réalisé pour l'hebdomadaire *Sunday Times* affichait un appui à l'indépendance de 48 % dans le cas d'une sortie sans accord avec l'Europe. Selon un sondage réalisé cette fois pour le Parti National Écossais, 50 % des répondants ont mentionné qu'ils supporteraient l'indépendance si un autre référendum était organisé après que le Royaume-Uni soit sorti de l'Europe².

Si l'appui au projet politique de souveraineté en Écosse est lié aux différents scénarios d'avenir du Royaume-Uni, l'idée d'indépendance joue toujours le rôle d'une force motrice au sein de la communauté. En décembre 2018, l'Écosse est divisée entre les partisans de l'indépendance et ceux du maintien de l'union au sein du Royaume-Uni. Selon un sondage de *Panelbase* pour le *Sunday Time*, le Non récolte 51 % des appuis et le Oui, 45 %. Comme le rappelle Jeremy Elmerich (2016), le clivage national gouverne la politique écossaise.

¹ « Support for independence in Catalonia has gone up [...]: 47.2% of Catalans are in favor of independence and 43.2% are against it, compared to results from the last survey in July (46.7% versus 44.9% respectively) » (CatalanNews 2018).

² « [a] *Panelbase* survey for the *Sunday Times* put backing for independence at 48% in the event of a no-deal Brexit, while an SNP-commissioned snapshot of voting intention also found that 50% of respondents would support independence if another referendum took place after the UK had left the EU » (Brooks et Carrell 2018).

Au Québec, contrairement à ces deux autres nations fragiles³, l'appui à la souveraineté s'étiolo. Selon la firme de sondage Ipsos, en mai 2018, « 25 % des électeurs [auraient voté] en faveur de la souveraineté du Québec, alors que 55 % s'y [seraient opposés] et 20 % ne [savaient] pas. Après répartition des indécis, l'appui à l'option souverainiste [s'établissait] à 31 % » (Ipsos 2018). Si la Catalogne et l'Écosse sont divisées quant à leur avenir national, l'enjeu dans la province canadienne ne semble plus avoir la force mobilisatrice d'antan.

L'objet de ce mémoire de maîtrise est d'analyser l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté au Québec afin de comprendre pourquoi l'appui à la souveraineté du Québec s'est affaibli alors qu'ailleurs, dans certaines nations fragiles auxquelles la province a maintes fois été comparée, les projets indépendantistes continuent de constituer des forces mobilisatrices importantes. Pour ce faire, nous étudions le phénomène au travers d'une perspective générationnelle. En effet, le projet politique de souveraineté au Québec et les temporalités de son succès peuvent sembler témoigner du phénomène générationnel qui le traverse.

Pour étayer notre propos, nous développerons au premier chapitre sur le sens de la notion de génération pour ensuite resituer dans leur contexte les débats entourant le projet politique de souveraineté au Québec depuis le début du XX^e siècle. Selon nous, pour s'intéresser à l'appui au projet souverainiste dans une perspective générationnelle, il est nécessaire de souligner les enjeux qui l'ont façonné, et d'identifier les différents acteurs sociaux et politiques qui l'ont porté. Si le contexte de socialisation d'un individu et les enjeux qui lui sont contemporains influencent ses espoirs et ses craintes, alors resituer dans son contexte un projet qui mobilise les perspectives d'avenir d'une communauté toute entière doit s'inscrire dans une compréhension des tendances au

³ Nous nous référons au concept de « nation fragile » tel que défini par Félix Mathieu (2017), et entendu comme « des nations minoritaires qui évoluent en contexte multinational et démocratique » (Mathieu 2017, p. 147).

sein desquelles cette dernière a évolué. Nous resituons le projet politique québécois dans le contexte politique et social international, canadien et québécois.

Dans le deuxième chapitre, nous proposons une recension de la littérature qui porte sur l'appui au projet politique de souveraineté en mettant l'accent sur le profil socio-économique et les motivations de ses partisans. Plusieurs auteurs ont noté le rôle central d'une dynamique générationnelle dans l'appui à la souveraineté au Québec. Pour l'observer, nous avons revisité les données de sondages produits entre 1985 et 2012 par la firme *Environics*. Cette dernière a interrogé un nombre considérable de participants en posant toujours les mêmes questions pendant près de trente ans. Parmi les questions retenues, celle qui nous permet de suivre l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté est la suivante : *Maintenant, quelques questions à propos de l'avenir constitutionnel du Canada, quelle option serait la meilleure selon vous*⁴? À cette question, quatre choix étaient offerts aux participants soit : l'état actuel de la fédération, un statut spécial pour le Québec, la souveraineté-association ou l'indépendance du Québec. En analysant les réponses des différentes cohortes, nous souhaitons observer l'importance de la socialisation sur l'appui au projet politique de souveraineté.

Enfin, le dernier chapitre se consacre aux résultats de notre analyse. Ayant distingué quatre générations – soit la génération d'avant-guerre (avant 1945), la génération d'après-guerre (1945-1960), la génération X (1961-1981) et la génération Y (1982-2000) –, l'objectif est de souligner les tendances générationnelles qui sous-tendent le projet souverainiste. Dans la littérature, on suggère que trois effets principaux affectent particulièrement la vie sociale et politique : il s'agit de l'effet de période, de l'effet de cycle de vie et de l'effet de génération. En distinguant les effets de cycle de vie et de période de celui de génération, nous souhaitons offrir un portrait de l'évolution de

⁴ « *Now for a few questions about the future of Canada here are some constitutional options that have been proposed for Quebec. Which one do you think would be best?* » (Environics 1995).

l'appui au projet politique de souveraineté en le resituant dans son contexte sociohistorique.

CHAPITRE I

LE PHÉNOMÈNE GÉNÉRATIONNEL ET LES CONTEXTES DE SOCIALISATION AU QUÉBEC AU XX^E SIÈCLE

Enjeu polarisant la société québécoise, les débats entourant la souveraineté du Québec ont monopolisé la scène politique de la province durant la deuxième moitié du XX^e siècle. Si plusieurs s'interrogent aujourd'hui quant à l'avenir du Parti québécois et plus spécifiquement sur sa capacité à se réinventer pour briser son carcan générationnel (Mahéo et Bélanger 2016 ; Langlois 2018), l'objectif de ce mémoire de recherche est d'interpréter l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté au Québec, et ce, dans une perspective générationnelle.

Pour ce faire, nous élaborons d'abord notre notion de génération. Désirant analyser le projet politique de souveraineté au prisme d'un phénomène générationnel, nous tenterons en premier lieu de donner sens au concept central qui occupe ce mémoire, au moyen de la littérature. Qu'est-ce qu'une génération ? Pour en esquisser un portrait, nous développons notre conception de la génération en nous appuyant sur celle de deux penseurs allemands : Wilhelm Dilthey et Karl Mannheim. De la littérature étudiée, quatre générations au Québec ont été identifiées : la génération d'avant-guerre (avant 1945), la génération d'après-guerre (1945-1960), la génération X (1961-1981) et la génération Y (1982-2000).

Grâce à cette distinction, nous resituons les débats qui entourent le projet politique de souveraineté dans leur contexte. De ce fait, discuter du projet de souveraineté nous amène nécessairement à souligner le cheminement du nationalisme au Québec. Pour reprendre Ernest Gellner, « le nationalisme est essentiellement un principe politique

qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes » (Gellner 1989, p. 11). Avec Benedict Anderson (2002), nous entendons par nation cette communauté imaginée se concevant comme intrinsèquement limitée et souveraine⁵. La conception de la nation, c'est-à-dire la façon dont la communauté se perçoit en tant que collectivité, affecte directement les perspectives d'un projet focalisé sur son devenir.

En nous intéressant au projet politique de souveraineté et au cheminement du nationalisme au Québec, nous interpellons nécessairement aussi le concept d'État-nation. L'État-nation moderne normal, selon Guy Laforest (2014), possède un territoire distinct, une seule source de souveraineté et une autorité légale sur son territoire. Pour reprendre Félix Mathieu, « de cet espace légal et homogène ressort une citoyenneté unitaire et directe entre l'individu et l'État [...] [et] de cette compréhension de la citoyenneté découle "une" identité nationale, singulière » (Mathieu 2017, p. 3). Bien entendu, cette conception de l'État-nation est une construction théorique idéale et « la plupart, si ce n'est l'ensemble, des États modernes ne présentent pas une telle homogénéité socioculturelle » (Mathieu 2017, p. 3). Discuter de l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté au Québec fait intervenir ces deux concepts, et ce, dès les premiers débats sur le sujet.

Dès le début du XX^e siècle, c'est le chanoine Lionel Groulx, dans la revue *l'Action française*, qui propose une série d'articles concernant un État français en Amérique du Nord. Critiquée par plusieurs de ses contemporains, l'idée d'un État français indépendant est reprise durant les années 1930 par un groupe restreint de jeunes intellectuels qui ne réussit pas, pour le moment, à en faire une idée sociale motrice. Dans un contexte économique et social difficile et pris dans le feu de l'époque,

⁵ Nous nous référons ici à la définition de la nation proposée par Benedict Anderson. Selon lui, « la nation [est] une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine » (Anderson 2002, p. 19).

l'antisémitisme et le racisme s'invitent parmi les débats à la fin des années 1930 et le projet est vite abandonné à l'aube des années 1940.

Le projet politique de souveraineté connaît une véritable renaissance dans le contexte d'après-guerre. Inspiré des revendications de décolonisations d'Afrique et d'Asie, la jeunesse du baby-boom arme le projet d'une rhétorique idéaliste de libération des peuples. Sur la scène politique, l'indépendance du Québec occupe alors l'ensemble de l'échiquier politique de gauche à droite. Une pluralité d'acteurs du FLQ au RIN propose, à leur manière, des stratégies de libération du Québec. Pour plusieurs, le point culminant de ses revendications s'incarne dans l'avènement du Parti Québécois au pouvoir en 1976. Le projet politique de souveraineté est alors porté par une frange considérable de la jeunesse québécoise.

La cohorte qui atteint l'âge adulte à la fin des années 1970, la génération X, grandit à la fin des Trente glorieuses. Dans l'ombre de la génération précédente, cette cohorte a été étiquetée dans la littérature en tant que génération sacrifiée. Dans un contexte de stagnation économique, l'enjeu qui préoccupe les X est celui de l'emploi. Parallèlement aux revendications de leurs parents, une frange de cette nouvelle génération, inspirée par l'idéologie néolibérale, appuie en partie le retrait de l'État. Dans ce contexte, la rhétorique adoptée par une frange des X se veut réaliste et se distancie de celle de la libération des peuples. Sur la scène politique, le parti politique qui cible cette nouvelle clientèle, l'Action démocratique du Québec (ADQ), propose une stratégie pour en finir avec ces « vieilles chicanes » en misant sur une position autonomiste.

Enfin, le début du XXI^e siècle est marqué par la mondialisation et la révolution des communications. Dans ce contexte, l'État-nation et le nationalisme sont critiqués par plusieurs groupes et acteurs sociaux. La génération Y qui atteint l'âge adulte en 2000 évolue loin des revendications des années 1960. Les débats enflammés au sujet d'un Québec souverain sont un écho du temps de leurs parents. Néanmoins, contrairement

aux X, une bonne partie de cette nouvelle cohorte renoue avec l'idéalisme et ses revendications portent sur l'équité et la justice sociale. Pour la frange de la nouvelle génération qui appuie le projet politique de souveraineté, il se doit d'aller de pair avec une meilleure redistribution de la richesse et une équité sociale.

1.1 Le phénomène de génération

Notre conception de la génération s'apparente à celle qu'ont mise de l'avant deux penseurs allemands de la fin du XIX^e et début du XX^e siècle : Wilhelm Dilthey et Karl Mannheim. S'appuyant sur une conception romantico-historique de la notion de génération, ces deux philosophes soulignent l'importance du contexte sociohistorique pour comprendre le phénomène générationnel. Ils s'intéressent aux expériences intérieures, c'est-à-dire aux idées, aux échanges et aux interactions entre les citoyens et leur milieu.

1.1.2 Wilhelm Dilthey

Pour Wilhelm Dilthey, une génération comprend « ceux qui ont en quelque sorte grandi ensemble, c'est-à-dire qui ont eu une enfance commune, une jeunesse commune et dont les âges virils [coïncident] en partie » (Dilthey 1947, p. 42). Si la coïncidence sociohistorique entre les membres d'une cohorte est nécessaire, c'est le contexte qui est essentiel et surtout, fédérateur. Pour qu'une génération advienne, selon Dilthey, elle doit avoir été soumise à des événements clés. Comme il le remarque, les membres d'une génération « dépendent des mêmes grands événements et changements survenus durant leur période de réceptivité » (Dilthey 1947, p. 43). Éduquées au sein d'un contexte sociohistorique précis, les nouvelles générations s'approprient ce que Dilthey nomme l'actif de la culture intellectuelle, c'est-à-dire l'ensemble du patrimoine intellectuel et culturel, pour le réinterpréter, l'imaginer et le critiquer. L'histoire agissant comme un patrimoine, elle se prête à la réappropriation et à la réinterprétation selon les enjeux sociaux, politiques, économiques et culturels du moment. C'est

précisément cette réappropriation qui marque les continuités et les ruptures entre les différentes générations.

1.1.3 Karl Mannheim

Inspiré de plusieurs idées développées par Dilthey, Karl Mannheim conçoit l'enchevêtrement des générations dans une structure sociétale en s'appuyant sur la notion des classes sociales. Bien que ces dernières se distinguent quant aux conditions économiques et sociales partagées par certains groupes au sein d'une société, la position d'une génération se détermine quant aux expériences physiques et psychologiques partagées par une cohorte d'individus, et ce, suite à la transmission naturelle d'une génération à l'autre⁶.

Le phénomène générationnel s'explique avant tout, selon Mannheim, par cinq facteurs distincts. Les cinq facteurs qui caractérisent le phénomène générationnel sont : l'émergence perpétuelle de nouveaux participants, la disparition continue des anciens, la participation temporellement limitée au processus historique, la transmission continue de l'héritage culturel et la transition inévitable de génération en génération (Mannheim 1952).

Les deux premiers facteurs sont liés à la reproduction de la société ce que Mannheim qualifie de son rajeunissement perpétuel. L'arrivée de nouvelles cohortes permet la réappropriation par les membres du nouveau groupe de l'héritage culturel, social, historique et intellectuel. Ce processus favorise, entre autres, la réévaluation des acquis en permettant l'oubli de certaines notions désuètes ou problématiques selon les enjeux

⁶« [W]hile the nature of class location can be explained in terms of economic and social conditions, generation location is determined by the way in which certain patterns of experience and thought tend to be brought into existence by the natural data of the transition from one generation to another » (Mannheim 1952, p. 292).

du moment (Mannheim 1952, p. 294)⁷. Pour expliquer ce processus, Mannheim a recours à la notion de *nouveau contact* avec le monde. Les individus intériorisent, endossent et critiquent les idées, valeurs et positions transmises par leur cadre social.

Ensuite, autre facteur qui affecte l'oubli et le changement : le départ des cohortes plus âgées et leur remplacement par les plus jeunes. Pour Mannheim, la continuité entre les différentes générations se manifeste dans la reproduction d'actions inconscientes qui sont en quelque sorte non-problématiques. Ajoutons que la reproduction d'idées et de représentations se fait aussi, surtout depuis les années 1960, grâce à l'éducation institutionnalisée. Comme l'a souligné Ernest Gellner, l'enseignement standardisé et générique est le mode de reproduction des sociétés contemporaines (Gellner 1989, p. 48). Pour ce qui est du changement, il intervient, selon Mannheim, lorsque certaines notions ou pratiques deviennent problématiques. Suite aux changements des représentations et des idées, elles sont alors abandonnées ou modifiées.

Les derniers facteurs concernent la contemporanéité partagée entre les membres d'une génération et la transition inévitable d'une génération à l'autre. Rappelant Dilthey, la contemporanéité entre les individus d'une cohorte s'incarne pour Mannheim à travers des expériences communes. Selon lui, chaque génération est l'expression de sa propre façon d'expérimenter la vie et le monde (Lemieux 2011, p. 6). Plusieurs générations peuvent être affectées par les mêmes événements. Toutefois, ils ne les percevront pas nécessairement de la même façon. Selon Mannheim, afin d'estimer l'importance que revête une expérience dans la vie d'un individu, il est nécessaire de savoir s'il s'agit d'un événement décisif vécu durant l'enfance ou d'une expérience vécue plus tard qui se superpose sur une conception du monde déjà formée. Les expériences, les événements

⁷ « *it facilitates reevaluation of our inventory and teaches us both to forget that which is no longer useful and to covet that which has yet to be won* » (Mannheim 1952, p.294).

et les impressions vécus durant l'enfance tendent à façonner la conception du monde d'un individu⁸.

Les membres des différentes cohortes interprètent les événements qui leur sont contemporains grâce à cette conception du monde, c'est-à-dire leur première matrice, composée des expériences, relations, représentations et notions qui les ont façonnés. De cette divergence de conception du monde au sein d'une même structure sociale, il en ressort que les différentes générations mènent des combats politiques qui sont spécifiques à leurs conceptions. Pour Mannheim, même deux générations qui se suivent combattent des ennemis internes ou externes différents (Mannheim 1952, p. 298-299). Comme le rapporte Lemieux (2011), cette idée est reprise par d'autres, dont le politologue Daniel Elazar (1978). En effet,

[s]elon Elazar, il y a un rapport entre une génération d'individus et une configuration d'événements parce qu'une génération donnée cherche à répondre à des problèmes et à des défis différents de ceux de la génération précédente et de ceux de la génération suivante (Lemieux 2011, p. 11).

Enfin, pour Mannheim, comme c'est le cas pour les classes sociales, les générations ne sont pas des groupes consciemment constitués. Elles sont pluridimensionnelles. Devant les mêmes événements fédérateurs, les membres d'une même cohorte réagissent différemment. C'est ainsi que Mannheim interprète les divergences d'opinions ou d'idéologies au sein d'une même génération. Illustrant ses propos au moyen des débats idéologiques allemands du début du XIX^e siècle, il souligne que les jeunes romantiques conservateurs et les libéraux-rationalistes présentent deux façons diamétralement opposées de réagir aux mêmes circonstances historiques.

⁸« *in estimating the biographical significance of a particular experience, it is important to know whether it is undergone by an individual as a decisive childhood experience, or later in life, superimposed upon other basic and early impressions. Early impressions tend to coalesce into a natural view of the world* » (Mannheim 1952, p. 298).

Avec Mannheim et Dilthey, nous avançons qu'une génération doit nécessairement inclure une coïncidence et une contemporanéité sociohistorique entre ses membres. Les individus prennent position sur les événements et les enjeux contemporains à partir des événements, de l'éducation, des enjeux et des conditions matérielles au sein desquels ils ont vécu lors de leur âge de formation. Pour reprendre Jean-Herman Guay, une génération est « le résultat d'interactions entre ce qui est individuel, historique et social ; une combinaison de facteurs liés au passé et d'autres liés au présent ; une synthèse complexe d'effets qui [créent] des identités générationnelles » (Guay 1997, p. 25).

1.1.4 Ronald Inglehart : l'évolution de l'attitude politique dans les sociétés occidentales

S'appuyant sur le concept de génération, les travaux de Ronald Inglehart se sont intéressés aux changements de valeurs intergénérationnelles pour expliquer l'évolution des comportements et des attitudes politiques.

Publiant en 1971 *The Silent Revolution in Europe : Intergenerational Change in Post-Industrial Societies*, Inglehart propose d'analyser les changements comportementaux en s'appuyant sur la théorie de la motivation par la hiérarchisation des besoins de Abraham H Maslow⁹. Pour Guy Falardeau, « Inglehart conçoit le conflit entre les générations comme une divergence dans la poursuite d'objectifs sociaux correspondant à des niveaux différents de besoins » (Falardeau 1990, p. 73). La théorie de Maslow postule qu'il est possible d'ordonner les besoins selon leur importance. Tout d'abord, l'être humain cherche à combler ses besoins primaires vitaux c'est-à-dire ses besoins physiologiques. Un homme perdu dans le désert peut être obsédé par la nécessité de

⁹ Le psychologue Abraham H Maslow conçoit l'enchevêtrement des besoins de l'être humain dans une structure pyramidale. À la base, l'individu cherche à combler ses besoins physiologiques. Une fois ces besoins comblés, il se tourne vers les besoins dit supérieurs tel que la reconnaissance.

trouver de l'eau. Toutefois, lorsqu'il en trouve, mais manque de nourriture, sa quête se tourne alors vers la recherche de cette dernière¹⁰. Selon cette logique, une fois ses besoins primaires comblés, l'être humain poursuit sa quête des besoins dits supérieurs. Pour Inglehart, ceux-ci s'apparentent à des besoins post-matériels tels que la reconnaissance, l'estime de soi ou l'accomplissement personnel (Inglehart 1971).

S'inspirant des théories de Maslow et Mannheim, Inglehart soutient que les conflits intergénérationnels s'expliquent par la quête d'idéaux opposés. Grâce à l'approche de Maslow, le politologue propose deux hypothèses. Tout d'abord, celle du manque : les priorités d'une personne reflètent son environnement socioéconomique. Un individu accorde plus de valeurs aux choses qu'il a le moins¹¹.

Comme nous le verrons au prochain chapitre, cette hypothèse est liée à l'effet de période. Selon Guay, « [l'effet de période] place toujours l'environnement au centre de l'explication, mais n'accorde pas une primauté aux événements associés à un âge en particulier » (Guay 1997, p. 25). Plus une période est prospère économiquement, plus les individus sont en mesure de délaissier leur quête de sécurité physiologique et économique pour se tourner vers la quête de besoins dits supérieurs.

La seconde hypothèse, en lien avec la première, dirigée cette fois vers l'effet de cohorte, s'appuie sur l'importance de la socialisation avant l'âge adulte. Pour Inglehart,

[l]es valeurs fondamentales [...] sont en grande partie influencées par les conditions qui prévalent pendant les années de jeunesse et de formation. Cette tendance [...] explique un décalage des valeurs : celles de l'adulte reflètent les conditions sociales et l'environnement économique qu'il a connus pendant sa jeunesse (Falardeau 1990, p. 74).

¹⁰ « A man lost in a desert, [...], may be obsessed by his need for water [...] [but when] a supply of water is readily available but food is scarce, he may take the former need for granted » (Inglehart 1971, p. 991).

¹¹ « An individual's priorities reflect his or her socioeconomic environment; one places the greatest subjective value on those things that are in relatively short supply » (Inglehart 1985, p. 496).

Fort de ses deux hypothèses, Inglehart postule que les individus élevés dans une situation de sécurité physique et financière sont davantage portés vers des besoins dits post-matériels une fois qu'ils ont atteint l'âge adulte. Selon cette argumentation, les événements entourant la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'avènement de l'État social et l'expansion des politiques économiques keynésiennes ont favorisé cette sécurité matérielle et l'éducation des nouvelles générations¹².

S'appuyant sur plusieurs sondages menés dans différents pays, Inglehart observe une corrélation entre les changements de valeurs occasionnés par une socialisation dans un milieu économiquement prospère et les changements comportementaux en politique. Les travaux de Inglehart soulignent « le fait que chaque nouvelle catégorie d'âge se distingue des plus anciennes par des caractéristiques qui s'inscrivent dans des tendances à long terme » (Falardeau 1990, p. 76).

Toutefois, selon l'effet de période, lors de crise économique, Inglehart prévoit un retour des valeurs dites matérielles. Selon lui, en plus du rôle de la socialisation à l'âge de formation, il est possible de constater une fluctuation entre les besoins primaires et secondaires selon l'évolution de l'environnement économique et social.

À l'instar d'Inglehart, nous souhaitons proposer une analyse de l'évolution de l'appui à la souveraineté en nous appuyant sur la notion de génération. À partir de notre définition de ce concept, étudier le projet politique de souveraineté selon le contexte au sein duquel il s'insère est pertinent. Une génération pour laquelle le projet est significatif doit avoir vécu durant son âge de formation certaines expériences à la fois sociales, politiques, économiques et idéologiques lui permettant de le valoriser. En

¹²« *we reason that the age cohorts who had experienced the wars and scarcities of the era preceding the West European economic miracles would accord a relatively high priority to economic security. For younger cohorts, a set of 'post-bourgeois' values, relating to the need for belonging and to aesthetic and intellectual needs* » (Inglehart 1971, p. 991-992).

revisitant l'évolution sociohistorique du Québec du XX^e siècle au début du XXI^e siècle, l'objectif est de souligner le rôle du contexte dans l'appui au projet politique de souveraineté.

1.2 L'évolution du contexte sociohistorique au Québec et le projet politique de souveraineté

1.2.1 Nationalisme canadien-français au début du XX^e siècle

Pour Gérard Bouchard (1993), la nation canadienne-française s'est définie par l'avènement d'une nouvelle élite socioculturelle¹³. Après l'Acte d'Union de 1840, l'élite conservatrice et ultramontaine réussit à aménager un espace socioculturel qui sert d'assise à une conception de la nation intimement liée à celle d'un dessein providentiel (Bouchard 1993, p. 8). Selon l'historien René Hardy (1999), le contrôle social de l'Église en est à un point tel que pratiquement l'ensemble des francophones s'y soumet. Comme il le souligne, « [vers la fin du XIX^e siècle] les pratiques de dévotion sont dirigées, stéréotypées et presque unanimes, certes volontaires, mais presque imposées par la pression sociale » (Hardy 1999, p. 211). La réussite de ces nouvelles pratiques s'inscrit dans l'augmentation du nombre d'effectifs religieux ainsi que de nouvelles stratégies. Notons rapidement quelques exemples de ces nouveautés : les campagnes de tempérance, le recrutement intensif de personnels religieux, l'arrivée de nouvelles congrégations, de nouvelles confréries et de nouvelles sociétés telles que la société Saint-Vincent de Paul.

Au début du XX^e siècle, la société canadienne-française et ses générations entretiennent une conception de leur communauté intimement liée à celle conçue par

¹³ « Sous les vocables d'élites socioculturelles ou de bourgeoisie professionnelle sont regroupés [...] aussi bien les membres du clergé que des professions libérales au sens large, incluant les journalistes, les principaux titulaires de la fonction publique, les enseignants [...] [et] [à] la fin du XIX^e siècle surtout, il convient d'y ajouter les représentants de plus en plus nombreux des arts et de la littérature » (Bouchard 1993, p. 7).

les élites nationalistes et catholiques à l'époque. Pour reprendre Bouchard (1993), la définition qu'elle a d'elle-même s'articule autour de quatre postulats.

1. La nation est intrinsèquement distincte de ses voisines. Dès le milieu du XIX^e siècle, on tente de protéger les mœurs canadiennes-françaises. Cette entreprise se poursuit au XX^e siècle alors que « la même inquiétude fut dominante de l'œuvre du chanoine Groulx pour qui les caractères distinctifs du Canadien français lui furent transmis dès le XVII^e siècle » (Bouchard 1993, p. 10). Parmi ces caractères distinctifs, on dénote la foi, la langue et les traditions françaises.
2. La société et la culture canadienne-française sont fondamentalement homogènes et fragiles. Dans l'optique d'être préservée, la nation se doit d'être unie. Pour ce faire, certaines conceptions idylliques du Canadien français sont proposées par les élites. « Jusqu'à la décennie 1945-1955, des représentations plus ou moins mythiques, platement réductrices, se substituaient [...] à une connaissance empirique des structures économiques et sociales des campagnes québécoises » (Bouchard 1993, p. 11). Ici, la société rurale est glorifiée. Elle est caractérisée par sa stabilité, sa cohésion, son égalité, sa solidarité et sa pureté.
3. Contrairement aux États-Unis, la société canadienne-française appuie son projet national sur la continuité. En effet, « [a]u lieu de projeter [...] la construction d'une société et d'une identité nouvelle, [...], les intellectuels [...] se sont progressivement repliés [...] sur un projet de société en forme de continuité, plutôt réfractaire à l'aventure continentale » (Bouchard 1993, p. 12).
4. Enfin, contre la culture matérialiste, les élites se sont considérées comme des pédagogues de la culture dont l'objectif était d'aménager un espace socioculturel distinct fondé sur les modèles européens du beau, du bien et du vrai (Bouchard 1993, p. 13).

Voici en quelques traits, ce sur quoi s'articule la nation canadienne-française. Le discours nationaliste véhiculé par les élites est très largement empreint d'une

conception téléologique de la nation. Les Canadiens français sont l'incarnation de la vie pieuse en Amérique. Pour paraphraser Bouchard, l'essence de la nationalité canadienne-française tient dans son héritage français, la défense de la nation se confond avec celle de la langue et surtout de la foi et les paysans et la vie rurale constituent l'incarnation privilégiée et quasi exclusive de la nation (Bouchard 1993, p. 13).

Si cette conception hégémonique commence à être contestée durant les années 1920-1950, elle constitue le cadre idéologique dominant au sein duquel s'articule la communauté canadienne-française. Lionel Groulx, figure de proue du Canada français, attribue au Québec le rôle de terre ancestrale de la nation dans la *survivance* de la nation canadienne-française. Concevant la nation comme une entité naturelle et organique, elle est supérieure aux structures politiques et formée par la grâce de la Providence (Bock 2014, p. 183). Comme le rappelle Michel Bock, « [j]amais Groulx n'a douté de la valeur culturelle et spirituelle de l'expérience historique de la collectivité canadienne-française dont l'originalité, en Amérique, et la participation aux grands desseins de la Providence justifiaient, à ses yeux, son existence et sa continuité » (Bock 2017, p. 308).

Selon Groulx et les autres nationalistes canadiens-français, dont Henri Bourassa, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB), en 1867, a permis aux Canadiens français de se sortir de l'union néfaste de 1841, de retrouver une autonomie et de protéger les droits des minorités francophones hors Québec.

Ainsi, les Pères de la Confédération avaient eu la sagesse d'échafauder une fédération véritablement biculturelle respectueuse des intérêts des deux "peuples fondateurs", qui disposeraient normalement de toute la liberté voulue pour se développer selon leur "génie" national propre (Bock 2017, p. 309).

Pour Bourassa, véritable patriote canadien, le Canada devait former le socle d'une allégeance commune entre les Canadiens français et les Canadiens anglais. Fondée

grâce aux négociations entre deux peuples distincts, la constitution de 1867 se devait d'être le mythe fondateur de la grande communauté canadienne. Cependant, pour Bourassa, la loyauté des anglophones à la couronne britannique constituait un frein à l'avènement de cette communauté politique. Selon lui,

[i]l n'y aura de véritable unité nationale que le jour où les Canadiens anglais comprendront ce que nous, Franco-Canadiens, avons compris depuis longtemps : la Confédération canadienne est née d'une pensée d'alliance féconde des deux races ; elle ne vivra que par le respect réciproque de leurs droits (Bourassa 1915, p. 36).

Pour l'homme politique, le Canada, pour être viable et se réaliser, devait réussir à se départir de l'impérialisme et adopter une véritable politique de biculturalisme et de bilinguisme. Son objectif étant de poursuivre l'entreprise de 1867, le Canada devait ancrer son identité politique dans cette union de deux peuples fondateurs.

Cependant, dans le contexte des années 1920, l'importance que revêt la Confédération pour le dessein de la nation canadienne-française n'a pas empêché Groulx d'envisager la création d'un État français en Amérique du Nord. Taxé de séparatiste par plusieurs de ses contemporains, dont Bourassa, le chanoine articulera ses idées dans une série d'articles publiés dans la revue *l'Action française*. Durant les années de crise de 1930, ces idées seront réinterprétées par un réseau de jeunes indépendantistes, lesquels deviendront les futurs architectes de la Révolution tranquille.

1.2.2 L'État français et le réseau indépendantiste des années 1920 et 1930

Pour reprendre Bock (2014 ; 2017), analyser l'idée chez Groulx d'un État français doit s'inscrire dans une compréhension du contexte sociohistorique du début du siècle dernier. Pour ce qui est des droits des francophones, l'Ontario, en 1912, interdit l'enseignement et l'usage du français dans ses écoles suite au règlement 17. Avant elle, la Nouvelle-Écosse (1865), le Nouveau-Brunswick (1871), le Manitoba et la Saskatchewan (1890) avaient eux aussi interdit l'enseignement de la langue française. Le pacte fédératif censé protéger le droit des minorités francophones semblait échouer.

Avec l'avènement de la Première Guerre mondiale, l'impérialisme farouchement critiqué par les nationalistes canadiens-français est publiquement dénoncé lors de la crise de la conscription. Comme le rappelle Bock, en juillet 1917, « [l]es nationalistes canadiens-français étaient engagés dans une lutte sans merci contre l'idéologie impérialiste au Canada anglais, qu'ils interprétaient comme une négation même de la thèse de la dualité nationale du pays » (Bock 2017, p. 309). Dans ce contexte,

Groulx ne manqua pas [...], de relever les injustices qu'avait multipliées la majorité britannique à l'endroit des Canadiens français depuis cinquante ans, des ravages de l'impérialisme aux innombrables entorses faites aux droits scolaires, religieux et politiques des minorités franco-catholiques hors Québec, en passant par la répression des rébellions métisses de la rivière Rouge et du Nord-Ouest (Bock 2017, p. 309).

La situation s'envenime après la Grande Guerre avec la marginalisation de l'industrie de l'agriculture. En effet, l'industrialisation accélérée par la guerre avait surtout profité aux provinces de l'est avec l'exploitation des ressources naturelles des industries minières, forestières et de l'hydroélectricité. Dans ce contexte, en 1920, le Parti Progressiste constitué de fermiers des provinces de l'Ouest et de dissident libéraux de l'Ontario, obtient soixante-cinq sièges à l'élection de 1921. Formant l'opposition officielle, ces partisans de l'agriculture représentent, selon les termes de Michel Bock, une révolte agraire¹⁴.

Dans ce contexte naît l'idée chez plusieurs que la Confédération est vouée à l'échec (Bock 2014, p. 185). Même chez Henri Bourassa, pourtant ardent défenseur du Canada et critique de la position de Groulx, le pacte fédératif, par la faute des Canadiens anglais

¹⁴« [i]n this context, the defenders of agriculture touched off what could cautiously be termed an "agrarian revolt", expressed on the federal political scene by the founding of the Progressive Party in 1920. The Progressives, consisting of farmers from the Prairies and Ontario as well as dissident Liberals, obtained sixty-five seats in the 1921 elections, which was sufficient to raise them to the rank of Official Opposition » (Bock 2014, p. 185-186).

et de l'impérialisme, est appelé à échouer. Comme il le souligne lors d'un banquet en l'honneur d'Armand LaVergne¹⁵,

[l]a Confédération a vécu en puissance. Durera-t-elle vingt ans ou trente ans, je l'ignore ; mais elle doit se dissoudre un jour... Les Anglais ont voulu employer la Confédération à nous asservir, mais ils n'ont pas voulu l'association égale avec nous. Cherchons donc ailleurs des appuis (Jones 1969, p. 584).

Devant ces considérations, l'*Action française* entreprend une série d'étude en 1922 s'intéressant à un État français en Amérique. Selon les auteurs de ces articles, les Canadiens français devaient se préparer à une éventuelle rupture du pacte fédératif. Pour rassurer les minorités francophones au Canada anglais, on assure que le Québec ne provoquerait pas la fragmentation de la Confédération (Bock 2014, p. 186). En tant que foyer de la nation canadienne-française, le rôle de la province est de garantir une vitalité culturelle et une vigueur politique. Pour Groulx et ses collaborateurs, plus forts que les frontières politiques, les minorités francophones hors Québec, peu importe le statut constitutionnel de la province, seront toujours considérées comme des conationaux des franco-canadiens du nouvel État¹⁶. Si Groulx se distancie de l'idée d'indépendance à la fin des années 1920, « ses réticences [...] n'empêchèrent pas l'idée de germer ailleurs autour de lui pendant la Crise des années 1930. » (Bock 2017, p. 313-314). Pour Yvan Lamonde, le chanoine incarne une figure exemplaire pour la jeunesse nationaliste et indépendantiste des années 1930 (Lamonde 2009, p.181).

Inspirée des articles de l'*Action française*, la formation du groupe Jeune-Canada prend position en faveur de l'indépendance. « Ce groupe est composé de quelques jeunes étudiants [la plupart âgés de 20 à 25 ans], qui sont amis [...], depuis leur rencontre au collège de Sainte-Marie » (Noël 2011, p. 74). Intellectuels, ils puisent l'inspiration du nom de leur formation dans les mouvements de libération des peuples du début du XIX^e

¹⁵ Jeune député politique nationaliste du début du XX^e siècle.

¹⁶ « *The French minorities, whatever the constitutional future of Canada might have been, would always [...] remained "co-nationals" of the French Canadians of the new state* » (Bock 2014, p. 188).

siècle. En effet, « les “Jeune-Canada” se nommaient ainsi à la suite de tous ces mouvements de jeunesse (“Jeune-Allemagne”, “Jeune-France”, “Jeune-Italie”) qui, en Europe vers 1830, s’étaient levés avec l’éveil des nationalités » (Lamonde 2009, p. 176). Affectée par la crise économique, cette jeune génération est désillusionnée. Pour Gérard Filion, futur directeur du *Devoir*, « [n]ous sommes une génération de déblayeurs et de terrassiers ; nous devons employer notre énergie et nos talents à déconstruire une civilisation que des égarements, peut-être même des sottises, ont mise en ruines » (Lamonde 2009, p. 178).

Fondant le Club X en 1931 alors qu’ils poursuivent leurs études à l’Université de Montréal, le cercle est composé de membres tels que André Laurendeau, Claude Robillard ou Gérard Filion, des futurs acteurs de la Révolution tranquille. En 1932, la publication de leur manifeste intitulé *Maître chez nous* est un prélude des contestations des années 1950 et surtout, une inspiration pour le futur slogan des libéraux provinciaux de Jean Lesage. Établi sur des bases solides en raison des liens entre les différents acteurs et de son unité interne, le groupe est appuyé par Groulx qui voit en lui les représentants de la jeunesse canadienne-française (Noël 2011, p. 77). En plus du chanoine, Jeune-Canada récolte l’appui du directeur du *Devoir*, Omer Héroux, qui écrit à quelques reprises un éditorial pour les encourager et d’Arthur Laurendeau, père d’André Laurendeau, dans les pages de l’*Action nationale* (Noël 2011, p. 78). Pour Mathieu Noël (2011),

[l]es bases idéologiques de Jeune-Canada sont semblables à celles de ses aînés. Le groupe souhaite valoriser la jeunesse, la nation canadienne-française, la langue française et le catholicisme. Les indépendantistes de 1932-1935 désirent améliorer le système en place en commençant par abolir les trusts, ce qui permettra, selon eux, de redonner la maîtrise de l’économie aux Canadiens français (Noël 2011, p. 78).

Cependant, contrairement à Groulx qui valorisait la fédération canadienne, le groupe embrasse ouvertement, dès 1933 sous l’impulsion du jeune André Laurendeau, l’indépendance. C’est, selon eux, les distinctions culturelles et les différences de

mentalités entre les deux peuples fondateurs qui empêchent la nation canadienne-française de s'épanouir, et ce, en plus de la menacer. « Ainsi, [le groupe préconise] la formation d'un État francophone indépendant, situé sur les rives du Saint-Laurent, qui prendrait le nom de Laurentie ¹⁷ » (Noël 2011, p. 80).

Rapidement, autour de 1935, alors que l'organisation Jeune-Canada s'essouffle et que plusieurs ont quitté le groupe, dont le jeune Laurendeau parti en Europe, une frange du réseau adopte une posture fasciste. Comme le rappelle Noël, « [s]i les indépendantistes de 1932-1935 souhaitaient améliorer le régime politique en place, ceux de 1936-1939 le rejettent entièrement [et dénoncent le parlementarisme et la démocratie] » (Noël 2011, p. 80). Inspirés par des intellectuels, dont Charles Maurras, et d'hommes politiques comme Mussolini, ils préconisent le corporatisme fasciste. Néanmoins, malgré leurs tentatives pour accroître leur mouvement, leurs objectifs échouent. Impliqué dans des scandales, des poursuites et promouvant des idées racistes, le réseau des indépendantistes de l'époque ne réussit plus à entretenir des contacts extra-institutionnels¹⁸. Pour ces mêmes raisons, le chanoine Groulx prend ses distances (Noël 2011). En plus de ces difficultés, la cohésion interne qui caractérisait autrefois le groupe Jeune-Canada s'effrite alors que plusieurs membres ont quitté et que d'autres organisations ont été créées. Si bien que le réseau est pratiquement inexistant à l'aube de la décennie de 1940.

¹⁷ Pour citer André Laurendeau, la Laurentie est ce « pays mal déterminé ayant pour cœur le Québec actuel, rayonnant alentour dans l'Ontario-Nord, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Angleterre. Centré sur le Saint-Laurent qui est comme son axe, son artère principale, comme sa respiration ; où ceux de langue française sont inexpugnablement installés » (Lamonde 2009, p. 207).

¹⁸ Dans un contexte de crise économique sans précédent, le populisme et l'antisémitisme s'invitent au sein des débats sociaux au Québec. Cette vague d'intolérance s'imisce dans toutes les sphères de la société et « [les] évêques et [les] religieux échappent difficilement aux préjugés de leur société et de leur temps » (Dumas 2015, p.84). Néanmoins, « [la méfiance de l'Église catholique québécoise] à l'endroit du racisme était suffisamment grande pour condamner toute doctrine politique qui en ferait sa base [pensons ici au Parti National Social-Chrétien d'Adrien Arcand embrassant ouvertement le nazisme] mais pas suffisamment pour réellement tendre la main aux Juifs ou pour décourager les discours hostiles à leur endroit » (Dumas 2015, p. 84-85).

1.2.3 Le néonationalisme et la génération d'après-guerre

Après la guerre de 1939-1945, la conception de la nation canadienne-française est ouvertement contestée par plusieurs acteurs sociaux et politiques dont les néonationalistes et les néo-libéraux¹⁹. L'industrialisation et l'urbanisation, déjà fortement entreprises durant la Grande Guerre (1914-1918), se poursuivent. Le décalage entre la réalité et la conception idyllique du Canadien français, la majorité de la population francophone habitant maintenant en ville, marque une crise identitaire. Si le Canadien français idéal est le paysan, alors qui sommes-nous ? Les acteurs engagés des années 1940-1950, dans leur aspiration à faire table rase et moderniser l'État, vont reformuler la définition de la nation canadienne-française. Pour Bock (2014), ils ont voulu réconcilier la nation à l'image des nouvelles réalités urbaines et industrielles de la société de consommation²⁰. En effet, sur plusieurs points, la rupture avec la pensée de Lionel Groulx est apparente. Une portion significative de son héritage intellectuel est rejeté dont la Providence en tant que force motrice de l'histoire et de l'existence des peuples ainsi que la théorie de la mission apostolique de la nation canadienne-française²¹.

Si, comme le rappelle Langlois (2018), l'éclatement du Canada français n'est pas l'apanage des néonationalistes, les intérêts divergents entre le Québec et les communautés francophones au Canada anglais étant déjà d'actualité depuis les années 1930, la nouvelle construction nationale du Québec qui débute après la Deuxième Guerre mondiale marque une rupture.

¹⁹ Les néo-libéraux de l'époque n'ont rien à voir avec le néolibéralisme qui s'institutionnalise à la fin des années 1970. Comme nous le verrons, le second s'enracine au sein de postulats économiques et sociaux qui rejettent, entre autres, l'interventionnisme de l'État. Ici, le terme néo-libéraux signifie ceux qui prônent l'institutionnalisation d'un État fort et interventionniste. La plupart sont associés, à l'époque, à la revue *Cité libre* fondée par Pierre Elliott Trudeau et Gérard Pelletier en 1950.

²⁰ « It wanted to see the nation reconciled with the new industrial and urban realities, with the consumer society that, after the war, had begun to expand considerably » (Bock 2014, p. 211).

²¹ « On a great many questions, breaks with Lionel Groulx's thought were apparent. A significant portion of his intellectual heritage was rejected: Providence, as directing and regulating force of history and of existence of peoples, was discarded, as was the theory of the apostolic mission of the French-Canadian nation » (Bock 2014, p. 211).

Les théories économiques de John Maynard Keynes²², l'avènement de l'État-providence, les innovations technologiques en matière de communication dont l'arrivée de la télévision et la démocratisation de l'automobile vont proposer de nouvelles façons d'imaginer son territoire et sa communauté en plus d'encourager le développement urbain. En effet, l'accélération de l'urbanisation et la hausse impressionnante des naissances²³ viennent ébranler les structures religieuses et paroissiales de la province. Cette structure qui par ses nouvelles pratiques et stratégies avait réussi à imposer sa conception de la nation au milieu du XIX^e siècle ne parvenait plus à répondre aux réalités du Québec. Dans la société civile, des mouvements sociaux critiquent ouvertement ce qu'ils considèrent comme un clérico-nationalisme stagnant et archaïque²⁴. Avec la prise de conscience du statut d'infériorité économique des canadiens-français, les intellectuels du Québec adoptent dès lors des perspectives réformistes.

S'appuyant sur une nouvelle interprétation de l'histoire avec l'école de Montréal²⁵ qui propose une lecture matérialiste et déterministe de l'histoire des Canadiens français, l'objectif est d'édifier un État pour les francophones qui reflètent les besoins de la

²² John Maynard Keynes est un économiste qui publie, en 1936, la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* où il présente un modèle macroéconomique s'appuyant sur le plein emploi. Œuvre phare, sa théorie influencera l'ensemble des pays occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale.

²³ À noter, la hausse des naissances observées durant ce qu'il a été convenu d'appeler le *baby-boom* est paradoxale. Comme le rappellent Danielle Gauvreau et Benoît Laplante, « [q]uand on y regarde de plus près [...], on constate que ce boom n'est pas tant un boum de naissances qu'un boum de mariages, ce dernier alimentant le précédent. Pendant cette période, les couples mariés du Québec mettent de moins en moins d'enfants au monde et les écarts entre sous-populations sont marqués » (Gauvreau et Laplante 2015, p. 52).

²⁴ « *The acceleration of the urbanization process and the soaring birth rate, which rose faster than any increase in the number of clergy, led to a certain loosening up of religious and parish structure. [...] At the same time, protest movements emerged that criticized what they considered the stagnant and even archaic character of traditional French-Canadian "clerico-nationalism"* » (Bock 2014, p. 213).

²⁵ Deux écoles réinterprètent différemment l'histoire des canadiens français durant les années 1950-1960 : L'école de Montréal et l'école de Québec. La seconde promouvant un esprit de continuité est beaucoup moins influente à l'époque comme le montre la suite des événements.

société. Autant les néonationalistes que les néo-libéraux reconnaissent la nécessité de la part des Canadiens français d'embrasser la modernité et de se départir du libéralisme économique de Duplessis²⁶. Si les moyens et certaines finalités divergent, un front commun les unit. La critique des néo-libéraux est dirigée vers le discours autonomiste du gouvernement de Duplessis qui contribue, selon eux, à maintenir les Canadiens français en état d'infériorité en les privant des ressources du gouvernement fédéral²⁷. Pour les néonationalistes, que l'idée d'une centralisation des pouvoirs à Ottawa répugne, l'objectif est de contrôler l'État du Québec – seul État que les Canadiens français peuvent réellement aspirer à gouverner – pour jouer un rôle de premier plan dans la sphère socio-économique. Pour la jeune génération et les contestataires des années 1920-1930, l'Union Nationale tire avantage de l'infériorité des Canadiens français en plus de l'entretenir. Selon Jean-Herman Guay (1997), « [la disparition progressive de l'Union Nationale après les années 1960 s'explique] parce que c'était un parti générationnel. C'était le parti d'une génération, celle qui avait entre 20 et 30 ans en 1930. » (Guay 1997, p. 96) Selon Bock (2014), avec l'institutionnalisation du début des années 1960 sous le gouvernement de Jean Lesage, le nationalisme traditionnel s'est définitivement affaibli. Le réseau institutionnel qui le maintenait en vie devint chose du passé.

À la veille de la Révolution tranquille, [...], [l]e démantèlement de l'«Église-nation» canadienne-française pousserait la référence nationale à se réinstitutionnaliser au sein de l'État québécois alors en pleine expansion [et] [l]e nationalisme passerait résolument à gauche, l'indépendantisme se transformant en un véritable mouvement social porté par une nouvelle génération puisant souvent ses modèles non plus aux nationalismes traditionalistes du monde atlantique, mais à l'idéologie tiers-mondiste (Bock 2017, p. 317).

²⁶ « [Neo-liberals and neo-nationalists] acknowledged the need to have French Canada accept modernity and to curb the simplistic liberalism of Duplessis's Unionists » (Bock 2014, p. 213).

²⁷ « For the neo-liberals, the autonomy discourse of the Unionist government contributed to maintaining French Canadians in a state of inferiority by depriving them of the resources of the federal government » (Bock 2014, p. 214).

À la fin des années 1950, la nouvelle génération – excessivement nombreuse suite à la Deuxième Guerre et plus communément appelée la génération du baby-boom – va s'inspirer des événements et des idées d'ailleurs pour penser le devenir de sa collectivité, de ce qu'ils vont considérer leur nation.

1.2.4 Décolonisation et libération des peuples

Les intellectuels, les artistes, les poètes et plus généralement la jeunesse s'inspirent, à l'aube des années 1960, du contexte, de la littérature internationale et des différentes notions qu'elle véhicule. La génération du baby-boom, dont les plus âgés ont quinze ans en 1960, grandit au sein d'un univers politique traversé par les thèmes de la décolonisation et de la libération des peuples. Pour Bock, « [d]e l'anti-impérialisme canadien-français, on [passe] à la décolonisation québécoise » (Bock 2017, p. 317). On assiste, comme le rappellent Cloutier, Guay et Latouche, au tournant des années 1950-1960, à une renaissance de l'idée souverainiste avec la fondation d'au moins trois organisations vouées à sa promotion, chacune dotée d'un appareil de communication écrite : L'Alliance laurentienne²⁸ (1957) publie la *Revue laurentienne*, l'Action socialiste²⁹ (1957) publie la *Revue socialiste* et le Rassemblement pour l'indépendance nationale³⁰ (1960) a son journal *L'indépendance* (Cloutier, Guay et Latouche 1992, p. 33).

²⁸ « Sous l'impulsion de Raymond Barbeau [...], [l']Alliance Laurentienne faisait [...] la promotion de l'indépendance du Québec en l'assortissant d'un projet d'État catholique et corporatiste conforme à la doctrine sociale de l'Église, le régime référence étant le Portugal de Salazar ; en outre, elle mettait [...] l'accent sur le rôle des élites dans la réalisation de l'indépendance » (Lapointe 2008, p. 297).

²⁹ L'Alliance Laurentienne de Barbeau étant campée à droite de l'échiquier politique, Raoul Roy, indépendantiste des années 1930, « [s]e considérant homme de gauche et intéressé par le socialisme, [...] rejetait *en soi* le corporatisme, l'idéal d'État chrétien et l'élitisme de l'Alliance. [...] [C]'est pour cela qu'il fonde en 1959 *La Revue socialiste* (1959-1965), deuxième revue indépendantiste d'après-guerre et la première à conjuguer au Québec les idées d'indépendance et de socialisme » (Lapointe 2008, p. 297-298).

³⁰ Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (RIN) « sera un mouvement d'éducation populaire qui se proposait de répondre et de faire accepter l'idée d'indépendance, "d'amener la population à vouloir l'instauration au Québec, d'une république libre, française et démocratique » (Bellavance, 1973, p. 12).

Outre l'Alliance laurentienne prônant un discours en continuité avec une certaine élite catholique du début du XX^e siècle, dont celle de l'abbé Wilfrid Morin³¹, le discours sur l'indépendance du Québec s'arme, durant les années 1960, d'une rhétorique anticoloniale. Sur ce thème, le RIN dit défendre « un nationalisme positif qui se rattache volontiers au “nationalisme de décolonisation” » (Bellavance 1973, p.25). Du côté de l'Action socialiste, Raoul Roy, fondateur de l'organisation, « contribue aussi à la diffusion du socialisme et de l'idéologie de la décolonisation » (Lapointe 2008, p. 298). Pour Sean Mills (2010), durant les années 1960 tant en Amérique du nord qu'en Europe, les mœurs culturelles sont ébranlées, les anciennes vérités politiques sont confrontées et la nouvelle génération d'après-guerre entre sur la scène politique. Les protestataires tant à Montréal qu'au Québec sont influencés par les changements géopolitiques de l'époque³².

Les mouvements de décolonisation desquels s'inspire la jeunesse québécoise sont, entre autres, ceux d'Afrique et d'Asie. Avec l'avènement de nouveaux concepts tiers-mondistes, les arguments des jeunes contestataires comparent la situation du Québec à celle des anciennes colonies impériales. De plus, devant les revendications afro-américaines, plusieurs auteurs tels que Pierre Vallière et son ouvrage *Nègres Blancs d'Amérique* notent des similitudes entre les conditions sociales et économiques d'aliénation des Canadiens français et ceux des Noirs aux États-Unis. Pour Sean Mills, les statistiques de la *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* sont la preuve de la discrimination vécue par les francophones. En 1961, on constate une différence d'environ 35 % entre le revenu moyen des anglophones et des francophones. Aussi, selon des statistiques observant une corrélation entre le

³¹ L'abbé Morin était un indépendantiste du début du XX^e siècle qui a écrit plusieurs ouvrages sur le sujet dont *Nos droits à l'indépendance politique*.

³² « *In the 1960s, across North America and Europe, cultural mores were overturned, political truths challenged, and the numerous and demanding members of the baby-boom generation burst onto the political scene [...] [and] activists in Montreal [and Quebec] were deeply affected by the global geopolitical changes of the post-war era* » (Mills 2010, p. 28).

revenu et l'ethnicité, les francophones sont classés douzièmes sur quatorze rangs dans la province. Bien que les francophones constituent la majorité de la population au Québec, ils ne contrôlent qu'à peine 20 % de l'économie³³.

Selon Mills (2010), deux interprétations de la situation des francophones au Québec se distinguent et s'influencent durant les années 1960. La première conçoit le Canadien français en tant que sujet soumis à la domination britannique, et ce, depuis la défaite en 1759 de l'armée française sur les plaines d'Abraham. Après la conquête, les francophones auraient été relégués au rang de citoyen de deuxième classe. Ce statut de sous-citoyen a ensuite été formalisé dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Contrairement aux nationalistes canadiens-français qui interprètent l'AANB en tant que pacte issu de l'entente entre deux peuples fondateurs, cette nouvelle relecture de l'histoire y voit une relation de domination. Néanmoins, l'élément de continuité entre l'interprétation du début du siècle et celle du tournant des années 1960 est la nécessaire séparation entre le Québec et le Dominion britannique.

La deuxième conception, davantage populaire vers la fin des années 1960, critique certes les injustices et les iniquités vécues par les francophones sous la couronne anglaise, mais dirige aussi ses propos vers les États-Unis. En plus de l'impérialisme britannique, les capitaux américains auraient maintenu les Canadiens français en état d'infériorité. En effet, depuis les années 1920, les États-Unis ont surpassé le Royaume-Uni sur le plan des investissements de capitaux au Canada³⁴. D'ailleurs, sous le gouvernement unioniste de Duplessis, le patronage avec les dirigeants d'entreprises

³³ « *The widely cited statistics of the [Commission] [...] provided statistical proof of the discrimination that many francophones had been experiencing for years. In 1961, a 35% difference in average income separated anglophones and francophones, and statistics which correlated income with ethnicity found that francophones ranked twelfth of fourteen ethnic groups in the province. [...] Although francophones comprised the vast majority of Quebec's population, they controlled only 20% of its economy* » (Mills 2010, p. 21).

³⁴ « *[In the 1920s,] [t]he United States had become Canada's principal foreign investor, thus outranking Great Britain* » (Bock 2014, p. 185).

autant ceux du Canada que des États-Unis est bien documenté. Pour André Laurendeau, à ce moment éditeur au quotidien le Devoir, Maurice Duplessis est un roi-nègre qui dirige le Québec au nom d'intérêts coloniaux étrangers à la manière des anciens dirigeants africains³⁵. Le libéralisme de Duplessis, semblable à celui du XIX^e siècle³⁶, repoussait l'idée d'une quelconque ingérence de l'État au sein de l'économie. À l'heure où s'opère une transition du libéralisme économique au libéralisme social, le gouvernement Unioniste résiste à l'avènement de cette nouvelle citoyenneté sociale et industrielle (Graefe 2014, p.49). Pour ces deux interprétations, sans être aveugle à la situation de la province en tant que société capitaliste avancée, le Québec, dans les domaines du politique, de la culture et de l'économie, est paré du statut de colonisé. Combiné au keynésianisme et à l'institutionnalisation de l'État social, ces interprétations de la situation du Québec ont favorisé la mobilisation autour du projet d'indépendance.

Pour Mills (2010), c'est la *Revue socialiste* qui diffuse le concept d'ethnicité pour comprendre l'aliénation des Canadiens français. Malgré son manque de nuance, le concept deviendra celui des radicaux pour les années à venir³⁷. Si l'analyse de la jeune génération plus éduquée va peu à peu se distancier de la pensée de Roy, son influence va marquer le mouvement indépendantiste durant l'ensemble des années 1960 et le début des années 1970. Pendant que la *Revue socialiste* publiait seulement un peu plus de mille exemplaires par numéro, les idées qui y sont véhiculées vont propulser la formation de deux acteurs sociaux centraux des années 1960 : le FLQ et Parti Pris. La

³⁵ « Maurice Duplessis was a "roi nègre", ruling Quebec on behalf of foreign colonial interests in a fashion similar to that of African leaders » (Mills 2010, p. 41).

³⁶ « Le libéralisme de l'époque était en grande partie défini par le respect de la propriété privée. L'individu au centre du libéralisme n'était pas défini comme n'importe quel humain : c'était une personne qui avait une indépendance de la pensée et d'action qui n'était pas dépendante d'autrui. [...] Les grandes valeurs de liberté et d'égalité se résumaient surtout à la liberté de disposer de sa propriété et à l'égalité devant les tribunaux » (Graefe 2014, p. 40).

³⁷ « The idea of French-Canadian "ethnic class", despite its lack of nuance in conceptualizing power relations in the province, would achieve prominence among radicals for years to come » (Mills 2010, p. 42).

Revue va aussi grandement influencer l'avènement du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN)³⁸.

Comme en témoigne la pluralité des groupes, des mouvements et des acteurs sociaux et politiques des années 1960, le projet politique de souveraineté constitue une force mobilisatrice considérable durant ces années. Rapidement, nous passons en revue trois de ces organisations pour souligner la diversité des stratégies envisagées à l'époque : le Front de libération du Québec (FLQ), Parti Pris et le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN).

1.2.5 Front de libération du Québec (FLQ)

Le Front de libération du Québec (FLQ) est une organisation armée non structurée qui inclut un réseau d'acteurs épars durant l'ensemble des années 1960. Comme le rappelle Mills, entre 1963 et 1967, plusieurs groupes se revendiquent du FLQ. Durant cette période, ces derniers vont poser jusqu'à trente-cinq bombes provoquant des dégâts matériels. Entre 1968 et 1970, leurs actions vont s'intensifier alors que ces différents groupes posent plus de soixante bombes en seulement deux ans. De par ses actions et ses différentes publications, le FLQ mise sur la provocation et estime que cette violence révolutionnaire est nécessaire au Québec³⁹.

S'inspirant d'autres mouvements de décolonisation, le FLQ s'appuie sur une stratégie de terreur pour libérer le Québec de ce qu'il considère comme étant les puissances coloniales. Si les autres organisations de gauche rejettent toute forme de violence en prônant avant tout un esprit démocratique, les partisans du FLQ continuent

³⁸« [W]hile the *Revue socialiste's* circulation hovered from a few hundred to a little over a thousand, the ideas that it advanced catalyzed the formation of two groups that drastically altered the political and cultural landscape in the 1960s: the FLQ and Parti Pris, and had an important impact upon a third, the *Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN)* » (Mills 2010, p. 43).

³⁹« From 1963 to 1967, groups calling themselves the FLQ had planted thirty-five bombs, a number which increased to as many as sixty bombs for the years between 1968 and 1970. [...] Through its various publications, the group reflected at length on its "shock therapy" strategy and on the necessity for revolutionary violence in Quebec » (Mills 2010, p. 176).

d'augmenter, et ce, même après les événements d'octobre 1970 et la publication de son court manifeste. La tragédie qui ponctue la Crise d'octobre marque une rupture dans la stratégie usuelle du FLQ. Jusque-là, le groupe s'était limité à poser des bombes à des endroits stratégiques. Cependant, pour avancer leur revendication, neuf membres décident en septembre 1970 d'enlever une personnalité politique. Un mois plus tard, le 5 octobre, le diplomate anglais James Richard Cross est kidnappé. Le 10 octobre, c'est au tour du ministre libéral québécois Pierre Laporte. Selon Mills, les autres organisations partisans des objectifs du FLQ conçoivent la crise au Québec par le prisme de leur compréhension des relations de pouvoir au sein de la province⁴⁰.

Terrifié de voir la situation lui glisser des mains, le gouvernement fédéral, à la demande du gouvernement du Québec, envoie le 15 octobre huit mille soldats à Montréal. À quatre heures du matin, le cabinet fédéral déclare l'état d'urgence et proclame les mesures de guerre. Celles-ci suspendent les libertés civiles et permettent aux autorités de procéder à des fouilles et des saisies sans mandat d'arrestation⁴¹.

En ce début de 1970, l'occupation de Montréal et les mesures de guerre seront, pour une frange considérable de la jeune génération, le symbole du statut de colonie de la province.

1.2.6 Parti Pris

Les jeunes de la revue *Parti Pris* sont éduqués et frustrés par le Québec au sein duquel ils ont grandi et se considèrent comme la voix de la nouvelle génération⁴². Parmi leurs

⁴⁰ « [The other organisations supporting the objectives of the FLQ] read the crisis through the lens of their understanding of power relations in the province » (Mills 2010, p. 180).

⁴¹ « The following day at four in the morning, the federal cabinet declared a state of "apprehended insurrection" and proclaimed the War Measures Act. The Act suspended civil liberties, allowing for warrantless searches and seizures » (Mills 2010, p. 181.)

⁴² « For the writers of *Parti Pris*, who considered themselves to be the voice of a new generation, the Catholic Church was one of the primary mechanism through which the colonial power maintained control over local population » (Mills 2010, p. 52).

cibles, l'Église catholique est particulièrement visée. Selon eux, l'institution religieuse a contribué à maintenir en place les pouvoirs coloniaux. Pour moderniser le Québec, il serait donc nécessaire de la destituer de son pouvoir sur la société civile. Fondée en 1963, la revue réussit à développer une rhétorique de résistance forte et porteuse. Le rôle crucial de ce journal va affecter l'ensemble des intellectuels d'une génération. Comme le souligne Mills, après seulement trois mois, la revue compte cinq cents abonnés et une publication d'environ trois-mille-cinq-cents numéros. Neuf mois plus tard, on compte maintenant huit cents abonnés et une publication de quatre mille numéros. L'influence de cette revue sera considérable parmi les intellectuels⁴³.

S'inspirant de la rhétorique d'aliénation des Canadiens français, les écrivains de *Parti Pris* critiquent les conséquences matérielles et psychologiques de cette domination. Promouvant l'indépendance, le socialisme et la sécularisation de l'État, le journal, en plus de développer des arguments politiques et philosophiques, propose des stratégies politiques pour surmonter les conditions d'existence des Canadiens français. Parmi celles-ci, on considère d'abord l'alliance avec la bourgeoisie pour atteindre l'indépendance, et ce, avant l'avènement du socialisme. Comme le rappelle Mills, en seulement un an, *Parti Pris* est devenu une maison de publication et un mouvement politique. Les *Éditions Parti Pris* publiaient des œuvres tant littéraires que politiques et des documents révolutionnaires tels que des analyses sociologiques et économiques de la société québécoise⁴⁴.

⁴³« After only three months, the journal counted 500 subscribers and a circulation of 3500. Nine months later, the journal's subscribers had grown to 800 and print-run to 4000, sizeable enough to be a major influence upon intellectual circles » (Mills 2010, p. 54).

⁴⁴« Within its first year of existence, *Parti Pris* had expanded to become a publishing house and, shortly afterwards, a political movement. *Les Éditions Parti Pris* published literary works and essays as well as working documents for the revolution: tracts for political education, personal accounts, studies of various aspects of political life, and sociological and economic analyses of Quebec society » (Mills 2010, p. 55).

En tant qu'acteur social, *Parti Pris* incarne les revendications d'une nouvelle génération. Pour Mills, *Parti Pris* représente l'atmosphère révoltée et impatiente véhiculée par plusieurs jeunes⁴⁵. À la base du premier parti révolutionnaire, le Mouvement de libération populaire (MLP), leur manifeste, malgré le caractère éphémère du parti, allait donner une impulsion au mouvement indépendantiste du Québec jusqu'à la fin des années 1960⁴⁶.

1.2.7 Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN)

Enfin, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), véritable front commun de diverses idéologies promouvant l'indépendance, est une organisation qui évolue, durant les années 1960, vers la gauche de l'échiquier politique. Si l'objectif initial est de créer une organisation centrée sur l'indépendance, les jeunes et les étudiants qui l'investissent proposent une analyse marxiste des relations de domination vécue par les francophones au point de confronter certains dirigeants tels que Marcel Chaput. Pour André d'Allemagne, intellectuel influent au sein de l'organisation, l'indépendance du Québec est la seule option envisageable pour assurer la survie de la langue française et la culture québécoise en plus de mettre fin au colonialisme politique et économique. Après une scission du parti avec ses membres de droite en août 1964⁴⁷, « le programme [du RIN] est un compromis entre le capitalisme (moyens de production) et le socialisme (système de distribution). Il reflète [alors] le visage "des classes moyennes" qui composent le parti en 1965 » (Bellavance 1973, p. 27).

Malgré le rôle d'éveilleur de la société québécoise, selon les termes de Lionel Bellavance (1973), le parti est toujours fondamentalement divisé et ne récolte que très peu de voix (5,6 %) lors de l'élection de 1966. Néanmoins, pour André Lamoureux

⁴⁵ « *Parti Pris had many shortcomings, but it did embody the atmosphere of revolt and impatience felt by many young people* » (Mills 2010, p. 53).

⁴⁶ « *Although the attempt to form one unified party advocating Quebec decolonization had failed, the analysis of society put forth and popularized by the MLP manifesto would shape political movements in Quebec until at least the end of the decade* » (Mills 2010, p. 58).

⁴⁷ Les membres dissidents ont formé l'éphémère Regroupement national.

(2014) reprenant Gérard Bergeron (1967), le RIN a entraîné la défaite de 11 candidats libéraux à cette élection. Selon Mills, le parti est fondamentalement divisé et lorsque René Lévesque quitte le Parti Libéral en 1967 pour créer son propre mouvement, le RIN se sépare. L'aile gauche qui s'oppose au ralliement du mouvement de Lévesque est expulsée, alors que la majorité des anciens membres rejoignent le Parti québécois⁴⁸.

Au Québec, durant les années 1960 et 1970, l'indépendance occupe l'ensemble de l'échiquier politique, de gauche à droite. Si le nationalisme indépendantiste québécois se positionne davantage à gauche comme le souligne Bock (2017), il n'en demeure pas moins que certaines organisations, le Regroupement national ou l'Alliance laurentienne, sont de l'autre côté du spectre politique. Pour plusieurs organisations telles que Parti Pris, la souveraineté du Québec est urgente et elle passe par l'association à la bourgeoisie. Dans ce contexte, c'est l'indépendance avant tout. Devant ces considérations, le thème de l'indépendance est une force motrice incontournable. Selon Lamoureux (2014), la fondation du Parti québécois est le point culminant de cette ébullition sociopolitique. Dans la mouvance de l'époque, les modes de fonctionnement interne du parti s'inspirent de l'idéal démocratique et social des années 1960. Grâce à l'institutionnalisation de l'État au Québec, un glissement identitaire de Canadien français à Québécois a permis de repenser le foyer de la nation. Si pour les premiers, leur identité implique naturellement une allégeance envers l'État canadien, pour les seconds, il est possible de penser le Québec comme formellement séparé du Canada.

⁴⁸ « Deep tensions resided at the heart of the party, and when the popular nationalist René Lévesque quit the provincial Liberal Party in 1967 to create his own movement, which would soon become the Parti Québécois (PQ), the RIN split apart. The left wing which had opposed a possible merger with Lévesque's movement, was expelled, and the remaining party dissolved itself and the majority of its members entered the PQ » (Mills 2010, p. 44).

1.2.8 Le ralentissement économique des années 1970 et le néolibéralisme

Parallèlement à l'avènement du néonationalisme indépendantiste québécois qui s'articule autour d'un État interventionniste fort, le Canada élabore, notamment par le biais de ses programmes sociaux, les bases de l'identité canadienne. Si Henri Bourassa critiquait les Anglo-canadiens d'être des Britanniques, la construction de l'État social canadien a permis de développer un véritable nationalisme canadien centralisateur.

L'identité pancanadienne s'articule autour de l'État fédéral. Or, « les décisions du Comité judiciaire du Conseil privé de Londres au cours des années 1930 ont limité la capacité du gouvernement central de légiférer dans des domaines de compétences provinciales, et les provinces étaient parvenues à limiter les ambitions du gouvernement central » (Graefe 2014, p. 49-50).

Durant les années 1930, alors qu'on se trouve dans un contexte de crise économique, plusieurs initiatives ont été proposées pour favoriser l'interventionnisme de l'État fédéral et pour développer un *New Deal* canadien (Gagnon et Iacovino 2007, p. 112). Confronté à la structure fédérale, le gouvernement central met sur pied en 1937 la Commission Rowell-Sirois (1937-1940) dans le but de revoir le partage des compétences. Pour Peter Graefe, « l'expérience des années 1930 a forcé le courant libéral à adopter certaines prémisses sociales-démocrates, notamment au chapitre de l'égalité des chances » (Graefe 2014, p. 48). À partir de 1940, on assiste à la construction graduelle de l'État-providence canadien : assurance chômage (1940), prestation familiale (1945), régime ciblé d'aide sociale pendant les années 1950, assurance hospitalisation (1957), régimes des rentes (1965) et assurance maladie universelle et régime d'assistance publique (1966). À partir de la fin des années 1960, Pierre Elliott Trudeau, maintenant chef du Parti libéral du Canada, s'emploie à poursuivre son rêve d'une unité pancanadienne.

La vision trudeauiste du fédéralisme [...] rejetait le nationalisme québécois, associé à la fermeture et au repli sur soi, au profit d'une conception libérale uniforme de l'État fondée sur la notion de "société juste"; la citoyenneté serait définie par l'attribution de droits égaux dans tout le Canada, l'égalité des provinces et le bilinguisme institutionnalisé (Gagnon et Iacovino 2007, p. 113).

La croissance économique de la période d'après-guerre, soutenu par le modèle keynésien, et l'augmentation des dépenses de l'État causée en partie par l'institutionnalisation des programmes sociaux autant canadien que québécois, exercent une pression considérable sur les finances publiques. Alors que la théorie de Keynes s'appuie sur le plein emploi et l'investissement de l'État dans l'économie de marché, l'inflation, dès le début des années 1970, « [gruge] la richesse accumulée chez les plus nantis et [on observe] simultanément une stagnation économique » (Graefe 2014, p. 52).

Devant ces considérations, une nouvelle conception du rôle de l'État fait concurrence au modèle interventionniste. Le néolibéralisme, élaboré durant la crise des années 1930 par des penseurs et des universitaires d'Europe et des États-Unis, tels que Friedrich Von Hayek, se présente, pour reprendre l'expression de Michel Foucault, comme un nouvel art de gouverner. Contrairement au libéralisme classique, le néolibéralisme mise aussi sur un État fort. Il se distingue du laissez-faire inhérent au libéralisme classique et propose un activisme étatique (Foucault 2004, p. 232). Pour Philip Mirowski, le néolibéralisme admet que sa vision d'une société juste ne peut triompher que si les conditions nécessaires sont élaborées. Si le libéralisme classique croit que l'ordre social et économique va poindre naturellement en l'absence de l'intervention de l'État, le néolibéralisme mise quant à lui sur les efforts politiques et l'organisation pour qu'advienne cet ordre social et économique⁴⁹.

⁴⁹« *The starting point of neoliberalism is the admission, contrary to classical liberal doctrine, that their vision of the good society will triumph only if it becomes reconciled to the fact that the conditions for its existence must be constructed and will not come about "naturally" in the absence of concerted political effort and organization.* » (Mirowski 2009, p. 434)

Pour les penseurs néolibéraux, il faut que l'État mette en place une structure institutionnelle et organisationnelle axée sur la compétition. L'État doit travailler pour étendre au plus grand nombre possible les règles du marché. Néanmoins, comme le rappelle Peter Graefe, la construction de l'État néolibéral n'a pas été sans heurt (Graefe 2014, p. 52). La génération X qui atteint l'âge de 15 ans en 1975 grandit dans ce contexte de stagnation économique où l'État-Providence est de plus en plus critiqué par une partie de l'élite. Il y a, comme le rappelle Stéphane Kelly (2011), un certain retour du « darwinisme social ».

1.2.9 La génération sacrifiée

Pour Kelly (2011), en arrivant à l'âge adulte, les membres de la génération X sont face à un mur. « Au slogan de Che Guevara, "Soyez réalistes, demandez l'impossible", ils répondent, en silence : "Ne vise pas trop haut et tu ne seras pas déçu" » (Kelly 2011, p. 12). Alors qu'ils grandissent au sein d'un nouveau système d'éducation institutionnalisé, les membres de cette cohorte se font répéter par le corps enseignant qu'ils sont au début d'une grande époque (Kelly 2011, p. 19). En fait, ils se retrouvent à la fin des Trente glorieuses (1945 à 1975) période de prospérité économique au sein de laquelle la génération précédente a évolué. Pour Alec Castonguay, ayant grandi dans l'ombre des baby-boomers, les X en ont toujours été très critiques (Castonguay 2017, p. 31). Si l'idéal socialiste et l'indépendance nationale sont des idées motrices des années 1960, « une prise de conscience des dangers du totalitarisme dans les années 1970 finit par pratiquement éteindre le sens du mot "idéal" » (Kelly 2011, p. 227).

Pour Kelly, les membres de la génération X se méfient des idéaux. Si, lors des deux référendums, la majorité d'entre eux a appuyé l'option du OUI⁵⁰, « [l]e verdict référendaire [de 1995] conforte beaucoup les X, qu'ils soient souverainistes ou

⁵⁰ Il faut cependant noter qu'en 1980, les membres de la génération X pouvant voter au référendum sont peu nombreux. Ils n'ont alors qu'entre 18 et 20 ans.

fédéralistes, dans l'opinion que les idéaux politiques mènent à de profondes déceptions et désillusions » (Kelly 2011, p. 228). Pour Luc Brière,

cette génération a atteint l'âge adulte durant les années de débat constitutionnel qui se sont soldées par l'échec de quatre différentes stratégies qui avait pour objectif ou d'insérer le Québec dans le giron constitutionnel ou de faire du Québec un État : le référendum de 1980, l'Accord du lac Meech, les Accords de Charlottetown et le référendum de 1995 (Brière 2010, p. 42).

Ces expériences politiques se sont soldées par la montée d'un certain cynisme auprès de cette cohorte. Selon Jean-Herman Guay, dès 1995, « [le] cynisme politique, qui colore [à ce moment] toutes les générations, plus particulièrement les plus jeunes, se retrouve à travers mille et un détails » (Guay 1997, p.52). Aujourd'hui, comme le remarque Alec Castonguay, cette génération est toujours la plus affectée par le cynisme. En effet, « [p]rès de 79 % des 35 à 54 ans estiment que "le Québec va mal et qu'il faut faire des changements importants". [Il s'agit] [d]'un écart de 13 points avec les baby-boomers et de 18 points avec les plus jeunes, de la génération Y » (Castonguay 2017, p. 31).

Concernant la question nationale, en 1997, on observe déjà l'ambiguïté de la génération X alors que depuis les années 1960, une corrélation forte caractérisait la relation entre le jeune âge et l'appui au projet politique de souveraineté. Selon Guay,

les plus jeunes, ceux nés après 1960, ne sont pas aussi enclins à appuyer le OUI que les enfants du baby-boom. Depuis, la relation entre l'âge et le soutien à la cause souverainiste n'est plus automatique : les jeunes des années 80 et 90 ne montrent pas le même "unanimité" que ceux des années 60 et 70 (Guay 1997, p. 82).

Confrontés à la stagnation économique de la fin des années 1970 et 1980, c'est l'accès à l'emploi qui préoccupe les membres de la génération X. En effet, les emplois à temps plein se font rares, alors que la plupart des membres de cette génération jonglent entre le travail à temps partiel et les contrats à durée déterminée. C'est d'ailleurs ce qui continue d'angoisser cette cohorte alors qu'elle avance en âge. Pour Castonguay,

reprenant le sociologue Jacques Hamel, au début des années 1990, les jeunes étaient très inquiets pour leur avenir. Ils pensaient ne jamais trouver d'emploi à la hauteur de leur talent. Aujourd'hui, alors que les X sont maintenant parents, ils craignent la même chose pour leurs enfants⁵¹.

Selon Kelly (2011), quatre événements clés ont structuré la méfiance des X face à l'esprit de groupe.

1. La Révolution tranquille et surtout l'idée que les Canadiens français étaient colonisés et aliénés ;
2. Le début de l'ère du libre-échange marquée, comme nous allons le souligner, par l'avènement d'un nouvel art de gouverner et d'une nouvelle éthique néolibérale ;
3. Le résultat référendaire de 1995 et ;
4. L'essor fulgurant des médias de masse⁵²

Sous-jacent à ces événements est l'avènement d'un nouvel *ethos* affectant l'ensemble des sphères de la vie humaine. Pour le sociologue français Michel Foucault, l'arrivée de l'éthique néolibérale a fait du travail l'action structurante de l'ensemble des facettes de la vie. Pour Kelly, « [si], durant les Trente Glorieuses, l'Occident rêve de la société des loisirs, en posant des bornes au déploiement du zèle de l'*animal laborans*, [...] [l]a génération X accède à l'âge adulte devant un tout autre horizon » (Kelly 2011, p. 234).

⁵¹ « Dans le cadre d'une recherche, le sociologue Jacques Hamel, de l'Université de Montréal, a rencontré des jeunes de la génération X au début des années 1990, puis les a revus au début des années 2000. Lors du premier rendez-vous, ils étaient inquiets pour leur avenir et pensaient ne jamais trouver de travail à la hauteur de leurs talents. Une douzaine d'années plus tard, les mêmes X craignent la même chose pour leurs enfants, en raison de la précarité du marché de l'emploi et des changements technologiques » (Castonguay 2017, p. 32)

⁵² Ici, Kelly reprend une idée développée par Marc Chevrier dans *Le temps de l'homme fini*. Selon lui, « la révolution technique a profondément miné le sens de l'idéal, rétrécissant l'horizon des espérances collectives. Le monde d'idéaux de jadis a graduellement fait place à un nouveau monde d'images réductrices diffusées par les technologies de masse » (Kelly 2011, p. 229).

Pour Foucault, l'*ethos* néolibéral promeut le travail dans chaque domaine de la vie. L'individu, en tant qu'entrepreneur de lui-même, a la responsabilité de développer ses propres compétences. Devant ces considérations, l'être humain se métamorphose en machine dans laquelle il est possible d'investir. Selon l'*ethos* néolibéral,

il faut considérer que la machine constituée par la compétence du travailleur [...], va tout au cours d'une période de temps être rémunérée par une série de salaires qui vont [...], commencer par être des salaires relativement bas [...], puis vont augmenter, puis vont baisser avec l'obsolescence [...] du travailleur en tant qu'il est machine (Foucault 2004, p. 231).

Pour générer sa propre satisfaction, l'être humain doit développer les compétences qu'il juge importantes pour son accomplissement personnel et professionnel. Le nouvel *homo oeconomicu* néolibéral fait du travail la pierre angulaire de l'ensemble des sphères de sa vie. Résumant la thèse du sociologue Simon Langlois, Castonguay souligne que « [la génération X] a le "culte de la performance" dans tous les aspects de l'existence : les X veulent être efficaces au travail et bons en amour, leurs enfants doivent suivre des cours en tous genres et réussir à l'école » (Castonguay 2017, p. 31-32). Évoluant au sein de ce fil idéologique où la société est constituée d'unité-entrepreneur en compétition, les X vivent, selon Kelly, dans un monde darwiniste⁵³ (Kelly 2011, p. 235). L'échec de certains est dû aux mauvais investissements dans leurs compétences personnelles et professionnelles.

Avec l'avènement de cette nouvelle éthique du travail, l'individualisme se consolide et le libéralisme social édifié au milieu du XX^e siècle est dès lors ouvertement critiqué. Pour Kelly, même si la plupart des X souhaitent conserver les institutions, une frange considérable de ses membres désire démanteler l'État-providence parce qu'il ne sert qu'à protéger les privilèges de la génération d'après-guerre (Kelly 2011, p. 239-240). Comme le rappelle Gérard Bouchard, selon les jeunes des années 1980, la Révolution

⁵³ « Le darwinisme social sert à désigner l'ensemble des théories qui se fondent sur les idées de sélection naturelle et de survie du plus apte » (Kelly 2011, p. 235)

tranquille a été accaparée par les membres du baby-boom. Ils ont profité de la prospérité économique en maintenant une pression constante sur l'État dans l'optique d'obtenir pour eux de meilleures conditions d'emploi⁵⁴. Trente ans plus tard, leur égoïsme aurait permis le développement de nouvelles inéquités sociales en plus de couler les finances publiques de l'État⁵⁵. Devant ces considérations, une frange de la jeunesse de l'époque va encourager un démantèlement de l'appareil étatique. Pour Peter Graefe (2014), si la complexité de la vie moderne rend impossible un démantèlement de l'État et le retour à un laissez-faire, l'État néolibéral, au diapason avec la nouvelle éthique, va encourager la responsabilité individuelle face aux risques sociaux. En effet,

[e]n ce qui concerne la citoyenneté sociale⁵⁶ et industrielle⁵⁷, il y a eu un démantèlement partiel de l'édifice construit au cours de la période d'après-guerre. Cette déstructuration est en partie idéologique en ce sens que l'on a redéfini les risques sociaux comme relevant de la responsabilité individuelle (Graefe 2014, p. 53).

En prenant l'exemple du chômeur, ce dernier devient responsable de son sort. Il est responsable de son employabilité. Devant ces considérations, les prestations d'aide sociale ont été réduites et souvent restreintes. Aussi, les syndicats qui ont agi en tant que porte-parole social durant les années 1960 et 1970 perdent de leur légitimité. Avec l'avènement du néolibéralisme, les groupes d'intérêt dont les syndicats sont présentés comme l'expression néfaste d'intérêts particuliers (Graefe 2014, p. 52).

⁵⁴ « *They argued that the Quiet Revolution had been hijacked by the baby boomers who had selfishly taken advantage of the economic prosperity by pressuring the State into granting them golden working conditions (high salaries, job security, and generous pension funds)* » (Bouchard 2013, p. 14).

⁵⁵ « *Consequently, 30 years later, new social inequalities had appeared and the Québec public finances were in a difficult situation, leaving nothing for the young generation* » (Bouchard 2013, p. 14).

⁵⁶ La citoyenneté sociale est la mise en place de l'État-providence, en reconnaissant les « risques sociaux » de la modernité (Graefe 2014, p. 50).

⁵⁷ La citoyenneté industrielle est le grand compromis entre la reconnaissance des syndicats et du droit à la négociation collective, en retour d'un syndicalisme « responsable » et du respect du droit de gréance des propriétaires (Graefe 2014, p. 50).

Sur la scène politique au Québec, l'Action démocratique du Québec (ADQ) incarne en partie cette nouvelle conception du rôle de l'État. D'ailleurs, sa clientèle cible est justement une frange de la jeune génération X.

1.2.10 Action démocratique du Québec (ADQ)

Sur le plan politique, l'Action démocratique du Québec cible dès ses débuts en 1994 la génération X. Comme le souligne Luc Brière en rapportant les propos de Jacques Hébert, ancien directeur du parti, « [l]a clientèle cible de l'ADQ, ce sont les jeunes. Plus du tiers des candidats aux dernières élections n'avaient pas 30 ans. La moyenne était de 34 ans » (Brière 2010, p. 39). Dans l'ouvrage dirigé par Jean-Marc Potte, *ADQ à droite toute ! : Le programme de l'ADQ expliqué*, les différentes contributions qui y sont rassemblées soulignent les changements souhaités par ce parti. En phase avec ce nouvel art de gouverner qu'est le néolibéralisme,

l'ADQ valorise la liberté et la responsabilité individuelles au détriment de la responsabilité commune, vise la destruction de nos grandes institutions collectives et favorisent la régression de la vie démocratique représentative au profit de la gestion marchande et de la participation individuelle (Piotte 2003, p. 13).

Du côté des politiques sociales,

l'ADQ propose de remplacer [...], l'ensemble des programmes actuels de soutien au revenu, dont celui de l'assistance-emploi (auparavant nommée aide sociale), par un impôt négatif qui consisterait à verser un revenu minimum à toute personne dont les revenus totaux se situent au-dessous d'un certain seuil, qui n'est pas précisé. Cet impôt négatif se distingue de l'allocation universelle dans la mesure où il n'accorde pas à tous un revenu garanti (Piotte 2003, p. 14).

Influencé par le nouvel *ethos*, le programme politique de l'ADQ est au diapason d'une frange considérable de son électorat. L'ADQ mise davantage sur la responsabilité individuelle, et ce, à presque tous les niveaux. En lien avec la question nationale, la position du parti, selon Gilles Bourque (2003), s'appuie au départ sur les

recommandations du rapport Allaire⁵⁸. Comme il le mentionne, « [l]e rejet de ce projet de réforme du fédéralisme canadien provoqua le retrait du Parti libéral de Jean Allaire, auteur du rapport, et d'une partie de son aile jeunesse, dirigée par Mario Dumont » (Bourque 2003, p. 194). Ce rapport, très critique du modèle de l'État-providence, préconise l'avènement d'un « État catalyseur »⁵⁹. Proposant un partenariat économique et une nouvelle entente constitutionnelle avec le Canada, Bourque note l'influence de ce rapport au moment du référendum de 1995. L'entente entre le Parti québécois et l'ADQ marque une alliance temporaire entre deux partis générationnels. Cependant, quelques années plus tard, la position de l'ADQ sur la question nationale n'est plus aussi claire. Elle s'articule alors autour d'une position autonomiste. Le projet de loi 191, *Loi sur la proposition québécoise de paix constitutionnelle*, présenté à la première session de la 36^e législature illustre bien la position d'une frange de la génération X face à la question nationale en cette fin du XX^e siècle. Proposé par Mario Dumont, l'objectif de cette loi est

[d'interdire] jusqu'à la fin de la trente-sixième législature, la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec. Ainsi, pendant cette période, le gouvernement ne pourra ordonner que les électeurs soient consultés par référendum en vertu de la Loi sur la consultation populaire sur une question ou un projet de loi portant sur la souveraineté du Québec (Québec 1999, p. 2).

⁵⁸ Publié en 1991, le rapport Allaire *Un Québec libre de ses choix : Rapport du Comité constitutionnel du Parti libéral du Québec* s'inscrit dans le contexte de l'échec des négociations constitutionnelles du Lac Meech. Il s'agit de la réponse du Parti Libéral du Québec (PLQ) quant aux démarches à entreprendre.

⁵⁹ « Il serait urgent, selon le rapport, de réévaluer l'idée que l'on se fait de l'État canadien, qui "repose sur une conception d'un État interventionniste, d'un État-providence. Les années 1980 ont durement mis à l'épreuve cette conception de l'État. Au contraire, la nouvelle philosophie économique libérale qui déferle sur le monde occidental depuis le début des années 1980 propose une alternative à cette conception désuète. Elle s'articule autour d'une plus grande responsabilité des citoyens qui prennent en charge leur destinée. Dans ce nouveau contexte, l'État hérite d'un rôle de catalyseur... La décentralisation des responsabilités publiques constitue l'une des manifestations de ce courant. » » (Bourque 2003, p 198-199).

En contrepartie, le gouvernement du Québec doit travailler à élaborer les réformes du cadre politique et constitutionnel de la société québécoise (Québec 1999). Dans l'optique dans finir avec les « vieilles chicanes », selon l'ADQ,

la proposition de paix constitutionnelle devra avoir pour objectif le renforcement de l'union économique canadienne [...] encadrer le pouvoir de dépenser du gouvernement du Canada dans les champs de compétence exclusifs du Québec [...] [et] contenir une nouvelle formule d'amendement (Québec 1999, p. 2).

S'appuyant sur l'obligation des partenaires canadiens à négocier de bonne foi, selon l'avis de la Cour suprême du Canada concernant le *Renvoi par le Gouverneur en conseil au sujet de certaines questions ayant trait à la sécession du Québec du reste du Canada*, l'ADQ propose une voie mitoyenne pour dépasser les querelles partisanes. En s'inspirant des sondages⁶⁰, les adéquistes se disent réalistes.

En cette fin du XX^e siècle, les événements sociaux et politiques des années 1990 ont marqué de diverses façons la société québécoise. Durant la Révolution tranquille et surtout suite à l'ascension du Parti québécois au pouvoir en 1976, l'État devient l'outil de développement et de diffusion de la nouvelle identité québécoise⁶¹. Intimement lié à ses institutions étatiques, le mouvement indépendantiste québécois a été porté par différents groupes sociaux pendant cette période. Si une frange de la génération X critique ouvertement l'interventionnisme de l'État durant les années 1990, l'idéal indépendantiste continue de jouer un rôle porteur au sein de la société civile au tournant des années 2000.

Cependant, la nouvelle éthique et l'art de gouverner néo-libéral, en contestant le rôle de l'État, affectent à la fois un mouvement qui se veut centré sur ce dernier et, du même

⁶⁰ « Dans un sondage paru dans *l'Actualité* en avril 2003, Pierre Cayouette fait la démonstration que près de 51 % des Québécois, qu'il nomme l'homo electus, sont indécis face à l'option constitutionnelle. » (Brière 2010, p. 40).

⁶¹ « *When the Parti Québécois (PQ) comes to power in 1976, the state becomes the tool for development and diffusion of the new modern and plural Québécois identity* » (Giori 2018, p. 5).

coup, son identité. Qu'est-ce qu'un Québécois ? Qui est Québécois ? Si la nouvelle identité québécoise se veut moderne, plurielle et distincte de l'identité canadienne-française ethnique et catholique, elle acquiert une certaine ambiguïté durant les années 1990. Critiqué au Canada anglais et par certains libéraux, dont Pierre Elliott Trudeau et Stéphane Dion, comme étant régressif, le nationalisme indépendantiste québécois prend une connotation ethnique, et ce, surtout suite au discours de Jacques Parizeau⁶². Même si le Parti québécois a consenti beaucoup d'effort à promouvoir un nationalisme ouvert et inclusif, le soir du référendum confirme aux yeux de plusieurs leurs craintes et leurs critiques. Dorénavant, à la question *qui est Québécois ?*, on observe une scission au sein de la société civile. Pour Pablo Giori (2018), il y a ceux qui souscrivent à une conception conservatrice de la nation québécoise davantage tournée vers le passé, l'histoire nationale et les traditions françaises et les partisans d'une nation inclusive combinant les débats nationaux et sociaux. Ces derniers cherchent à promouvoir à la fois la diversité sociale au Québec ainsi que la diversité des enjeux d'oppression desquels il faut se libérer⁶³.

Au tournant du XXI^e siècle, la conception de la nation québécoise est donc ouvertement divisée entre deux conceptions : l'une davantage identitaire et l'autre, inclusive. Devant cette division, le Canada projette une image unifiée et tolérante sur la scène nationale et internationale. Le rapatriement de la constitution, et surtout, la Charte des droits et libertés et le multiculturalisme ont réussi à marquer les esprits au Canada anglais, au Québec et ailleurs.

⁶² Le soir du référendum, Jacques Parizeau attribue la défaite à l'argent et aux votes ethniques.

⁶³ « [There is] those who argue for a conservative response (recovery of the past, national history, French traditions, etc.) and those who seek to combine the national debate with the social debate and the different struggles of the social movement (recovery of the diversity of the real Quebec and the diversity of its liberation struggles: socialism, feminism, ecologism, etc. » (Giori 2018, p. 9).

1.2.11 Le début du XXI^e siècle : les effets de la mondialisation et la révolution des communications

Parallèlement à ces enjeux internes au pays, l'avènement de la mondialisation⁶⁴ « combiné à la montée de l'individualisme et d'autres changements sociaux [...] ont conduit à une certaine démythification de l'État et son insistance sur sa propre autorité universelle » (Keating 2001, p. 69-70). Les institutions économiques internationales, tel que le Fonds monétaire international (FMI), contraignent l'action des États et empiètent sur leur souveraineté. Pour Micheal Keating, « les États ont perdu de leur ancienne capacité de gérer leur territoire, alors que la restructuration économique assume à la fois une forme globale et une forme locale, poussant les territoires contenus à l'intérieur d'un État à s'engager dans la concurrence sur les marchés mondiaux et continentaux » (Keating 2001, p. 70).

Le pouvoir coercitif réel ou symbolique de ses institutions internationales n'est pas notre propos⁶⁵. Il suffit que les pays qui les endossent les considèrent comme légitimes et contraignantes en leur permettant de limiter leurs libertés politiques et économiques pour que cela contribue à empiéter sur leur souveraineté.

En plus de ces nouvelles institutions internationales, d'autres modèles font concurrence à l'État-nation. L'Union européenne en tant qu'union supranationale et l'affaiblissement relatif des frontières dans la zone Schengen offrent un modèle concurrentiel à l'État-nation classique. Dans ce contexte, le nationalisme, déjà associé par plusieurs comme étant xénophobe et raciste dans ses fondements, perd de sa légitimité. Au Québec, un

⁶⁴ « Le concept de mondialisation est complexe et très controversé. [...] [N]ous l'utiliserons comme symbole général pour représenter la transformation de l'État découlant de l'intégration et de l'interdépendance économiques transnationales, la révolution des communications et la montée de certaines formes de culture mondiale (il ne s'agit pas ici de déterminer si celles-ci sont réellement globales ou si elles représentent la domination de la culture nord-américaine) » (Keating 2001, p. 69).

⁶⁵ Aucune organisation internationale de justice ne peut contraindre les États à adopter ses règles du jeu. Les incitatifs à les suivre sont soit de l'ordre économique (une pression économique sur ces États) ou politique (une pression politique sur ces mêmes États).

projet politique qui se veut centré sur l'État peine alors à s'attirer de nouveaux appuis dans un contexte international où d'un côté l'État-nation est contesté et où, de l'autre, le nationalisme est critiqué. En effet, même si les différents mouvements nationalistes en situation minoritaire, comme les Catalans et les Écossais, se démènent pour prouver leur ouverture et leur caractère inclusif, plusieurs continuent de les associer à des mouvements rétrogrades, voire tribaux (Keating 2001, p. 71).

C'est dans ce contexte que la jeune génération d'électeurs, la génération Y, arrive sur la scène politique. Sur la scène internationale, d'autres modèles s'offrent à eux pour considérer les perspectives d'avenir de leur communauté. Sur le plan national, les outils de construction nationale que sont la Charte des droits et libertés, le multiculturalisme et le bilinguisme proposent l'image d'un Canada tolérant et accueillant. Enfin, du côté de la *Belle province*, la conception de la nation québécoise est ouvertement débattue.

1.2.12 La génération Y

Les plus âgés de la génération Y, ceux nés en 1982, ont 15 ans en 1997. Ils grandissent au sein de cette société dans laquelle semble régner une conception fragmentée du collectif ou de la « nation », alors qu'ils considèrent bien souvent les idéaux politiques de souveraineté comme un simple écho du temps de leurs parents. Sur le plan politique, comme le remarque Jacques Beauchemin, dès 1998, le Parti québécois, principal véhicule de l'option souverainiste, amorce le début d'un lent déclin du côté de ses appuis et de son engagement en faveur du projet politique de souveraineté (Beauchemin 2018). En 1998, la distorsion de la carte électorale joue en sa faveur. Le Parti libéral du Québec obtient alors 44 % des votes, contre 43 % pour le Parti québécois, mais c'est ce dernier qui est porté au pouvoir à la tête d'un gouvernement majoritaire. Du côté du projet politique, en 2007, un peu plus de dix ans après le référendum, la souveraineté est considérée par le chef du parti André Boisclair comme une boîte à outils. Aujourd'hui, et surtout depuis le gouvernement Marois en 2012-2014, les valeurs dites québécoises se sont invitées dans les débats entourant le projet de souveraineté. Ainsi,

face au gouvernement conservateur de Stephen Harper, plusieurs croient que le Québec doit réaliser son indépendance parce qu'une différence de mentalité sépare la province francophone et le reste du pays. Pour Jean-François Caron (2013), en misant sur une rhétorique sécessionniste orientée vers des valeurs communes, le Parti québécois a cessé d'être le parti de tous les Québécois. De ce fait, le projet politique de souveraineté est davantage un projet politique ordinaire moins inclusif qu'un projet nationaliste⁶⁶.

La rhétorique de la libération des peuples et de la décolonisation qui a mobilisé la jeunesse des années 1960 est loin de celle employée sur la scène politique pour revendiquer l'indépendance du Québec en ce début du XXI^e siècle. Dans ce contexte, la souveraineté incarne alors une option politique parmi d'autres et n'inspire plus les sentiments et les émotions d'autrefois. Devant ces considérations, le nationalisme politique et territorial au Québec semble en crise alors que nous assistons au retour d'un nationalisme davantage culturel. Le retour du rôle des valeurs rappelle à certains égards le nationalisme du début du siècle dernier.

Malgré ces difficultés, la communauté imaginée qu'est la nation québécoise continue de jouer un rôle identitaire fort chez les jeunes. Selon un sondage Ipsos (2018), le sentiment national est élevé chez cette cohorte avec 55 % qui se considèrent avant tout Québécois. Chez les francophones uniquement, c'est 66 % qui sont d'abord Québécois (Ipsos 2018). Cependant, malgré ce lien identitaire fort au Québec, seulement 19 % des répondants aimeraient que le Québec devienne un État indépendant contre 37 % pour qui le statu quo est l'option constitutionnelle envisagée.

⁶⁶« by putting aside the self-governance discourse [...] in favour of a value-oriented secessionist discourse, the Parti Québécois has purged from its rhetoric the very possibility of being the party of all Quebec nationalist. [...] [T]hrough this discourse, the sovereigntist project ceased to be a nationalist project and has become a simple political project that is in its essence less inclusive than the former » (Caron 2013, 232).

Durant l'élection d'octobre 2018, les enjeux électoraux prioritaires pour la génération Y sont l'éducation (40 %), la santé (32 %) et l'environnement (26 %). En ordre de priorité, la souveraineté est en queue de peloton obtenant un maigre 4 % d'appuis (Ipsos 2018). Le rôle que revêt l'éducation aux yeux de cette génération peut être interprété en lien avec l'événement marquant de leur éveil politique. Si pour la génération d'après-guerre, l'éveil politique s'est réalisé dans un contexte de décolonisation, la génération Y a vécu son éveil politique durant la crise étudiante de 2012. Pour la politologue Catherine Côté (2016), « le "printemps érable" surclassa le mouvement de 2005 comme événement fondateur de la politique de cette jeunesse » (Côté 2016, p. 128). Selon elle,

[é]tant considéré comme l'équivalent d'un mai 1968 par ses protagonistes, cette grève étudiante (cégeps et universités) générale "illimitée" de 310 000 étudiants à son apogée a débuté en février et s'est terminée en septembre avec l'élection d'un nouveau gouvernement du Parti québécois qui a abrogé la hausse dès les premiers jours de son mandat (Côté 2016, p. 128).

Contrairement aux événements des années 1960 qui se sont traduits sur la scène politique et électorale québécoise par la montée d'une pluralité de partis et de mouvements indépendantistes, le mouvement étudiant de 2012 a eu des retombées limitées sur le plan de la politique provinciale. Seulement deux des principaux leaders, Martine Desjardins et Léo Bureau-Blouin, ont rejoint, pour un certain temps, le Parti québécois, alors que Gabriel Nadeau-Dubois a choisi de porter les couleurs de Québec solidaire (QS) en 2017.

Cette observation s'explique, selon Côté, par la façon dont la jeune génération s'implique en politique. Si les membres de cette cohorte se disent très intéressés par le sujet, cet intérêt ne semble pas se traduire sur la scène politique traditionnelle. Selon le sondage Ipsos (2018), 77 % des répondants soulignent vivre leur implication politique à travers les discussions entre amis. Seulement 14 % disent vivre leur implication en participant aux affaires d'un parti politique (Ipsos 2018). Pour Catherine Côté, « [la]

politisation [des membres de la génération Y] ne les amènera pas à s'impliquer dans les partis déjà en place, mais plutôt à s'impliquer dans différentes activités bénévoles, tant au niveau local que global » (Côté 2016, p. 127).

Néanmoins, sur la scène politique, en termes d'appuis électoraux, le parti qui représente la plus grande frange de cette cohorte à l'élection d'octobre 2018 est Québec solidaire. Selon ce qui précède, cela s'expliquerait en bonne partie par les raisons des revendications des Solidaires en faveur d'une meilleure redistribution de la richesse.

1.2.13 Québec solidaire

En termes d'appuis électoraux, à quelques jours des élections du 1^{er} octobre 2018, 32 % des 18-34 ans appuyaient QS alors que seulement 13 % des X et 11 % des plus âgés, les membres de la génération d'après-guerre et d'avant-guerre, lui accordaient leur vote. En comparant l'appui des jeunes aux différents partis, Québec solidaire est celui qui attire le plus grand nombre de Y. Lors du même sondage, le Parti québécois ne récoltait que 16 % de cette tranche de l'électorat. Malgré la position indépendantiste du parti, c'est davantage ces positions en faveur de la redistribution de la richesse et l'équité sociale qui favorisent leurs appuis comme le laisse voir les différentes priorités des Y. Néanmoins, si QS attire le plus grand nombre de jeunes, 27 % avaient tout de même l'intention de voter pour la Coalition avenir Québec (CAQ). Devant ce partage des intentions de vote, on remarque la scission entre deux conceptions nationales au sein de la jeune cohorte, soit une identitaire et l'autre, davantage civique.

Ces deux partis, sur le plan idéologique, proposent deux images plutôt opposées de l'identité québécoise. Le premier parti s'inscrit dans une mouvance davantage civique de la nation où la définition de l'identité est inclusive et s'étend à l'ensemble des membres de la société vivant sur le territoire québécois. Comme le rapporte Louis Gill, selon l'ancien député de Québec solidaire, Amir Khadir, citant Pierre Bourgault, « [u]n

Québécois, c'est quelqu'un qui veut l'être, quelqu'un qui assume le passé, le présent et l'avenir du Québec » (Gill 2008, p. 7).

Du côté de la CAQ, le découpage est davantage identitaire et néoconservateur. Les débats entourant la laïcité au Québec montrent la scission entre ces deux conceptions du *nous*. Alors que la position de la CAQ revendique la laïcité des représentants de l'État en position d'autorité ainsi que des enseignants et un « test des valeurs » pour les néo-Québécois, Québec solidaire s'en tenait, jusqu'à récemment, aux conclusions de la Commission Bouchard-Taylor. Le parti est désormais en réflexion sur la révision de sa position. Le partage des appuis électoraux entre Québec solidaire et la Coalition avenir Québec souligne la fracture au sein de cette cohorte entre les partisans d'une position autonomoniste et souverainiste. Comme le rappelle Giori en lien avec le projet politique de souveraineté, pour cette nouvelle génération, l'indépendance n'est pas une fin en soi. Il s'agit d'un moyen pour atteindre une meilleure équité sociale et économique en plus de promouvoir une conception de la nation inclusive⁶⁷.

La distinction des appuis entre QS et la CAQ illustre aussi une scission entre une forme d'idéalisme et une conception du réalisme politique. Alors que l'idéalisme est critiqué par la génération X selon Stéphane Kelly, une frange de la génération Y s'en revendique. La députée de Taschereau, Catherine Dorion, dans une allocution à l'Assemblée nationale, critique ouvertement ce qu'elle considère comme étant l'expression de la solitude des temps modernes⁶⁸. Au terme d'une intervention critiquant les programmes économiques et culturels des différents partis politiques au Québec, la députée interpelle directement le premier ministre Legault en critiquant son manque d'idéalisme. La journaliste Catherine Lévesque a recueilli ses propos :

⁶⁷ « [F]or this new generation independence is not an end in itself but a means for achieving greater social and economic equality and an open nation that accepts diversity of origins » (Giori 2018, p. 13).

⁶⁸ « Je vais commencer par vous parler du problème qui, d'après moi, est la pierre angulaire de tous les autres, et j'ai nommé la solitude, qu'on pourrait aussi appeler la désintégration de la culture » (Lévesque 2018).

Et je voudrais terminer avec un petit clin d'œil au passé indépendantiste de notre premier ministre, dit-elle. Je voudrais m'adresser au rêveur en lui, en quelque sorte, et lui citer Pierre Bourgault, qui disait, en l'an 2000 : "...j'ai compris une chose à travers toutes ces années. Il faut rêver, il faut rêver toujours, il faut surtout rester fidèle à ses rêves de jeunesse : ce sont les seuls" (Lévesque 2018).

La génération Y a grandi sous les restrictions budgétaires et les politiques d'austérité. Dans ce contexte, les discours idéalistes ont cédé le pas au réalisme. Même le Parti québécois qui, autrefois, revendiquait l'indépendance au nom de la décolonisation et de la libération des peuples, a réduit la portée de ce rêve à un simple outil politique. Ayant grandi sous la coupe du réalisme, mais sans avoir vécu les différents échecs des années 1980 et 1990, la génération Y semble, en partie, renouer avec l'idéalisme. On observe cette tendance grâce aux appuis aux deux partis radicalement opposés que sont la CAQ et QS. Ensuite, la génération Y est aussi divisée entre les partisans d'une conception nationale identitaire et l'autre, civique. Pour ce qui est des appuis à Québec solidaire, ce qui mobilise le vote des jeunes électeurs est, selon les sondages, l'équité et la justice. Si l'indépendance était l'idée motrice d'une panoplie d'acteurs sociaux durant les années 1960, le projet politique de souveraineté est loin d'être considéré comme un enjeu de société prioritaire pour la jeune génération.

Devant ces considérations, comment pouvons-nous interpréter cette baisse d'appui au projet politique de souveraineté ? Pour ce faire, dans le chapitre suivant, nous proposons de passer en revue ce qui a été écrit sur le sujet. Thème vaste, nous soulignons les facteurs et les déterminants socio-économiques historiquement associés à l'appui au projet politique du Québec. Plusieurs auteurs, dont Richard Nadeau, Maurice Pinard et André Blais, ont brossé un portrait de la clientèle souverainiste en mettant en exergue ses motivations. En procédant ainsi, l'objectif est de proposer un cadre théorique pour analyser au troisième chapitre les données de la firme *Environics* produites entre 1985 et 2012.

CHAPITRE II

REVUE DE LITTÉRATURE ET CADRE THÉORIQUE

Dans ce chapitre, nous passons en revue ce qui a été écrit quant à l'appui au projet politique de souveraineté au Québec. Comme nous l'avons déjà souligné, nous débutons par la présentation des facteurs et des déterminants socio-économiques historiquement associés à l'appui au projet avant d'y souligner le rôle crucial du phénomène générationnel.

Ensuite, nous analyserons les différentes interprétations de l'évolution du projet politique de souveraineté, et ce, grâce aux ouvrages de chercheurs tels que Jean-Herman Guay (2017), Valérie-Anne Mahéo et Éric Bélanger (2016). Comme nous, ces auteurs observent un désintérêt généralisé pour la question nationale au Québec. Comme le notent Mahéo et Bélanger (2016), il y a, parmi l'ensemble des générations, un désengagement pour la question nationale qui est nettement plus marqué chez les jeunes.⁶⁹

Désirant analyser ces observations grâce au phénomène générationnel, nous distinguons ensuite trois effets affectant les sphères politiques et sociales : l'effet de cycle de vie, l'effet de génération et l'effet de période.

La dernière section du chapitre est consacrée à la méthodologie. Proposant une approche à la fois culturelle et historique, nous appuyons nos interprétations sur des

⁶⁹« *While there is still a relatively high level of support for sovereignty, among all generations, there is a general disengagement from the national question, which is most pronounced among the young Quebecers* » (Mahéo et Bélanger 2016, p. 6)

données issues de la firme de sondage *Environics*. Cette firme a interrogé entre 1985 et 2012 un nombre considérable de participants en posant toujours la même question : *Maintenant, quelques questions à propos de l'avenir constitutionnel du Canada, quelle option serait la meilleure selon vous*⁷⁰? Grâce à cette façon de procéder, nous souhaitons non seulement comparer les générations les unes par rapport aux autres, mais aussi comprendre le choix qu'elles ont effectué à la lumière du contexte sociohistorique.

2.1 L'appui au projet politique de souveraineté

Comme l'observent François Yale et Claire Durand (2011), deux écoles de pensée – l'école psychosociale et l'école de Montréal – se sont intéressées aux facteurs influençant l'appui au projet politique de souveraineté. S'accordant sur la plupart des variables, ces deux écoles se distinguent quant à leur angle d'analyse. Pour Matthew Mendelsohn (2003), l'école psychosociale s'est davantage intéressée à l'ambiguïté caractérisant la signification du vote, les confusions et le vote stratégique ; tandis que l'école de Montréal s'est questionnée sur l'appui général à la souveraineté⁷¹. S'inspirant des théories du choix rationnel, cette dernière a étudié les intentions de vote à partir d'une perspective individuelle coûts-bénéfices (Mendelsohn 2003 ; Yale et Durand 2011). Pour Yale et Durand (2011), elle invite les répondants à se projeter dans un avenir hypothétique⁷². Les appuis à la souveraineté seraient liés, selon ces auteurs, aux perceptions futures des électeurs. Avant de poursuivre plus en détail avec les facteurs d'appuis à la souveraineté, quelles sont les caractéristiques historiquement associées à cette clientèle ?

⁷⁰ « *Now for a few questions about the future of Canada here are some constitutional options that have been proposed for Quebec. Which one do you think would be best?* » (Environics 1995).

⁷¹ « *[The psycho-social school of thought] has been interested in the "fundamental ambiguity" in the meaning of the vote [...], including the possibility of "confusion" or "tactical voting", while the Montreal school has avoided the issue, modeling instead general support for "sovereignty" » (Mendelsohn 2003, p. 512).*

⁷² « *It is a prospective approach where respondents are invited to picture themselves in the future* » (Yale et Durand 2011, p. 244).

2.1.1 La clientèle souverainiste et les facteurs d'appui au projet politique

Tout d'abord, s'il est possible d'observer une tendance générale, les caractéristiques du groupe souverainiste ont évolué selon les enjeux et les débats du moment. Lors du premier référendum en 1980, la clientèle du camp souverainiste est majoritairement non pratiquante, travaille dans le secteur public, est francophone, jeune et éduquée (Nadeau 1992). S'appuyant sur les travaux de Maurice Pinard, Jean-Herman Guay (2017) souligne qu'à l'occasion du référendum de 1980 « ce sont plus précisément les intellectuels – enseignants, artistes, créateurs, écrivains – qui fourniront l'adhésion la plus ferme à la cause souverainiste » (Guay 2017, p. 17). Pour renchérir avec Simon Langlois (2018), autant en 1980 qu'en 1995, il s'agit d'un projet porté par la classe moyenne francophone⁷³.

En 1995, le groupement social porteur du projet souverainiste est caractérisé de façon semblable. Pour Gagné et Langlois, il est composé des francophones âgés entre 18 et 54 ans, étudiants ou actifs gagnant en moyenne 20 000 \$ par année ou plus. Selon eux, « c'est [parmi ce groupe d'électeurs] que la capacité de se projeter dans l'avenir est la plus forte » (Gagné et Langlois 2002, p. 28). Ce segment de la population possède, pour reprendre leur vocabulaire, les raisons fortes leur permettant d'appuyer le projet. Selon Langlois (2018), « [ces raisons] renvoient aux intérêts, aux idées de même qu'aux valeurs et aux sentiments, soit autant de paramètres qui orientent les prises de position de chacun » (Langlois 2018, p. 229). Rajoutons avec Guay que « [p]endant les années 1990, [...], c'est [...] la classe la plus fortunée qui y adhère le plus, du moins proportionnellement » (Guay 2017, p. 17-18). S'il y a diversification des appuis en 1995, les groupes moins scolarisés, sans emploi, plus âgés et non francophones appuient toujours moins le projet (Gagné et Langlois 2002).

⁷³ « Le type 1 représente la jeune classe moyenne francophone qui a porté le projet de souveraineté dans les années 1980 et 1990 » (Langlois 2018, p. 231).

Concernant le lien étroit entre l'âge et l'appui à la souveraineté, Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout (2017) réitèrent cette corrélation observée dans les recherches antérieures. Les cohortes plus âgées rejettent, entre autres, l'incertitude économique de la souveraineté, car leur sécurité financière est, la plupart du temps, liée au Canada, notamment par la perception des pensions de vieillesse qui relèvent du domaine des compétences fédérales⁷⁴. De plus, selon Gagné et Langlois, « [l']identité québécoise [...] n'a émergé que durant les années 1960 et les personnes les plus âgées sont sans doute encore attachées au Canada français de leurs ancêtres, au Canada dualiste d'Henri Bourassa, d'André Laurendeau ou de Claude Ryan » (Gagné et Langlois 2002, p. 23). Selon eux, c'est l'incertitude liée au projet de souveraineté et le contexte sociohistorique au sein duquel les cohortes plus âgées ont grandi qui marquent la distinction entre les groupes d'âge. Dans le cas des plus jeunes « [ils] ont été socialisés dans un espace différent » (Gagné et Langlois 2002, p. 24). Depuis l'avènement de l'identité québécoise, le référent que constituait l'identité canadienne-française a significativement décliné parmi ces derniers.

Le concept d'identité est crucial pour analyser l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté. Multiple, l'identité permet à l'individu de se projeter autant au plan individuel que collectif. Langlois, s'appuyant sur les travaux de Charles Taylor, distingue trois sens au concept d'identité. Tout d'abord, « [l']identité définit [...] l'horizon moral de l'individu, au sens où ce dernier est en mesure de déterminer ce qui compte pour lui en tant qu'individu » (Langlois 2018, p. 50). Ce premier sens du concept d'identité implique que chaque personne a conscience de sa propre individualité⁷⁵. Ensuite, fruit de la postmodernité, le deuxième sens de l'identité est lié

⁷⁴ « *Older people [...] tend to reject the uncertainty of sovereignty because their financial future is secured by Canada, through old-age pensions* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 3).

⁷⁵ « [L']identité d'un individu implique la conscience de sa propre individualité et une synthèse réussie et assumée d'influences diverses qui l'ont marqué, notamment dans la famille d'origine » (Langlois 2018, p. 20).

au devenir des individus. Chacun a la possibilité de se définir d'une façon qui lui est propre. Selon Langlois, c'est ce type d'identité qui mène vers les luttes pour la reconnaissance. Enfin, le dernier type d'identité est l'appartenance à une nation ou une communauté historique. Comme le rappelle Langlois, « [l]a nation et la communauté historique offrent aux individus un horizon [...] fait d'une culture partagée, d'un mode de vie [et] d'une langue commune. » (Langlois 2018, p. 51). Pour interpréter l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté, prendre en considération ce troisième sens de l'identité permet de comprendre l'importance que revêt la communauté d'appartenance ainsi que les différents critères qui la déterminent. Comme nous l'avons déjà souligné au premier chapitre, l'identité canadienne-française et l'identité québécoise n'impliquent pas le destin de leur communauté d'appartenance de la même façon, ce qui signifie que la première ne puisse appuyer le projet politique de souveraineté.

Au début des années 1990, malgré le rôle de l'identité canadienne-française, on observe une réelle diversification des appuis à la souveraineté notamment chez la cohorte d'avant-guerre (avant 1945). Durant cette période, l'appui au projet politique atteint des sommets. Comme le rappelle Guay, « [l]es controverses autour de l'Accord du lac Meech⁷⁶ mené par le premier ministre Brian Mulroney puis l'échec de l'accord en juin 1990 entraînent une hausse du soutien jamais vue » (Guay 2017, p.18). Dans ce contexte, face aux impasses constitutionnelles, et à la virulence de certaines réactions, l'appui à la souveraineté augmente rapidement. Pour Richard Nadeau, « [l]'arrivée massive de nouvelles recrues dans le camp souverainiste en 1990 a entraîné un affaissement presque complet des clivages socio-économiques entre souverainistes et fédéralistes » (Nadeau 1992, p. 24). Une clientèle plus âgée, avec un niveau de scolarité plus faible, pratiquante et à moindre revenu vient appuyer le projet. Cependant, c'est

⁷⁶ Les négociations entourant l'Accord du lac Meech avaient comme objectif de répondre aux demandes du Québec pour le ramener au sein du giron canadien suite au rapatriement de la constitution en 1982.

aussi ce groupe qui le premier déserte le camp souverainiste après les événements du début des années 1990. Pour cette clientèle, l'appui à la souveraineté au début des années 1990 est l'expression de sentiments d'insatisfaction devant le déroulement des négociations des années 1980. Pour Guay, « même au sommet de ses appuis, la souveraineté comporte une part indéniable d'ambivalence » (Guay 2017, p. 18). Si bien qu'en 1995, le groupe porteur identifié par Gagné et Langlois (2002) est sensiblement le même qu'en 1980.

André Blais et Richard Nadeau (1992), deux des principaux représentants de l'école de Montréal, notent qu'outre ces caractéristiques socio-économiques, la clientèle souverainiste est davantage attachée au Québec qu'au Canada, optimiste quant aux répercussions politiques et économiques de la souveraineté et pessimistes devant l'option d'un fédéralisme renouvelé⁷⁷. C'est d'ailleurs ce qu'observe Matthew Mendelsohn (2003). Selon lui, certaines conceptions de soi tendent vers l'appui à la souveraineté. Ceux qui se considèrent *Québécois d'abord* appuient davantage le projet⁷⁸.

Selon l'école de Montréal, les facteurs qui affectent le plus l'appui à la souveraineté sont liés aux perspectives économiques qu'engendrerait la souveraineté. Comme l'indiquent Blais et Nadeau (1992), les francophones craignent les potentielles conséquences économiques d'une sécession ce qui contribue à diminuer l'appui au projet de souveraineté.⁷⁹

⁷⁷ « The data provide a [...] sketch of the sovereignist clientele: it is more strongly attached to Quebec than to Canada, optimistic about the political and economic consequences of sovereignty, pessimistic concerning the feasibility of renewed federalism » (Blais et Nadeau 1992, p. 93).

⁷⁸ « There are particular self-conceptions that lead to support or opposition for sovereignty, with those who see themselves as "Quebecker first and Canadian second" voting overwhelmingly in support for sovereignty » (Mendelsohn 2003, p. 528).

⁷⁹ « Francophone Quebecers do have fears about the potential economic consequences of separation, and these fears do affect constitutional attitudes » (Blais et Nadeau 1992, p. 100).

Du côté de l'école psychosociale, l'attention est davantage tournée vers une palette de facteurs tels que le ressentiment, la non-reconnaissance, la confiance en soi, les perceptions économiques liées à la souveraineté et le fédéralisme⁸⁰. Pour Yale et Durand (2011), cette école mise sur le contexte sociohistorique pour expliquer l'évolution de l'appui au projet souverainiste⁸¹. Les facteurs d'appui sont donc davantage liés au sentiment d'exclusion que peuvent ressentir les citoyens québécois. C'est la combinaison entre la reconnaissance, la conviction devant la faisabilité du projet et l'avènement d'éléments polarisants qui influencent la mobilisation autour du projet souverainiste. De ce point de vue, le projet politique québécois en est davantage un de « réaction » et est influencé par des événements externes à la société québécoise.

Dans une tentative de conciliation entre ces deux écoles de pensée, Matthew Mendelsohn (2003) identifie cinq dimensions de l'appui à la souveraineté : l'économie, les enjeux linguistiques, la reconnaissance, les perceptions quant aux perspectives liées au fédéralisme et la relation entre les deux communautés linguistiques⁸². Grâce à cette comparaison des variables clés de l'école de Montréal et l'école psychosociale, il en ressort que lorsque nous nous intéressons au ressentiment, les variables ayant le plus d'impact sont celles qui portent sur la reconnaissance. Cependant, lorsqu'il s'agit d'étudier la question en termes coûts-bénéfices, ce sont les perspectives économiques d'un Québec indépendant à moyen terme qui dominent le modèle. À noter, lorsque les variables clés des deux modèles sont combinées, ce sont toujours les perspectives économiques qui semblent le plus affecter les intentions de vote.

⁸⁰ « *[The psycho-social school of thoughts] has focused on a wider range of factors, such a resentment, feeling of status denial, ethnic grievances and self-confidence, along with the perceived costs and benefits of sovereignty and federalism* » (Mendelsohn 2003, p. 512).

⁸¹ « *This perspective views the context as a relevant and substantial factor in the evolution of support for sovereignty* » (Yale et Durand 2011, p. 245).

⁸² « *[f]ive dimensions of supports for sovereignty were identified [in both school of thoughts] : economics, linguistic concerns, recognition, attitudes toward federalism and the perceived health of relations between linguistic communities* » (Mendelsohn 2003, p. 526).

2.1.2 Le phénomène générationnel et l'appui à la souveraineté

Dans la littérature, le phénomène générationnel est l'un des facteurs déterminants de l'appui à la souveraineté. Déjà, Nadeau constate, en 1992, un effet de génération. En contrôlant les groupes d'âge, il souligne que « le contraste [entre 1980 et 1990] est frappant entre la disparition virtuelle du clivage séparant les moins et les plus de 40 ans et la persistance d'une démarcation nette fondée sur l'âge s'établissant à 50 ans » (Nadeau 1992, p. 16). On remarque, dès lors, une « adhésion des électeurs âgés de 40 à 50 ans à la souveraineté [...] et qui montre la persistance des conditionnements qui ont marqué ce groupe d'électeurs au moment de leur socialisation à la vie politique » (Nadeau 1992, p. 16). En 1997, Jean-Herman Guay observait une différence statistique importante entre la génération d'après-guerre, la génération X et celles d'avant-guerre. Si les deux premières se considèrent davantage québécoises à la hauteur de 64 % et 65 %, la plus vieille génération se considère davantage canadienne. (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 4). Comme le note Guay, « pendant 50 ans, la démarcation générationnelle fragmente la majorité francophone ; deux visions s'opposent dans les familles » (Guay 2017, p. 16).

Dans *Les raisons fortes : nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*, Gagné et Langlois (2002) proposent un modèle théorique adoptant une perspective générationnelle. Pour eux, le groupe social porteur du projet politique est constitué d'individus qui ont été socialisés dans un contexte sociohistorique précis. Selon cette logique, les acteurs politiques sont situés au sein d'espaces sociaux à l'intérieur desquels se structurent leurs choix, leurs intérêts, leurs idées et leurs préjugés. Le clivage générationnel permet d'interpréter l'adhésion des électeurs au projet souverainiste en étudiant le contexte sociohistorique au sein duquel ils ont évolué. Reconnaisant l'importance des clivages linguistiques et ethnoculturels, Gagné et Langlois soutiennent que « [le clivage générationnel] est de loin le plus important [...], aussi bien en ce qui a trait à son poids démographique qu'à sa signification politique » (Gagné et Langlois 2002, p. 51). Contre les allégations de Jacques Parizeau

attribuant l'échec référendaire à l'argent et aux votes ethniques, le NON l'aurait emporté, en 1995, grâce aux clivages au sein même du groupe majoritaire francophone.

Pendant qu'un groupement social relativement cohérent, caractérisé principalement par le jeune âge et l'activité salariale, votait OUI dans une proportion de 71 %, d'autres segments de la société, presque aussi lourds démographiquement, tout aussi consistants sur le plan social et non moins francophone, appuyaient le NON à plus de 60 % (Gagné et Langlois 2002, p. 51).

Après une relative stabilité des appuis entre 1995 et 1999, Gagné et Langlois (2002) observent un déclin entre 1999 et 2001. Ce déclin est attribuable, selon eux, à une défection au sein même du groupe porteur du projet. Comme ils l'observent,

le support à l'option souverainiste [a] fait des gains [en 2001] dans tous les autres types d'électeurs, gains modestes dans les types II [francophones âgés entre 18 et 54 ans inactifs et à faible revenu] et III [francophones âgés de 55 ans et plus encore actifs] [...], gains plus importants chez les francophones retraités [et] gains importants aussi chez les allophones et anglophones (Gagné et Langlois 2002, p. 61).

De ces observations, les deux auteurs soulignent le rôle crucial du groupe porteur pour l'avenir du projet politique. Comme à la suite du référendum de 1980, ce dernier s'est démobilisé entre 1999 et 2001.

Devant ce constat, Gagné et Langlois proposent deux hypothèses pour expliquer ce phénomène. Tout d'abord, le groupe porteur pourrait se mobiliser à nouveau lorsqu'il sera confronté à des enjeux qui l'interpellent. Selon eux, la démobilisation peut s'expliquer par le manque de motivation externe des électeurs. Ensuite, la seconde hypothèse, peu probable selon les deux auteurs lors de la rédaction de leur ouvrage, est la défection réelle et durable du groupe porteur. En 2002, selon Gagné et Langlois,

[o]n voit mal [...], pourquoi les francophones qui font partie de la base fiscale de l'État, qui sont le plus sujets à être membres d'association et qui trouvent dans l'activité professionnelle la base d'un minimum d'autonomie, seraient atteints par des stratégies discursives qui épargnent les autres citoyens (Gagné et Langlois 2002, p. 65).

Pour les deux auteurs, en 2002, rien n'indique que cette démobilisation soit permanente. S'inspirant des travaux de Ronald Inglehart et de la pyramide de la hiérarchisation des besoins de Maslow, les individus au sein du groupe porteur ont les capacités, et ce, grâce à leur éducation, leur valeur et leur autonomie financière, de dépasser l'incertitude et l'angoisse que peut engendrer la souveraineté partielle ou totale du Québec. De ces observations, Gagné et Langlois concluent sur une note optimiste quant à l'avenir du projet souverainiste.

Cependant, constatant aujourd'hui la baisse d'appui au projet politique de souveraineté, Simon Langlois porte un regard nouveau sur le phénomène. Selon lui, lors d'un entretien accordé en 2015 au quotidien *Le Soleil*, les gens du groupe porteur auraient complètement décroché (Cliche 2015). Comme le rapporte le journaliste, « les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas aussi emballés par la souveraineté que l'étaient leurs aînés au même âge ce qui, entre autres indices [...] porte [Langlois] à croire que la tiédeur souverainiste actuelle n'est "pas conjoncturelle", mais a toutes les chances de durer » (Cliche 2015). Dans son nouvel ouvrage *Refondations nationales au Canada et au Québec*, Langlois croit que si les tendances actuelles se maintiennent, « il y a lieu d'avancer que le projet est dans l'impasse et qu'il aura été porté principalement par la génération des baby-boomers francophones » (Langlois 2018, p. 249). Pour renchérir avec Guay,

les baby-boomers [ont trouvé] [surtout durant les années 1990 et au début des années 2000] des alliés chez la génération suivante, la génération X, mais la plus jeune génération – celle des Y – montre au fil des années des réticences, étant plus préoccupée par l'environnement et les questions économiques (Guay 2017, p. 16).

Pour expliquer cette baisse d'appuis au projet politique souverainiste, plusieurs auteurs ont avancé différentes interprétations.

2.2 La baisse de l'appui au projet indépendantiste

Il a été identifié dans la littérature consultée cinq interprétations de la baisse de l'appui au projet souverainiste : une nouvelle approche politique de la part du gouvernement fédéral durant les années 1990, des divergences quant aux conceptions de la nation au Québec, du lien étroit qui unit l'identité québécoise à l'identité canadienne, et enfin du contexte sociohistorique contemporain et du retour à la politique ordinaire.

2.2.1 Nouvelle gouvernance du gouvernement fédéral

Dans une perspective idéologique et institutionnelle, Nadine Changefoot et Blair Cullen (2011) interprètent la baisse d'appui au projet politique souverainiste par le rôle des nouvelles méthodes de gouvernance du gouvernement fédéral, et ce, notamment au chapitre de ses relations intergouvernementales. Selon eux, la gouvernance néolibérale a facilité la création d'un fédéralisme de coopération entre les deux ordres de gouvernement⁸³. Tout d'abord, en retirant le financement de certains programmes dont ceux dans le domaine de la santé, le gouvernement fédéral aurait permis aux provinces de développer leurs propres politiques économiques et sociales⁸⁴. Ensuite, les accords fédéral-provinciaux en favorisant l'institutionnalisation des provinces ont permis la création de réseaux de coopérations interprovinciaux et la réalisation d'un fédéralisme d'ouverture (*open federalism*). Pour Changefoot et Cullen, c'est le retrait du gouvernement fédéral et le *province-building* qui auraient permis au Québec de développer ses propres stratégies en plus de promouvoir son autonomie. Dans ce contexte, la nouvelle gouvernance néolibérale a permis de répondre aux besoins de reconnaissance du Québec⁸⁵. Toutefois, si l'avènement de la pensée néolibérale peut

⁸³ « [T]he neoliberal state has [...] facilitated a space of co-operation between the federal and Quebec state whereby just enough of Quebec's demands have been met » (Changefoot et Cullen 2011, p. 772).

⁸⁴ « [T]he federal economic agenda especially since the mid-1990s has given provinces more room to develop their own social policy and economic development not so much through positive incentives of increasing federal monies but, ironically, through a neoliberal withdrawal of federal monies and a noticeable reduction in federal direction to provinces on how and where to spend the money » (Changefoot et Cullen 2011, p. 774).

⁸⁵ « We have argued how both these needs [autonomy and recognition] are met in the new context of neoliberal federalism that is shaped by neoliberal exigencies that underlie open federalism, federal-

être d'intérêt pour interpréter la baisse d'appui au projet politique souverainiste, nous sommes sceptiques quant à la prétendue ouverture du gouvernement fédéral.

Les relations intergouvernementales entre le Canada et le Québec ne sont certainement pas marquées du sceau de l'esprit coopératif. Lorsque nous sommes en présence d'une telle relation de réciprocité, les deux partenaires doivent être prêts à s'écouter mutuellement. La coopération implique l'entraide et le compromis. Or, comme le notent d'ailleurs Changefoot et Cullen, c'est le gouvernement fédéral qui établit les conditions nécessaires pour obtenir un financement de sa part. Ce faisant, il dicte la voie à suivre et continue de dominer les relations fédérales-provinciales.

Pour Lawrence Anderson (2007), les mouvements sécessionnistes sont influencés par les institutions et la structure politique de base d'un État. Dans cette perspective, depuis 1995, le gouvernement canadien n'a rien fait pour répondre aux demandes du Québec. Au lieu de promouvoir un esprit d'ouverture, le gouvernement fédéral s'est engagé dans des pratiques en vue d'encadrer la réalisation d'un référendum. Pour Anderson, il est beaucoup plus probable que ces pratiques jouent en faveur de l'option sécessionniste⁸⁶. Loin de favoriser un esprit de coopération, le gouvernement fédéral a fourni des munitions aux partisans de l'indépendance politique pouvant être mobilisées éventuellement.

2.2.2 Conceptions divergentes de la nation québécoise

La seconde approche est celle du politologue Pablo Giori (2018). Selon lui, depuis 2007, la société québécoise s'est mobilisée autour de deux conceptions nationales distinctes : l'une identitaire et l'autre davantage civique. Selon lui, le

provincial agreements and the relationship between Quebec and the federal government » (Changefoot et Cullen 2011, p. 780).

⁸⁶ « *It is much more likely that these efforts will play into the hands of those supporting secession* » (Anderson 2007, p. 205).

nationalisme québécois a divisé selon des critères idéologiques et des conceptions de la nation différentes ceux qui s'orientent vers le passé et ceux qui s'ancrent dans la diversité⁸⁷.

Pour Giori, la baisse d'appui au projet politique souverainiste québécois se comprend à l'aune de ce déchirement interne. D'ailleurs, comme il le remarque, pour la nouvelle génération, l'indépendance n'est pas une fin en soi. Il s'agit d'un moyen pour atteindre une plus grande équité économique et sociale. Pour elle, la nation doit être ouverte aux différences⁸⁸. Expliquant les difficultés du projet politique souverainiste grâce aux différentes conceptions sous-jacentes de la nation mettant en évidence une divergence générationnelle, nous souhaitons, entre autres, approfondir cette réflexion.

2.2.3 Lien entre identité québécoise et identité canadienne

Matthew Mendelsohn (2002) s'intéresse à l'ambiguïté de l'identité québécoise, facteur déterminant de l'appui au projet de souveraineté. Selon lui, les chercheurs ont eu tendance à amalgamer plusieurs concepts à celui d'identité tels que l'allégeance et l'attachement. Pour Mendelsohn, le flou conceptuel qui persiste signifie que nous avons de la difficulté à mesurer l'importance que revêt l'identité nationale pour expliquer l'appui au mouvement souverainiste⁸⁹. Pour distinguer le rôle de ces différentes notions sur l'appui au projet politique, Mendelsohn passe en revue l'ensemble des sondages publics disponibles en 2002 qui concernent l'identité, l'attachement et l'appartenance.

⁸⁷ « *In the present stage, nationalism has divided with respect to ideological criteria and also to the definition of the nation and Québécois identity between those who look to the past and those who look to diversity* » (Giori 2018, p. 11).

⁸⁸ « *[F]or [the] new generation independence is not an end in itself but a means for achieving greater social and economic equality and an open nation that accepts diversity of origins* » (Giori 2018, p. 13).

⁸⁹ « *[T]he conflation of a number of concepts has meant that we have not been able to ascertain how important 'national identity' is in explaining support for the Quebec nationalist movement. Second, failure to distinguish between measures has meant that we do not have a proper understanding of how Quebecer's identities and attachments have evolved* » (Mendelsohn 2002, p. 76).

De ces sondages, l'auteur note le rôle crucial que revêt l'identité canadienne dans la composition de l'identité québécoise. En effet, une part considérable de Québécois s'identifie à la fois en tant que canadiens (plus ou moins) et québécois (plus ou moins). Pour ce qui est de l'attachement, les données soulignent que même pour les partisans du projet politique de souveraineté, le lien avec le Canada demeure important⁹⁰. Enfin, concernant l'appartenance, dans deux sondages produits en 1997 et 1998, 81 % des Québécois se considéraient comme faisant partie du peuple canadien et 79 %, du peuple québécois⁹¹.

De ces observations, Mendelsohn constate l'enchevêtrement de l'identité, de l'attachement et de l'appartenance des Québécois. Pour lui, les difficultés que rencontre le projet politique souverainiste sont liées à la double loyauté des Québécois et à leur identité complexe. Selon lui, il est rare pour les Québécois de parler du Québec et du Canada comme deux communautés distinctes. Il est plus fréquent de différencier le Québec du Canada anglais et l'ajout du qualificatif « anglais » est fondamental pour comprendre le rôle que revêt le Canada dans la composition de l'identité québécoise. En effet, le terme Canadien n'implique pas nécessairement l'Autre⁹².

Les difficultés du projet souverainiste sont, selon Mendelsohn, liées à l'ambiguïté des Québécois. Pour lui, ces derniers conçoivent le Canada comme leur pays ce qui rendrait l'aboutissement de la souveraineté douloureuse.

⁹⁰ « [T]he data highlight that attachment to Canada is present in a significant percentage of those supporting the Quebec sovereigntist movement » (Mendelsohn 2002, p. 81).

⁹¹ « [In two surveys in 1997-98], [w]hen asked directly, 81 per cent of Quebecers considered themselves part of the 'Canadian people', while 79 per cent considered themselves part of the 'Québécois people' » Mendelsohn 2002, p. 82).

⁹² « It is very rare for Quebecers to speak of 'Quebecers' and 'Canadians' as two distinct communities. They tend to speak of 'Quebecers' and 'English Canadians' as two communities, but the addition of the modifier 'English' is of fundamental importance: for most Quebecers, the label 'Canadian', on its own, does not imply Other » (Mendelsohn 2002, p. 89).

2.2.4 Nouveau contexte sociohistorique

Pour Jean-Herman Guay, le déclin de l'appui à la souveraineté est attribuable à quatre facteurs distincts. Tout d'abord, les motifs qui alimentaient autrefois l'appui à la souveraineté n'existent plus. En effet, « [d]ans pratiquement tous les domaines, les conditions de vie des francophones du Québec ne sont plus inférieures à celles des anglophones du Québec ou du Canada » (Guay 2017, p.20).

Outre les conditions socioéconomiques, Guay souligne le rôle de la distribution des pouvoirs au sein de la structure fédérale. Selon lui, les provinces possèdent aujourd'hui les compétences cruciales qui étaient autrefois considérées d'une moindre importance. Les pouvoirs centralisateurs du gouvernement fédéral que sont le pouvoir de désaveu et le pouvoir déclaratoire sont aujourd'hui désuets. Pour renchérir, selon Guay, « les pouvoirs non définis sont [...] à l'avantage des provinces, l'environnement en étant un bel exemple » (Guay 2017, p. 21). C'est donc aussi en partie à cause de la distribution des pouvoirs que le projet politique de souveraineté rencontre des difficultés.

Le troisième facteur est le changement démographique au Québec. « Jusqu'à la fin du XX^e siècle, la fracture linguistique restait principalement entre francophones et anglophones, mais, avec l'immigration, la proportion de Québécois dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais [...] a progressivement augmenté » (Guay 2017, p. 22). Comme nous l'avons souligné ci-dessus, le projet souverainiste est, depuis les années 1960, ancré au sein de la majorité francophone. Une diminution de son poids démographique au sein de la communauté affecte nécessairement l'appui général à la souveraineté.

Le dernier facteur identifié par Guay est le nouveau rôle de l'État et le cynisme de la population quant à son intervention. Si durant les années 1960, l'interventionnisme étatique et les politiques économiques keynésiennes sont au goût du jour, « [d]epuis le début des années 2000, il en va autrement. Les Québécois, à l'instar de bien des

Occidentaux, estiment que les services publics sont mal administrés, et ils se plaignent du fardeau fiscal » (Guay 2017, p. 23). Le cynisme populaire affecte donc directement un projet politique qui se veut centrer sur l'État.

Selon Guay (2017), ces quatre facteurs sont responsables de la baisse d'appui au projet souverainiste. Renverser ces tendances lourdes s'avère une tâche ardue pour les politiciens et les défenseurs de la cause indépendantiste.

2.2.5 Retour à la politique ordinaire

Enfin, la dernière interprétation discutée ici s'inspire des travaux de Mendelsohn et al. (2005) et Éric Bélanger et Valérie-Anne Mahéo (2016). Selon ces derniers, si la question nationale a été le principal clivage politique au Québec durant les quarante dernières années, nous assistons au retour de la politique ordinaire⁹³. Par politique ordinaire, les auteurs entendent le retour des enjeux reposant sur l'axe classique gauche-droite. Comme ils le rappellent, depuis les années 1970, l'axe souverainiste-fédéraliste a été l'un des principaux déterminants pour étudier les comportements électoraux des Québécois⁹⁴. Aujourd'hui, malgré un appui encore relativement élevé, nous observons de manière générale un désengagement vis-à-vis de la question nationale, notamment chez les jeunes⁹⁵. Comme le rappelle Guay, « ceux-ci n'ont jamais vécu les humiliations des plus vieux » (Guay 2004). Selon Guay (2004) et Bélanger et Mahéo (2016), les enjeux vers lesquels se tourne la plus jeune génération sont davantage le développement durable, l'environnement et la diversité culturelle⁹⁶.

⁹³ « *The national question has been the main cleavage in Quebec politics for four decades [...], [there is a] recent return to 'normal politics'* » (Bélanger et Mahéo 2016, p. 6).

⁹⁴ « *Since the 1970s, positions on the sovereignty-federalism axis have been a key determining factor of electoral behaviour* » (Bélanger et Mahéo 2016, p. 5).

⁹⁵ « *While there is still a relatively high level of support for sovereignty, among all generations, there is a general disengagement from the national question, which is most pronounced among younger Quebecers* » (Bélanger et Mahéo 2016, p. 6).

⁹⁶ « *Guay advances that 'real sovereignty' is not a major concern, and especially for the young generation who give more priority to issues of sustainable development, the environment and cultural diversity* » (Bélanger et Mahéo 2016, p. 6).

Dans une même perspective, Mendelsohn et al. soulignent que l'un des phénomènes politiques les plus importants au Québec en ce début du XXI^e siècle est justement la dépolitisation de la question nationale. Comme ils le rappellent, il est fréquent d'entendre dans les médias de la province que les Québécois ne veulent plus parler de la question nationale et ne souhaitent pas la tenue d'un nouveau référendum ou de nouvelles négociations constitutionnelles⁹⁷.

Ce constat est plus marqué auprès des jeunes. Pour Mendelsohn et al. (2005), les débats constitutionnels des années 1980 et 1990 sont dépassés. Comme nous l'avons souligné avec Bélanger et Mahéo (2016), la plus jeune génération s'intéresse à d'autres enjeux et la question nationale n'a plus l'importance qu'elle revêtait autrefois. Selon les données de leur sondage, seulement 21,3 % des jeunes de la génération Y considèrent l'indépendance comme un enjeu important, tandis qu'elle occupe 29,9 % de la génération d'après-guerre (Bélanger et Mahéo 2016, p. 18). Selon les données du sondage Ipsos (2018) présentées lors du premier chapitre de ce mémoire, à l'élection d'octobre 2018, le projet politique de souveraineté est la dernière des priorités pour les jeunes.

Les travaux susmentionnés identifient le phénomène générationnel comme une dynamique centrale du projet politique de souveraineté. Si, comme le rappellent Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout (2017), l'évolution de l'appui à la souveraineté du Québec ne peut pas être réduite au changement générationnel⁹⁸, il n'en demeure pas moins une variable importante à interpréter. Comme nous en discuterons dans la section suivante, nous reconnaissons l'existence d'autres effets que l'effet de

⁹⁷ « *It has been widely reported in the media that Quebecers are tired of the national question and have little appetite for a new referendum or reopening constitutional negotiations* » (Mendelsohn et al. 2005, p. 2).

⁹⁸ « *[O]ur analysis reveals that fluctuations in support for Quebec sovereignty cannot be reduced to generational change* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 19).

génération. Dans l'analyse que nous souhaitons élaborer, l'objectif est de prendre en compte cette pluralité. Toutefois, désirant développer et interpréter le phénomène générationnel, la deuxième partie de notre chapitre porte sur trois effets affectant le politique et le social : effet de période, effet de cycle de vie et effet de génération.

2.3 Trois effets qui affectent la sphère des phénomènes politiques et sociaux

Souhaitant distinguer le phénomène générationnel, nous retenons trois effets qui affectent la sphère de la vie sociale et politique. Pour le politologue Jean-Herman Guay, « [l]a littérature scientifique fait état de trois modèles, lesquels s'attardent à trois types d'effets différents [; l'effet de cycle de vie, l'effet de cohorte ou générationnel et l'effet de période] » (Guay 1997, p. 24). Comme le souligne Guay, si « [l]a plupart des auteurs estiment aujourd'hui que ces trois effets travaillent conjointement, » il n'en a pas toujours été ainsi (Guay 1997, p. 25). Pour interpréter l'évolution de l'appui au projet politique souverainiste dans une perspective générationnelle, nous devons les distinguer.

2.3.1 L'effet de période

L'effet de période s'intéresse à l'évolution des intentions généralisées parmi l'ensemble d'une population à un moment précis. Comme nous le verrons, au Québec, au début des années 1990, la hausse de l'appui au projet politique souverainiste est transgénérationnelle et s'explique, entre autres, par l'effet de période. Comme le remarquent Kent Jennings et Richard Niemi (1975), l'effet de période affecte l'ensemble des générations et reflète l'importance des événements et des idées du moment⁹⁹. Un effet de période a des impacts semblables auprès de l'ensemble des segments de la société¹⁰⁰.

⁹⁹ « *Period effects work their will on each generation, reflecting the important events and trends of the time* » (Jennings et Niemi 1975, p. 1318-1319).

¹⁰⁰ « *True period effects have roughly common impact on all or most segments of society* » (Jennings et Niemi 1975, p. 1319).

2.3.2 L'effet de cycle de vie

L'effet de cycle de vie est le premier type d'effets auxquels les universitaires se sont intéressés dans le sillon de la Deuxième Guerre mondiale. Confrontés à un taux de natalité sans précédent, les conflits intergénérationnels sont observés comme des phénomènes liés à l'âge. Selon Guy Falardeau, « [l]'étude de cette transition, dans laquelle le phénomène de génération est associé à une étape de la vie, est nommé [à l'époque] "problématique de l'intégration des jeunes" » (Falardeau 1990, p. 61). L'article de John Crittenden, *Aging and Party Affiliation* (1962), participe directement à cette interprétation de l'époque. Pour Crittenden, les jeunes votent pour le changement incarné, durant les années 1950, par le Parti démocrate aux États-Unis. Selon lui, ces mêmes électeurs, en vieillissant, devraient devenir davantage conservateurs et voter davantage pour le Parti républicain.

Selon cette interprétation, les jeunes sont donc *naturellement* plus progressistes. Ce qui sous-tend cette logique est la quête d'identité à l'adolescence qui expliquerait les conflits intergénérationnels. Arrivée à l'âge adulte, la génération d'après-guerre devrait se comporter davantage comme les générations précédentes. Un effet de cycle de vie est observé lorsque des jeunes de générations différentes semblent se comporter ou adopter des attitudes similaires. Les conflits entre générations sont donc dus à un effet d'âge. « [Si cette] thèse de l'intégration se bute à quelques difficultés quand la singularité de la génération d'après-guerre s'affirme au-delà de l'adolescence », elle souligne l'effet de cycle de vie (Falardeau 1990, p. 64).

Pour résumer, selon Jean-Herman Guay, l'effet de cycle de vie implique que « [p]lus on avance en âge, plus la conformité sociale l'emporterait sur le désir de changement et la volonté de bousculer l'ordre social » (Guay 1997, p. 24). D'importance pour notre propos, l'appui au projet de souveraineté du Québec a souvent été lié au jeune âge des électeurs.

2.3.3 L'effet de cohorte

Désirant compenser pour les lacunes des théories de l'intégration, une deuxième approche, populaire durant les années 1970, définit cette fois « la génération comme un ensemble d'individus partageant le même environnement socio-économique et ayant vécu les mêmes expériences historiques » (Falardeau 1990, p. 66). Les tenants de cette approche s'inspirent d'une certaine conscience générationnelle ou d'un sentiment d'appartenance qui agirait comme fondement pour l'avènement d'une génération. Selon Falardeau, « [p]our plusieurs, la génération de l'après-guerre [correspondait] à la définition de l'unité générationnelle [de Karl Mannheim] : acteur social ayant une conscience formée par l'environnement historique, – l'âge chronologique – et une position sociale – l'âge biologique – qui la met en interaction ou en conflit avec d'autres groupes d'âge » (Falardeau 1990, p. 67).

Les défis majeurs rencontrés par cette approche sont, tout d'abord, de définir ce qu'est une conscience générationnelle et ensuite, de l'analyser de façon empirique. Pour résoudre cette impasse, certains ont décidé d'évacuer la notion de conscience pour se concentrer sur l'expérience commune. Pour l'historienne Annie Kriegel, « [une série d'étapes et de transitions dans le cycle de vie de l'individu] [a] contribué à la formation objective de classes d'âge bien différenciées et distinctes les unes des autres. » (Falardeau 1990, p. 69) Pour d'autres, c'est la mentalité collective qu'il s'agit d'étudier. Selon Falardeau, l'un des principaux problèmes de cette approche est de ne pas avoir été en mesure de prédire les changements qu'elle annonçait. « [C]ette génération a entraîné des transformations sociales importantes, mais ces changements n'ont pas eu lieu là où on les attendait » (Falardeau 1990, p. 71).

L'apport de ces travaux a été celui de l'effet de cohorte ou générationnel. Un effet de cohorte s'explique par les différences de socialisation. Comme le définissent Kent et Niemi (1975), les effets de générations proviennent des différentes cohortes d'âges qui

se sont développés en partageant des expériences semblables dans des circonstances similaires durant leur âge de formation¹⁰¹.

Pour Jean-Herman Guay, « [s]elon ce modèle, on porterait toute notre vie les traits de notre jeunesse » (Guay 1997, p.24). Nos valeurs et nos idéaux étant en formation lors de notre jeunesse, « [l]es événements [qui l'accompagnent] constitueraient [...] la première matrice » (Guay 1997, p.25). Un effet de cohorte ou générationnel affecte un ensemble d'individus partageant un contexte sociohistorique précis sur la longue durée. C'est cet effet qui retiendra notre attention au troisième chapitre. Soulignant qu'une génération n'est pas un groupe consciemment constitué, c'est au contraire la contemporanéité au sein d'un contexte sociohistorique précis qui distingue les générations.

2.3.4 Évolution de l'appui à la souveraineté : Effet d'âge, de cohorte et de période

Dans leur article *About time : age, period, and cohort effects on support for Quebec sovereignty*, Florence Vallée-Dubois, Ruth Dassonneville et Jean-François Godbout s'intéressent à l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté en se référant aux effets d'âge, de cohorte et de période. Leur étude souhaite répondre à certaines lacunes identifiées dans la littérature. Selon ces auteurs, si les effets d'âge, de génération et de période ont tous été étudiés séparément, aucune étude ne les a analysés simultanément¹⁰².

Afin de répondre à leur objectif, les auteurs s'appuient sur 63 sondages réalisés entre 1985 et 2012 par la firme de sondage *Environics*. Vallée-Dubois, Dassonneville et

¹⁰¹ « *Generation effects derive from age cohorts undergoing a shared community of experiences under roughly similar circumstances at pivotal, impressionable points (usually before adulthood) in the life cycle* » (Jennings et Niemi 1975, p. 1317).

¹⁰² « *While age, generations and periods have each been previously considered in the literature, to our knowledge there is no study that investigates these three time-related effects simultaneously* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p.2)

Godbout regroupent les résultats obtenus à une question proposant quatre alternatives aux participants soit le statu quo, un statut spécial pour le Québec au sein de la fédération, la souveraineté-association ou l'indépendance du Québec pour obtenir une variable dépendante binaire. Même si ces préférences politiques n'ont pas toutes la même signification, les auteurs regroupent dans le camp du Non le statu quo et un statut spécial pour le Québec et regroupent dans le camp du Oui la souveraineté-association et l'indépendance du Québec. Selon eux, ces variables, notamment celle de la souveraineté-association et de l'indépendance du Québec, ont toutes deux été regroupées et utilisées dans des recherches antérieures en vue de mesurer l'appui au projet politique souverainiste québécois¹⁰³.

À la suite de leur analyse, les auteurs confirment les résultats des recherches antérieurs en ce qui concerne les effets d'âge et de cohorte. Toutefois, selon eux, ces recherches ont surestimé leur importance en relativisant le rôle de l'effet de période¹⁰⁴. En effet, comme nous allons l'observer, le contexte social et politique joue un rôle considérable au chapitre de l'évolution de l'appui à la souveraineté. Bien que les plus jeunes appuient davantage la souveraineté¹⁰⁵ et que la génération d'après-guerre (1945-1960), laquelle est plus encline à y être favorable parce que ses membres ont expérimenté la Révolution tranquille et les luttes d'émancipation québécoises¹⁰⁶, ce sont les contextes politiques qui influencent davantage, selon eux, l'évolution de l'appui à la souveraineté¹⁰⁷. Les

¹⁰³ « *Even though sovereignty-association and independence do not have the exact same meaning, they have both been used in previous research as measures of sovereignty* (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 20).

¹⁰⁴ « *We have argued in this paper that existing studies overestimated the effect of these variables because they did not consider the impact that context could have on public opinion* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 16).

¹⁰⁵ « *[Y]oung people are more likely to support sovereignty, even when controlling for cohort and period effects* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 17).

¹⁰⁶ « *Our resultat suggest that having experienced the Quiet Revolution and the early fight for Québécois emancipation is what makes the baby boomer generation unique*» (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 17).

¹⁰⁷ « *[W]hile we do not exclude that economic conditions have played a role in explaining these variations, we are confident that political events are relatively more important*» (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 17-18).

auteurs remarquent aussi, à l'instar de Simon Langlois (2018) et de Mahéo et Bélanger (2016), que la relation entre l'âge et l'appui à la souveraineté chez les jeunes n'est plus aussi forte qu'elle ne l'était durant les années 1980 et 1990.

Devant ces constats, Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout s'interrogent quant au rôle de la souveraineté en tant que force mobilisatrice pour l'avenir. Si la relation entre l'appui à la souveraineté et les caractéristiques qui définissaient autrefois le groupe souverainiste ne sont plus aussi fortes, l'évolution de l'appui à la souveraineté deviendra-t-elle un phénomène de plus en plus éphémère marqué uniquement par les changements politiques et sociaux ¹⁰⁸?

Pour réaliser notre étude, nous nous sommes inspirés de cette analyse. Nous souhaitons, toutefois, approfondir la réflexion en étudiant, en nous appuyant sur les mêmes données, l'évolution des quatre propositions au sein des quatre générations identifiées. Si le contexte sociohistorique permet d'expliquer en partie l'appui au projet politique de souveraineté, étudier l'évolution des appuis aux différentes options constitutionnelles va permettre de tracer un portrait reflétant davantage la réalité.

En somme, de la littérature portant sur le phénomène générationnel, il apparaît que certaines tendances se manifestent grâce aux contextes sociohistoriques au sein desquels chacune des cohortes a évolué. Si plusieurs facteurs, dont ceux liés à l'effet de période et à l'effet de cycle de vie, affectent l'ensemble des cohortes de la société, les générations se distinguent les unes des autres par les combats qu'elles aspirent à mener. Retenons enfin que les cohortes d'âges ne sont pas des silos indépendants les uns des autres. Elles s'influencent mutuellement.

¹⁰⁸« *If the long-term factors that previously helped explain this phenomenon, like age or education, become less influential than short-term forces like spontaneous political events, should we expect the decision to support sovereignty to become more and more ephemeral?* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 16).

De cette revue de littérature, l'évolution de l'appui au projet politique de souveraineté au Québec est marquée par un effet de génération. C'est d'ailleurs ce qu'observent Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout (2017) et Simon Langlois (2018)¹⁰⁹. Devant ce constat, nous proposons d'analyser le phénomène sur la longue durée entre 1985 et 2012. En comparant quatre générations distinctes, pouvons-nous effectivement observer un effet de génération ? Selon les événements nationaux et internationaux des années 1960 ainsi que la diversité des acteurs y promouvant l'indépendance du Québec, la génération qui devrait porter le projet politique de souveraineté est celle issue de ce contexte sociohistorique. Ensuite, enjeu de société, les générations subséquentes ont été socialisées dans un environnement façonné par ces débats. Comme les générations antérieures influencent les nouvelles, les cohortes qui ont suivi celle du baby-boom devraient appuyer le projet, mais dans une moindre mesure sur la longue durée. En distinguant les effets de cohortes des effets de cycle de vie et des effets de période, l'objectif est d'observer si la génération d'après-guerre est celle qui porte toujours le projet. Ancré au sein de conceptions issues d'un contexte sociohistorique précis, le projet politique de souveraineté est-il le combat d'une seule génération ?

2.4 Méthodologie

Pour réaliser notre analyse, nous nous appuyons sur des données publiées par la firme de sondage *Environics*¹¹⁰. Durant près de trente ans, cet institut a interrogé des échantillons d'individus semblables sur les mêmes questions. En lien avec les enjeux constitutionnels du Québec, la firme a questionné les participants en leur présentant quatre options distinctes : l'état actuel de la fédération, un statut spécial pour le Québec,

¹⁰⁹ « Au cours des dernières années, les nouvelles générations arrivées à l'âge de voter favorisent moins l'option du Oui que les précédentes au même âge » (Langlois 2018, p. 236).

¹¹⁰ Nos données brutes sont disponibles sur <http://www.queensu.ca/cora/>

la souveraineté-association ou l'indépendance du Québec¹¹¹. Dans notre analyse, nous allons sonder l'évolution de l'appui au projet politique souverainiste du Québec en observant les changements d'attitudes au sujet de la souveraineté-association et de l'indépendance du Québec. Ces deux options sont effectivement les deux seules possibilités comptabilisées qui nous offrent un portrait d'un Québec sans lien avec le Canada ou renégociant un nouveau partenariat qui se voudrait d'égal à égal. C'est d'ailleurs ainsi que procèdent Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout (2017). Comme eux, nous avons regroupé deux variables sous la dénomination *projet politique souverainiste du Québec* : la souveraineté-association et l'indépendance.

Ensuite, comme nous l'avons déjà souligné, nous étudions l'évolution de l'appui au projet politique souverainiste du Québec auprès de la majorité linguistique. Nous procédons ainsi, car il s'agit d'enjeux historiquement liés à la majorité francophone. Pour distinguer les différents groupes linguistiques, nous les avons répartis selon la langue d'usage à la maison¹¹². En d'autres mots, nous nous appuyons sur les participants qui ont mentionné parler la langue française seulement ou majoritairement dans leur foyer. Si certains auteurs, dont Éric Bélanger et Andrea M. L. Perrella (2008), ont étudié plus spécifiquement l'évolution de l'enjeu chez les jeunes allophones et anglophones, nous préférons nous concentrer sur la majorité historique.

Pour observer l'évolution de l'appui au sein de chacun des groupes générationnels, nous les avons étudiés sur l'ensemble de la période entre 1985 et 2012. Tout d'abord, en nous inspirant de différents auteurs, dont Jean-Herman Guay (1997), nous avons créé des groupes générationnels en nous appuyant sur l'année de naissance des participants. Si la séparation entre groupes d'âge peut certes sembler arbitraire, nous

¹¹¹ La question posée est : « *Now for a few questions about the future of Canada here are some constitutional options that have been proposed for Quebec. Which one do you think would be best?* » (Environics 1995).

¹¹² La question posée est : « *Which language do you, yourself, usually speak at home? (If you speak more than one language, which one do you speak most often?)* » (Environics 1995).

les avons distingués selon leur contexte de socialisation à la fois sociale, politique, économique et idéologique. Souhaitant observer l'effet du contexte sociohistorique sur l'appui au projet politique souverainiste du Québec à long terme, nous avons retenu les groupes générationnels suivants : la génération d'avant-guerre (avant 1945), la génération d'après-guerre (1945-1960), la génération X (1961-1981) et la génération Y (1982-2000). Pour la période étudiée, la génération Z (après 2000) suivant la génération Y n'est pas comptabilisée. Comme nous l'avons déjà souligné, les générations ne sont pas isolées les unes des autres. Elles sont liées parce qu'elles partagent une contemporanéité historique. Bien que leur période de formation soit distincte, elles prennent position devant les mêmes enjeux qui leur sont contemporains.

2.4.1 Limites

Notre analyse quantitative se termine en 2012, car, comme le rappellent Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout (2017), les sondages pancanadiens *Focus Canada* sur lesquels nous nous appuyons ont depuis davantage traité d'enjeux précis tels que les changements climatiques ou l'immigration. La question à laquelle nous nous référons n'est plus posée dans les questionnaires des années subséquentes. Néanmoins, les données comptabilisées pendant ces vingt-sept années nous permettent de brosser un portrait de l'évolution de quatre générations distinctes.

Ensuite, les tailles des groupes sondés de la génération Y sont petites. Référencé dans les sondages pour la première fois en 2000, le nombre total de sondés de cette génération n'est que de neuf participants pour cette année. Pour répondre à ce manque de données comparables, nous avons regroupé par intervalles de trois ans les groupes générationnels. Malgré cet effort, le groupe de la génération Y pour les années de 1999 à 2001 n'est toujours que de 19 individus. Pour le début de leur entrée dans la sphère politique, nous allons devoir prendre en considération cette faiblesse statistique lors de nos interprétations. Cette lacune statistique disparaît pour les années subséquentes. Notons que nous avons décidé de présenter à la fois les données colligées et non-

colligées. Grâce à cette façon de procéder, nous souhaitons gagner en précision au moment de l'analyse des données.

Autre difficulté à souligner : la signification de l'enjeu. Comme le rappellent Gagné et Langlois, « les sondages effectués au fil des années depuis 1995 portent en fait sur une question qui n'est pas discutée ouvertement sur la place publique » (Gagné et Langlois 2002, p. 56). Il y a une différence dans la signification des intentions de vote entre les sondages entourant les épisodes référendaires et les périodes où l'enjeu n'est plus à l'ordre du jour. Durant ces moments, les sondages menés peuvent exprimer « une colère passagère contre le gouvernement, ou encore profiter de l'occasion pour exprimer sa sympathie à l'endroit d'une option qui reste hypothétique ou qui n'est pas perçue comme menaçante » (Gagné et Langlois 2002, p. 56). Néanmoins, le débat existe sur la place publique depuis assez longtemps « et on peut présumer que les citoyens expriment [...] une opinion qu'ils n'ont pas à inventer pour le seul usage du sondage » (Gagné et Langlois 2002, p. 56).

Enfin, la dernière difficulté rencontrée est liée aux années où nous n'avons pas de données disponibles. Si nous avons des informations pour toute la décennie des années 1990, il nous manque les années de 1986 à 1989 inclusivement, de 2002 à 2005 inclusivement, 2009 et 2011. Néanmoins, cela ne constitue pas une entrave majeure lorsque nous dressons le portrait de l'évolution de l'appui du projet politique de souveraineté sur la longue durée. Si cette faiblesse peut masquer certains effets de périodes, les effets de générations et les effets de cycle de vie s'observent sur le long terme. Désirant observer le phénomène générationnel, les données disponibles de *Environics* répondent aux besoins de cette analyse.

CHAPITRE III :

ANALYSE DES TROIS EFFETS AFFECTANT L'APPUI AU PROJET POLITIQUE DE SOUVERAINETÉ

Dans ce chapitre, nous analysons nos données dans l'optique d'en faire ressortir les phénomènes générationnels. Les cohortes sont séparées en quatre générations : Génération d'avant-guerre (avant 1945), Génération d'après-guerre (1945 à 1960), Génération X (1961 à 1981) et Génération Y (1982 à 2000). Pour nous concentrer sur les effets générationnels, nous les distinguons des effets de cycle de vie et des effets de période. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les données colligées et non-colligées qui traitent de l'évolution générale de l'appui au projet politique de souveraineté.

Le premier des deux effets qui retient notre attention est l'effet de période. Cet effet est observable lorsqu'un événement ou un ensemble d'événements favorisent le développement de tendances similaires au sein de toutes les générations. En analysant les données, nous devrions donc remarquer un tel effet là où le projet politique de souveraineté affecte statistiquement, dans la même direction, toutes les cohortes. En d'autres mots, si nous observons une augmentation des appuis au projet politique parmi l'ensemble des groupes d'âge, nous sommes donc devant un effet de période.

Ensuite, le deuxième effet est celui de cycle de vie. Toujours selon les données, nous procédons de manière à distinguer l'évolution des appuis selon l'âge. Historiquement, comme l'ont souligné plusieurs, une corrélation forte liait l'appui au projet et le jeune âge. Grâce à ces constats, nous nous attendons à ce qu'en avançant en âge, les membres des générations appuient de plus en plus l'option canadienne. Comme l'a souligné

Guay (1997), l'effet de cycle de vie suggère que plus on avance en âge, plus la conformité sociale l'emporte. Avec nos données, nous pouvons observer un tel effet chez une génération en particulier : la génération X. En effet, en 1985, la génération d'après-guerre a déjà entre 25 et 40 ans. Dans ce cas, la plupart de ces membres sont déjà arrivés à l'âge adulte depuis plusieurs années. Pour la génération Y, en fin d'analyse, elle a seulement entre 18 et 30 ans. L'effet de cycle de vie en est donc atténué. La plupart de ses membres sont jeunes et certains d'entre eux n'ont même pas encore atteint l'âge de voter. La génération X offre un portrait d'une cohorte qui évolue du jeune âge à l'âge adulte et permet de bien observer un effet de cycle de vie.

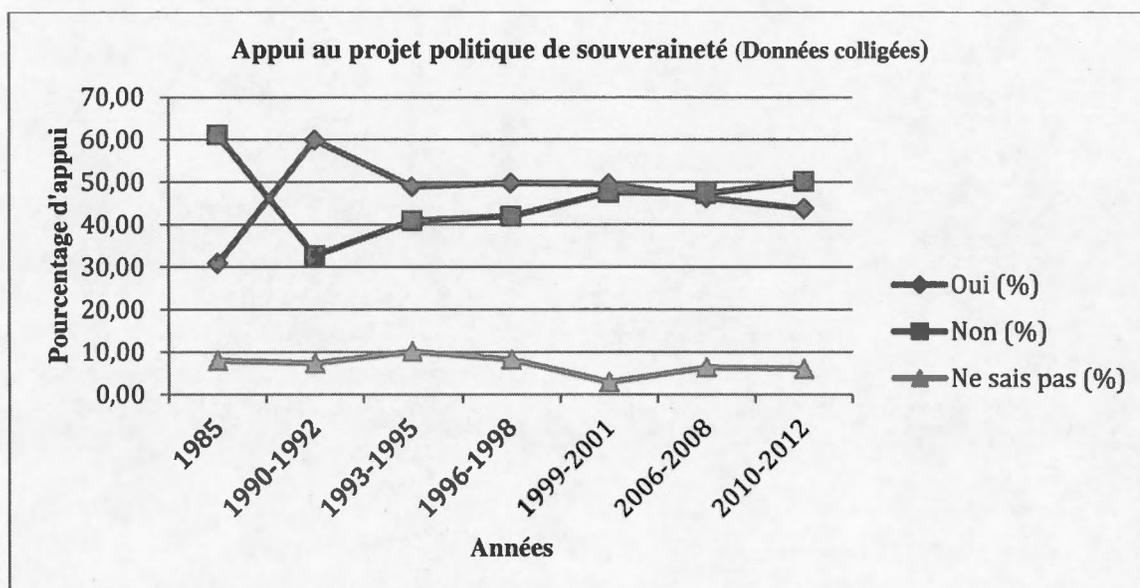
Après avoir distingué ces deux effets, nous terminons avec l'effet de génération. Nous nous attendons à trouver des différences entre les groupes d'âge qui perdurent sur la longue durée. Selon les recherches antérieures, la génération d'avant-guerre (avant 1945) est la cohorte qui a historiquement été la plus réfractaire au projet politique de souveraineté. Socialisé avant la Révolution tranquille, ce projet n'est tout simplement pas le leur. Aujourd'hui, si les jeunes sont moins intéressés par l'enjeu de souveraineté comme l'ont souligné Mahéo et Bélanger (2016), nous devrions observer chez la génération Y une baisse d'appuis au projet politique par rapport à la génération du baby-boom et des X.

Enfin, en plus de nous intéresser aux différences intergénérationnelles, nous soulignons aussi les divergences d'options constitutionnelles intragénérationnelles. Quelles options constitutionnelles ont été favorisées par ces cohortes ? Pour répondre à cette question, nous distinguons quatre options différentes : indépendance, souveraineté-association, statut spécial et statu quo. L'objectif est de décortiquer l'évolution de l'appui à la souveraineté entre la souveraineté-association et l'indépendance. Pouvons-nous observer des tendances d'appui différentes au projet politique de souveraineté au sein de ces cohortes ?

3.1 Effet de période

Un effet de période a des impacts similaires parmi l'ensemble des segments de la société¹¹³. En observant le graphique 1 qui présente les données colligées en périodes distinctes de 3 ans, nous constatons, au début des années 1990, une hausse considérable de l'appui à la souveraineté. En s'intéressant de plus près à la clientèle qui appuie le projet, nous remarquons, au graphique 2, que cette hausse d'appui est généralisée pour l'ensemble des générations.

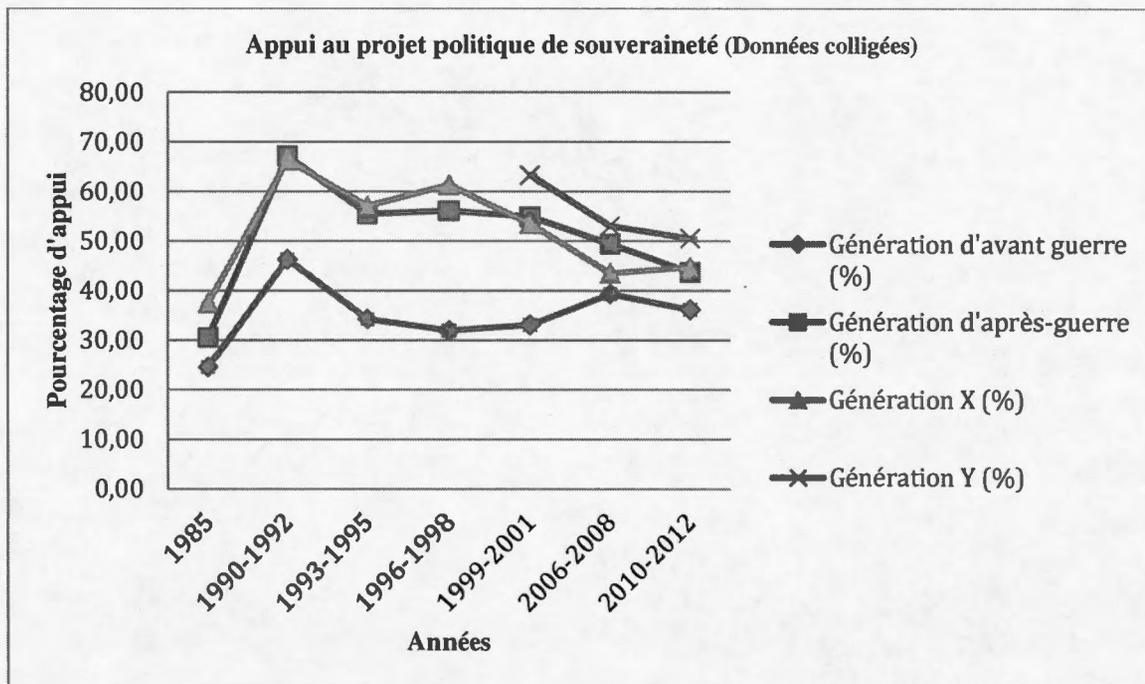
Graphique 1



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

¹¹³ « True period effects have roughly common impact on all or most segments of society » (Jennings et Niemi 1975, p. 1319).

Graphique 2



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

En chiffres, la génération X passe alors de 37,54 % d'appui en 1985 à 66,29 % durant la période 1990-1992. Pour ce qui est de la génération d'après-guerre, elle passe de 30,56 % en 1985 à 67,18 % et la génération d'avant-guerre, cohorte historiquement la moins encline à appuyer le projet, grimpe de 24,59 % à 46,32 % entre 1990 et 1992.

Cet effet de période est d'ailleurs souligné par l'ensemble des chercheurs. Comme nous l'avons déjà mentionné, durant la période entourant les négociations constitutionnelles, la clientèle socio-économique historiquement réfractaire au projet vient lui accorder, pour un court laps de temps, son appui. Pourquoi ?

Selon plusieurs auteurs dont Jean-Herman Guay (2017), c'est l'échec de l'Accord du lac Meech qui marque l'essor de l'appui au projet politique de souveraineté. Cependant, pour interpréter la valeur que revêtait aux yeux de l'électorat québécois cette ronde de

négociation constitutionnelle, il est nécessaire de la resituer dans son contexte¹¹⁴. Si, comme le souligne Richard Nadeau, « un glissement très net en faveur de la souveraineté était clairement perceptible près de 150 jours avant l'ultime ronde de négociations constitutionnelles », nous croyons que l'importance des enjeux de l'Accord du lac Meech s'enracine au sein des débats entourant le premier référendum de 1980 (Nadeau 1992, p. 24).

Pour Pinard et al. (1984), l'échec du référendum de 1980 ne signifie pas un appui au statu quo. Dans *Les Québécois votent Non : le sens et la portée du vote*, Pinard et ses collègues soulignent la confusion dans le vote au référendum et ce, autant du côté du OUI que celui du NON. En effet, une bonne partie des électeurs qui ont voté pour la première option (22 %) ont appuyé la négociation d'une entente entre le Québec et le Canada (Pinard et al. 1984, p. 352). Même du côté des électeurs qui ont voté NON, la majorité d'entre eux ont revendiqué des négociations entre le gouvernement provincial et fédéral. En tout, c'est 53 % de la population francophone qui ont appuyé l'option d'un néo-fédéralisme (Pinard et al. 1984, p. 352). En tenant compte des non-francophones, l'appui à un fédéralisme renouvelé atteint 59 %. Selon Pinard et al.,

[i]l faut dire que la propagande du comité du OUI se prêtait bien à un tel vote puisqu'on n'y retrouvait plus, nulle part, le terme de souveraineté-association ; on se contentait de solliciter un OUI pour des "négociations" – pour de "premières vraies négociations" – pour "en arriver à une nouvelle entente" avec le reste du Canada (Pinard et al. 1984, p. 354).

D'ailleurs, cette option était aussi celle privilégiée par le premier ministre canadien de l'époque, Pierre Elliott Trudeau. Lors des débats entourant le référendum, Trudeau affirma, pendant un événement du 14 mai 1980, qu'une victoire du NON était une victoire pour un fédéralisme renouvelé. Comme le rappellent Gagnon et Iacovino

¹¹⁴ « *This increase might appear surprising, but to better understand this result one must recall the constitutional context that led to the rejection of the Meech Lake Accord in 1990* » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p.10).

(2007), même « [les partisans des libéraux de Trudeau] furent ainsi amenés à croire qu'une forme de statut distinct, avec les pouvoirs afférents, était sur le point d'être accordée [au Québec] » (Gagnon et Iacovino 2007, p. 48).

Suite à l'échec référendaire, la réponse du gouvernement libéral présentée le 2 octobre 1980 s'incarne dans son *Projet de résolution portant adresse commune à Sa Majesté la Reine concernant la Constitution du Canada* (Gagnon et Iacovino 2007, p. 49). Loin de favoriser un esprit de négociation, le gouvernement fédéral propose alors une approche centralisatrice. Devant une telle proposition, la majorité des provinces, au nombre de huit incluant le Québec, saisissent les tribunaux pour l'interroger sur sa légalité. Après délibération, ceux-ci concluent certes à la légalité du projet, mais aussi paradoxale que cela puisse paraître, à son inconstitutionnalité. En vertu d'une convention constitutionnelle, les tribunaux soulignent que le rapatriement de la Constitution sans un appui substantiel de la part des provinces serait anticonstitutionnel.

Dans l'optique de donner son appui au projet, le gouvernement du Québec rend alors publiques ses vingt-deux demandes. Parmi celles-ci, on retrouve la nécessité d'un accord préalable sur la formule d'amendement ainsi que la reconnaissance de ses pouvoirs culturels et linguistiques. Cependant, « [l]a réaction du gouvernement fédéral consista à isoler le Québec » (Gagnon et Iacovino 2007, p. 49). Le 5 novembre 1980, la majorité des provinces s'entendent avec le gouvernement fédéral et le Québec fait dès lors cavalier seul. C'est ainsi que la constitution est rapatriée en 1982¹¹⁵.

Mécontent du gouvernement Trudeau, l'électorat québécois porte alors en 1984 le parti progressiste-conservateur au pouvoir. Ce dernier gagne effectivement le vote de

¹¹⁵ À noter : à partir de 1981, suivre l'évolution de l'idée souverainiste s'avère davantage compliqué. De 1981 à 1985, « l'idée souverainiste [fait] l'objet d'un nombre extrêmement limité de mesures [...]. De 1985 à 1989, on ne prend même plus la peine de vérifier » (Cloutier, Guay, Latouche 1992, p. 59).

l'électorat et en particulier, les circonscriptions libérales. Dans la province, le parti libéral perd plus de la moitié de ses votes traditionnels, et ce, au profit des troupes de Brian Mulroney.

Dans l'optique de réconcilier le pays, « le gouvernement conservateur [...] chercha à ramener le Québec au sein du giron constitutionnel canadien dans l'honneur et l'enthousiasme » (Gagnon et Iacovino 2007, p. 58). Pour ce faire, au Québec, le Parti libéral dirigé par Robert Bourassa décide alors de réduire les demandes traditionnelles de la province au nombre de cinq : Reconnaissance du Québec comme société distincte, pouvoir accru en matière d'immigration, un rôle important dans la nomination des juges à la Cour suprême, l'imposition d'une limite au pouvoir fédéral de dépenser et un droit de veto pour les amendements constitutionnels ultérieurs.

Cependant, pour reprendre une peu longuement Richard Simeon et Daniel-Patrick Conway cité par Gagnon et Iacovino,

[c]et épisode [de négociation] révéla des divergences profondes quant à la nature et la raison d'être de la fédération canadienne. Pour la plupart des Québécois, il s'agit d'un partenariat entre deux peuples égaux : pour la plupart des non-Québécois, il s'agit d'un partenariat entre dix provinces égales et trente millions de citoyens (Gagnon et Iacovino 2007, p. 59).

Pour paraphraser Gagnon et Iacovino, le rapatriement de la constitution souligne une fracture profonde qui, aux yeux des Québécois, sape le principe même du fédéralisme canadien (2007, p. 51). En effet, la conception d'un État dualiste fondée sur l'entente de deux peuples fondateurs cède le pas à une conception pluraliste pancanadienne. Pour le Québec, la Charte des droits et libertés, le multiculturalisme et le bilinguisme enchâssé au sein de la constitution se veulent des outils de construction nationale (*nation building*) qui portent atteinte à la volonté des Québécois à se considérer comme un peuple distinct en Amérique du Nord. Ces nouveautés viennent d'ailleurs modifier

la force des institutions du Québec, et ce, sans le consentement des élus de la province.
Pour Gagnon et Iacovino,

[l]es institutions à travers lesquelles le Québec exerçait sa souveraineté furent, dans les faits, fortement affaiblies, et ce, sans que les représentants élus de l'Assemblée nationale aient eu le moindre mot à dire à cet égard (Gagnon et Iacovino 2007, p. 52)¹¹⁶.

La montée spectaculaire des appuis au projet politique québécois au début des années 1990 ne se résume donc pas qu'à l'échec des négociations de l'Accord du lac Meech. Elle s'enracine de façon beaucoup plus profonde dans plus d'une décennie de débats politiques. Comme le rappellent LeDuc et Pammett (1995), pour plusieurs, l'Accord du lac Meech semblait représenter le nouveau fédéralisme promis comme alternative à la souveraineté lors du premier référendum¹¹⁷.

Suite à son échec, c'est donc le fédéralisme en tant que principe de légitimité du pays qui est affecté. Pour Simeon et Conway, la fracture en est alors au niveau de la conception du pays. C'est l'atteinte à la conception de la nation du Québec et la non-reconnaissance de ses compétences qui porte même les plus réfractaires à appuyer le projet. En effet, même la génération d'avant-guerre qui s'identifie davantage à l'identité canadienne-française est alors directement touchée par ce changement de conception de la fédération canadienne. De partenaire de la fondation du Canada, ils se retrouvent noyés dans la pluralité.

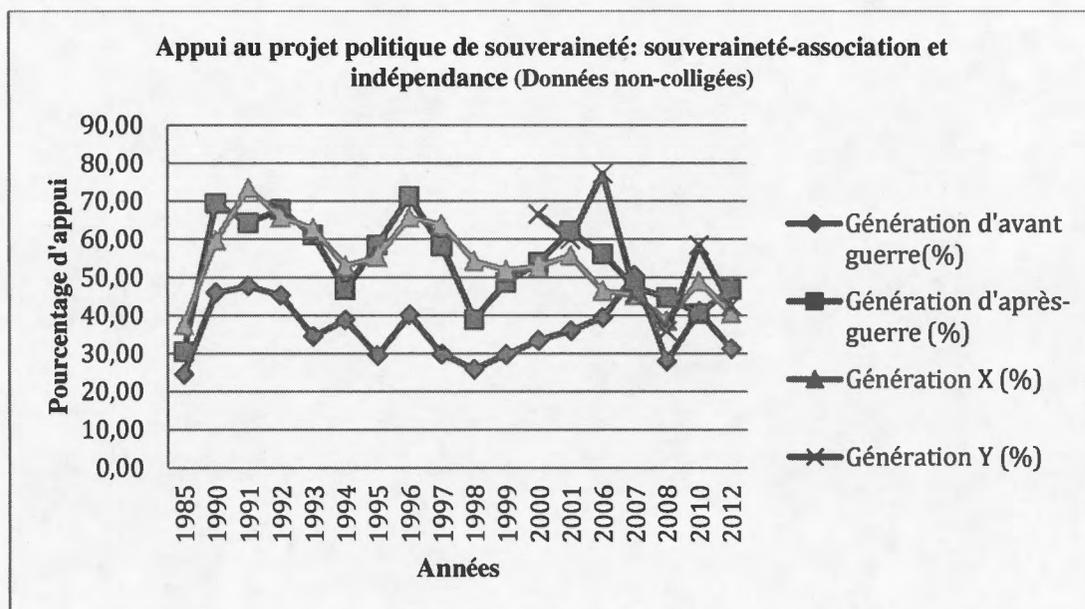
Plus précisément, le graphique 3 (données non-colligées) montre l'effet de période sur l'ensemble des générations. L'année où le projet politique du Québec atteint ses

¹¹⁶Un exemple de cette perte de souveraineté de la part des institutions québécoises s'incarne dans le jugement de la Cour suprême déclarant l'affichage unilingue français contraire, à la fois, à la Charte des droits du Québec et, à celle du Canada (Cloutier, Guay et Latouche 1992, p. 64).

¹¹⁷« *For many of those familiar with these long constitutional struggles, the Meech Lake Accord seemed to represent the "renewed federalism" first promised as an alternative to the "sovereignty" programme of the PQ in the 1980 Quebec referendum campaign* » (Leduc et Pammett 1995, p.7).

sommets est en 1991. L'appui de la génération X passe alors de 59,68 % en 1990 à 73,48 % en 1991. Le comportement de la génération d'avant-guerre varie dans une moindre mesure passant de 45,96 % en 1990 à 47,73 % en 1991. Enfin, du côté de la génération du baby-boom, les appuis diminuent, mais demeurent relativement élevés passant de 69,43 % à 64,30 %.

Graphique 3



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes]. <http://www.queensu.ca/cora/>

Devant l'échec du lac Meech, la commission Bélanger-Campeau sur *l'avenir politique et constitutionnel du Québec* se penche sur une nouvelle définition du statut politique et constitutionnel de la province en 1991. Parmi les recommandations, on propose la tenue d'un référendum sur l'avenir du Québec au sein de la fédération le 26 octobre 1992 (Gagnon et Iacovino 2007, p. 60). Il est aussi convenu de mettre sur pied deux commissions : l'une pour préparer la souveraineté et l'autre, pour analyser les éventuelles offres canadiennes (Cloutier, Guay et Latouche 1992, p. 69).

En réponse à cette décision, les dirigeants du gouvernement central et neuf provinces, le 28 août 1992, proposent eux aussi la tenue d'un référendum sur l'avenir constitutionnel du Canada le 26 octobre. Pour Leduc et Pammett (1995), la décision prise à Charlottetown de tenir un référendum coïncidant avec celui du Québec permettait de diminuer le risque d'avoir un vote seulement au Québec, de créer un processus démocratique pour tous les Canadiens et d'éviter de prolonger les débats ce qui avait été fatal pour l'Accord du Lac Meech¹¹⁸.

Pour Alain Noël (1994), les débats entourant ce référendum étaient articulés autour de quatre conceptions de la justice. Reprenant une idée développée par Alan Cairns, quatre principes d'égalité se sont affrontés lors du référendum.

1. L'égalité des citoyens
2. L'égalité des provinces
3. L'égalité entre deux nations
4. L'égalité avec les premiers peuples

Pour Noël (1994), l'accord de Charlottetown constituait un projet ambitieux souhaitant incorporer ces quatre conceptions de l'égalité au sein de la constitution¹¹⁹. Cependant, cette tentative de plaire à tout le monde ne pouvait en réalité satisfaire personne. Devant ces considérations, la réconciliation avec le Québec était, dès le départ, vouée à l'échec. Comme le rappellent Gagnon et Iacovino,

[r]ompant avec l'esprit de l'Accord du lac Meech, ce rapport prônait un accroissement du pouvoir de dépenser du fédéral, ainsi que la réforme et le renforcement des institutions

¹¹⁸ « [t]he decision taken at Charlottetown to hold a federally sponsored referendum coinciding with the one already scheduled in Quebec [...] seemed to solve several potential problems. It would avoid the risks associated with a vote in Quebec alone; it would provide the kind of legitimacy - a vote of "all Canadians" - which constitutional process had sorely lacked; and it would prevent the unravelling of the agreement that had doomed the Meech Lake Accord by wrapping the deal up quickly » (Leduc et Pammett 1995, p. 8).

¹¹⁹ « The Charlottetown agreement constituted an ambitious attempt to incorporate these four ideas of equality in the constitution » (Noël 1994, p. 74).

centrales. Au lieu de déléguer des pouvoirs, le rapport proposait d'augmenter la représentation provinciale au Sénat et d'étendre le pouvoir d'intervention d'Ottawa dans les champs de compétences provinciaux. L'entente remplaçait la clause sur la société distincte par une clause Canada, qui affirmait l'égalité de toutes les provinces et la nécessité d'œuvrer à l'épanouissement de la minorité anglophone du Québec (Gagnon et Iacovino 2007, p. 60).

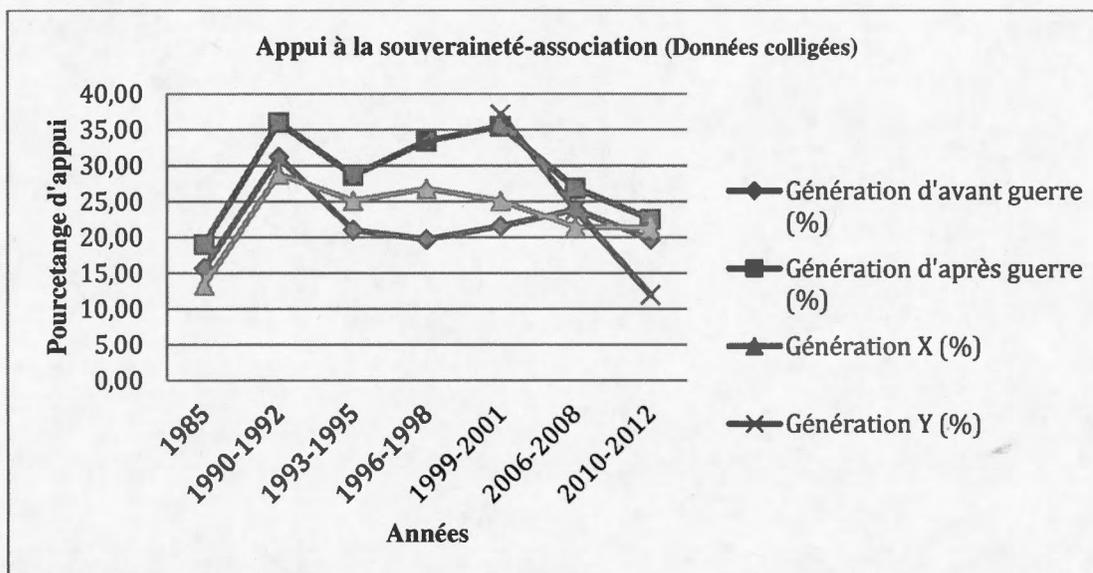
Devant ces considérations, 57 % des Québécois ont voté NON lors du référendum. Le gouvernement du Parti libéral du Québec de Robert Bourassa encaissa une défaite importante et le débat se poursuivit alors au niveau de la politique provinciale. Au Canada, la conception du pays selon laquelle deux peuples en étaient ses fondateurs, perdue au profit de l'égalité des citoyens et des provinces.

L'effet de période observé au début des années 1990 s'explique à la lumière de ces événements. Il s'agit avant tout d'une période trouble marquée par le rejet d'une certaine conception de la fédération canadienne embrassée par la majorité historique du Québec. Les outils de centralisation que sont le bilinguisme, la Charte des droits et libertés et le multiculturalisme contraignent les actions et les possibles des institutions politiques du Québec, le faisant passer de partenaire fondateur à province indissociée. Misant d'abord sur un fédéralisme renouvelé, chaque tentative pour résoudre ces conflits constitutionnels s'est soldée en échec, et ce, dans un climat de tension entre les francophones du Québec et les provinces anglophones du reste du Canada. Étant passées de vingt-deux à cinq demandes sous le Parti libéral, les revendications du Québec sont aujourd'hui les critères minimaux pour que la province intègre la Constitution.

Bien que l'appui au projet politique de souveraineté ait atteint ses sommets au début des années 1990, quelles ont été les options constitutionnelles envisagées par ses sympathisants ? Les graphiques 4 et 5 (données colligées) montrent respectivement l'évolution des appuis à la souveraineté-association et à l'indépendance. Entre 1990 et 1992, 28,82 % de la génération X appuient la souveraineté-association contre 37,47 %

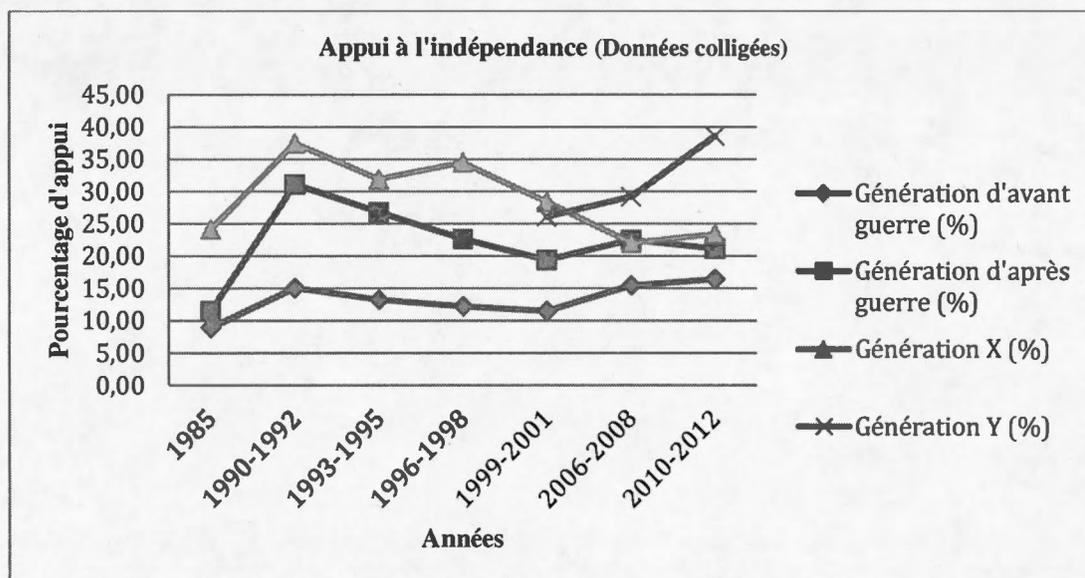
pour l'indépendance. Pour ce qui est des deux autres générations, la cohorte du baby-boom a appuyé à 36,06 % la souveraineté-association et à 31,12 % l'indépendance tandis que la génération d'avant-guerre a favorisé la souveraineté-association à 31,25 % contre 15,07 % pour l'option d'indépendance. Chez cette dernière, les gains se sont faits au profit de la première option. En effet, en 1985, seulement 15,64 % de ce groupe d'âge appuyaient la souveraineté-association. Il s'agit d'un gain considérable de plus de 15 points de pourcentage. Fortement attaché au Canada et ce, notamment par son sentiment identitaire canadien-français, la rupture totale avec le reste du pays est difficilement concevable. Pour cette raison, suite aux impasses constitutionnelles, l'option envisagée par cette cohorte implique naturellement, pour la plupart, la préservation d'un lien avec le Canada.

Graphique 4



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada — National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Graphique 5



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada — National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Notons que si les événements entourant le début des années 1990 marquent un effet de période important, plusieurs autres événements ont marqué, de façon moins considérable, l'appui au projet de souveraineté. Yale et Durand (2011) observent un tel effet en 2004 suite aux scandales des commandites¹²⁰. Cette hausse des appuis au projet entre 2003-2004 est aussi observée par Simon Langlois. Au sein de l'ensemble des groupes identifiés, Langlois note une hausse, et ce, même chez les plus âgés (Langlois 2018, p.233). Comme nous n'avons pas pu observer un tel effet faute de données, nous avons cru important de le préciser.

3.2 Effet de cycle de vie

L'effet de cycle de vie suppose que plus on avance en âge, plus la conformité sociale l'emporte sur la volonté de changer l'ordre établi. Dans l'optique d'observer un tel effet, nous interprétons les graphiques déjà présentés ainsi que les données intragénérationnelles. Selon cet effet, nous devrions observer une adhésion plus forte au projet politique de souveraineté chez les cohortes au début de leur entrée dans la vie politique. Inversement, l'appui à la souveraineté devrait diminuer avec l'âge alors que la conformité sociale devient de plus en plus importante. Ainsi, en suivant l'évolution des générations sur la longue durée, nous devrions observer, avec leur vieillissement, la consolidation des options fédéralistes.

L'effet cycle de vie est d'ailleurs amplifié par la présence de l'une des sources de revenus des personnes plus âgées : les pensions de sécurité de la vieillesse du gouvernement fédéral¹²¹. Si les perspectives économiques de la souveraineté influencent fortement l'appui au projet politique québécois, alors la possibilité d'une diminution du portefeuille des personnes plus âgées favorise les options fédéralistes au

¹²⁰ « [T]he sponsorship scandal, which emerged in the spring of 2004, appears to have caused a sudden increase in support for all proposals » (Yale et Durand 2011, p. 253).

¹²¹ « [L]eur principal revenu vient dans bien des cas de la pension de sécurité de la vieillesse, versée par le gouvernement fédéral » (Gagné et Langlois 2002, p. 23).

sein de cette tranche d'âge. L'effet de cycle de vie est donc renforcé par le rôle de pourvoyeur du gouvernement du Canada.

De ces constats, en plus de nous attendre à ce que le projet politique soit davantage appuyé par les jeunes, l'option constitutionnelle qui devrait y être la plus populaire est l'indépendance. En effet, la souveraineté-association implique un certain lien avec le Canada qui permet de limiter l'incertitude du projet politique. L'indépendance implique, quant à elle, une séparation totale. La négociation de partenariat avec le Canada se poursuivrait selon la logique des relations internationales contemporaines, c'est-à-dire entre deux États souverains possédant l'exclusivité de leurs compétences.

3.2.1 Génération X (1961 à 1981)

En 1985, la génération X qui comprend une population en âge de voter entre 18 et 24 ans est la cohorte la plus jeune et la plus encline à appuyer le projet politique de souveraineté, et ce, même pendant la période que Cloutier, Guay et Latouche (1992) ont surnommée le plateau creux (1981-1988). Comme ils le soulignent, « [entre 1982 et 1984,] l'idée souverainiste amorce un net recul qui va se maintenir jusqu'à l'automne 1985 » (Cloutier, Guay et Latouche 1992, p. 60). Pour renchérir, ils observent, entre 1985 et 1989, que l'idée de souveraineté n'est guère prise au sérieux et n'est pratiquement jamais sondée¹²².

En considérant ce recul et le rôle du contexte sociohistorique, c'est 37,54 % des X qui appuient tout de même le projet politique de souveraineté contre 30,56 % de la génération d'après-guerre alors âgé entre 25 et 40 ans. La génération d'avant-guerre, quant à elle, l'appui à la hauteur de 24,59 %. Toujours en 1985, les options constitutionnelles favorites sont respectivement l'indépendance pour les X avec

¹²² « L'idée n'est plus guère prise au sérieux, mais à l'occasion on vérifie, au cas où... À partir d'octobre 1985 et jusqu'en 1989, on ne prend même plus la peine de vérifier » (Cloutier, Guay et Latouche 1992, p. 59).

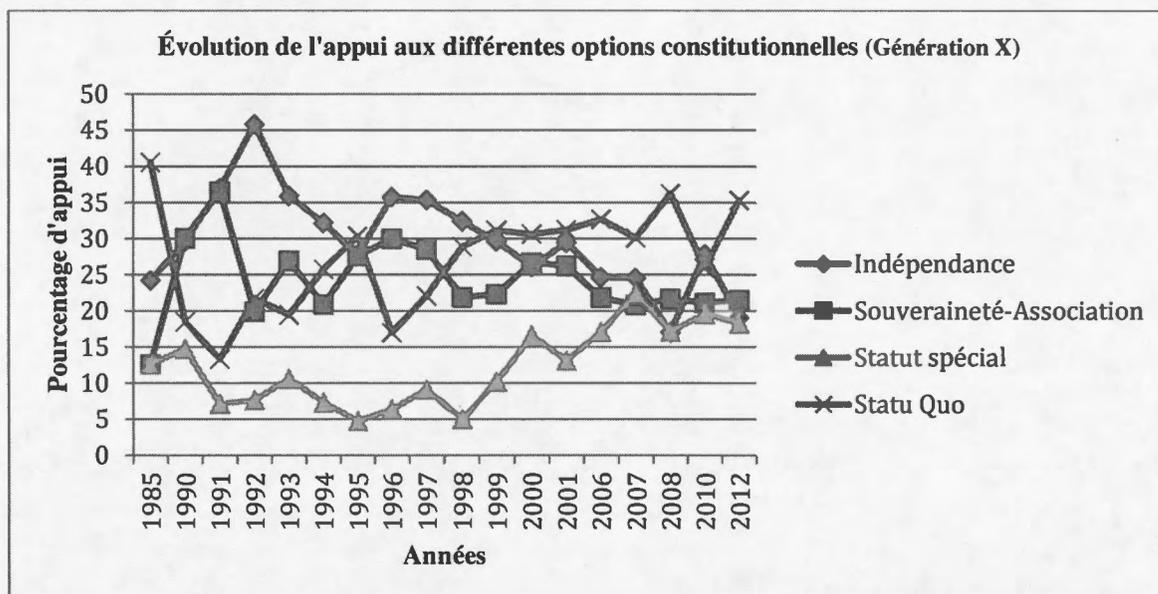
24,19 % et la souveraineté-association pour la cohorte du Baby-Boom avec 19,03 % et la génération d'avant-guerre avec 15,64 %.

La relation négative entre l'âge et le projet politique de souveraineté est apparente surtout durant la deuxième moitié des années 1990. Même si les jeunes Québécois ont toujours été plus enclins à appuyer le projet politique, la différence entre les plus âgés et les plus jeunes est notable, et ce, surtout suite aux soubresauts constitutionnels entourant le début des années 1990¹²³. Entre 1996 et 1998, 61,30 % des X appuient le projet contre 31,97 % de la génération d'avant-guerre. Il y a donc une différence de près de 29 points de pourcentage entre la génération X âgée, durant cette période, entre 18 et 36 ans et la cohorte la plus âgée.

Sur la longue durée, cette fois, nous observons au graphique 5 que l'indépendance est l'option constitutionnelle privilégiée par la plupart des X, et ce, jusqu'en 2008 où un creux historique est enregistré. Ils ont, à ce moment, entre 27 et 47 ans. L'appui à l'indépendance chez les X passe de 24,55 % en 2007 à 17,02 % en 2008. En considérant les deux options souverainistes comptabilisées, l'appui au projet politique de souveraineté perd alors 6,7 % entre 2007 et 2008 passant de 45,38 % à 38,69 %. La souveraineté-association, option qui selon l'effet cycle de vie devait perdurer dans le temps, demeure stable. La baisse d'appui se retrouve concentrée du côté de l'indépendance, option associée au jeune âge.

¹²³« [Y]ounger Quebecers are more likely to support this option, but the difference between them and older Quebecers was greater in the second half of the 1990s » (Vallée-Dubois, Dassonneville et Godbout 2017, p. 16).

Graphique 6

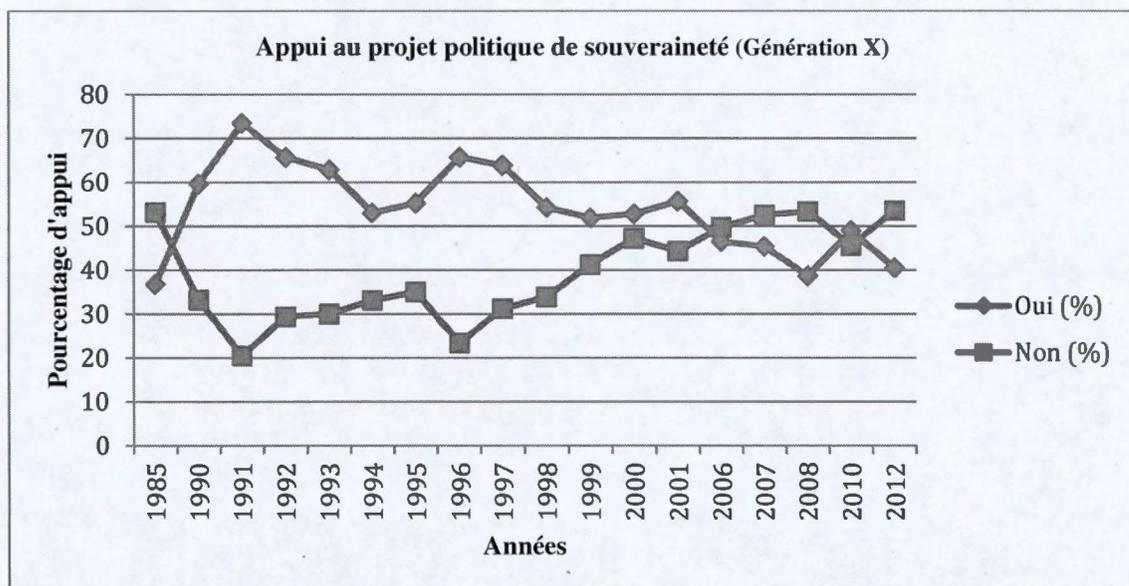


Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Le graphique 6 ci-dessus offre un portrait de l'évolution des différentes options constitutionnelles au sein de la génération X. À la lumière de celui-ci, nous constatons depuis la fin des années 1990, la montée de l'appui au statu quo et, dans une moindre mesure, celle du statut spécial pour le Québec au sein de la fédération. En effet, pour la première fois en 2000, alors que la cohorte est âgée entre 19 et 39 ans, l'option constitutionnelle qui recueille le plus d'appuis est le statu quo avec 30,62 %.

De façon plus générale, l'appui des deux options constitutionnelles favorables au projet politique de souveraineté passe de 54,29 % en 1998 à 38,69 % en 2008. Durant cette même période, les options associées au NON croissent de 33,9 % à 53,36 %. En observant le graphique 7, nous remarquons la hausse des deux options liées au NON. À la fin de la période étudiée, alors que la génération X a entre 30 et 51 ans, l'appui à la fédération canadienne atteint 53,57 %.

Graphique 7



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

La baisse de l'appui aux options souverainistes et la hausse des deux autres (statu quo et statut spécial) pointent ici, entre autres, vers un effet de cycle de vie. Alors que cette génération avance en âge, les appuis aux options fédéralistes semblent se consolider et même croître. Si les membres de la génération X ont été les alliés des membres de la génération d'après-guerre durant les années 1990, cette cohorte semble aujourd'hui avoir décroché.

3.2.2 Génération d'après-guerre (1945 à 1960)

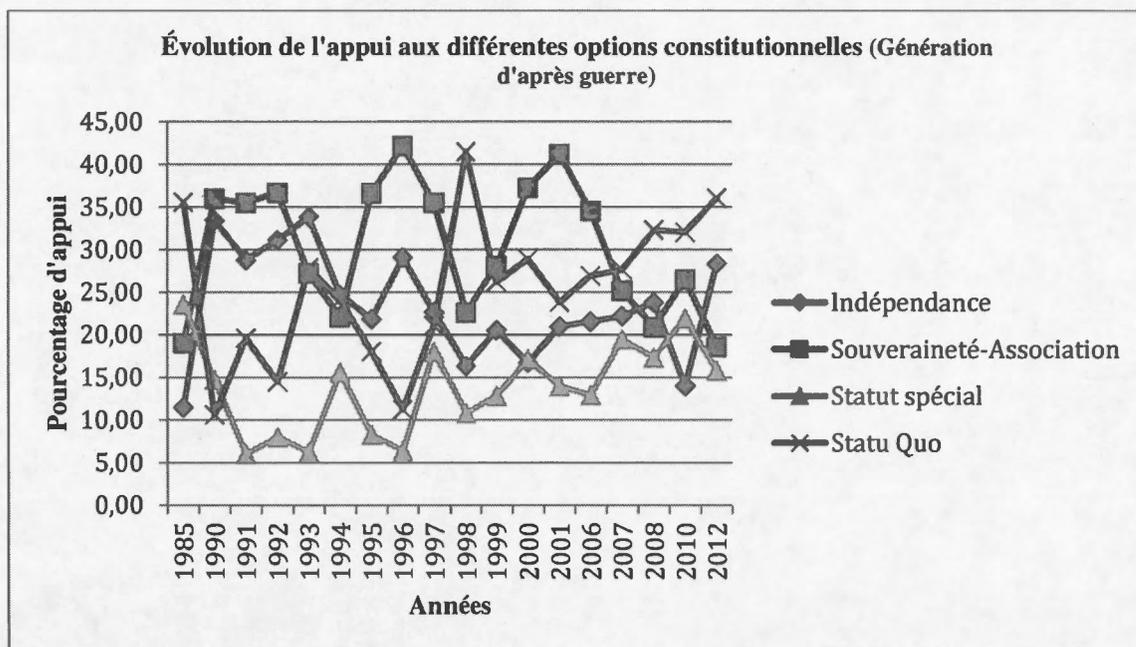
Pour la période étudiée, la génération d'après-guerre comprend les 25 à 40 ans en 1985 et les 52 à 67 ans en 2012. En 1985, 30,56 % de cette cohorte appuient le projet politique de souveraineté. En 2012, ils sont toujours 46,89 % à favoriser l'une des deux options constitutionnelles. Dans l'optique de comparer la génération X et la génération d'après-guerre selon leur appui au projet politique de souveraineté, nous procédons sur la longue durée.

En observant le graphique 2 (p. 90), nous remarquons, comme pour la génération X, une baisse des appuis au projet politique québécois vers la fin des années 1990. Néanmoins, la démobilisation se fait moins rapidement que chez les X. En effet, alors que la génération d'après-guerre a entre 40 et 60 ans, elle continue de porter le projet au début des années 2000. La génération X passe de 61,30 % d'appui au projet en 1996-1998 à 53,48 % en 1999-2001 tandis que la génération du baby-boom se maintient, passant de 56,11 % à 54,92 %. Pour cette génération, la baisse des appuis s'effectue davantage entre 2006 et 2007 lorsque les appuis passent de 56,09 % à 47,38 %. Cette baisse sous les 50 % s'effectue alors que la génération a entre 47 et 62 ans.

Ensuite, comme le confirment les graphiques 4 et 5 (p.99), l'option constitutionnelle appuyée par la cohorte du baby-boom est, de 1985 à 2012, la souveraineté-association. Cette différence entre la génération d'après-guerre et la génération X peut s'interpréter par l'âge de cette cohorte, et ce, dès 1985. Comme nous l'avons souligné, la souveraineté-association réduirait les incertitudes liées à l'indépendance du Québec. En 1995, année durant laquelle le projet politique de souveraineté a les potentialités de devenir réalité, la souveraineté-association – nommé souveraineté-partenariat lors de ce deuxième épisode référendaire – récolte 36,62 % des appuis contre 21,87 % pour l'indépendance. Au même moment, les X étaient pratiquement divisés également entre les deux options : 27,69 % pour l'indépendance et 27,62 % pour la souveraineté-association.

En observant le graphique 8 présenté ci-après, on constate une hausse des appuis au statu quo dès 1998. Dès lors, l'indépendance, la deuxième option privilégiée par cette cohorte à partir du début des années 1990, est reléguée au troisième rang. À partir de 2007, le statu quo devient l'option privilégiée avec 27,64 % contre 25,19 % pour la souveraineté-association. L'option historiquement appuyée par la génération du baby-boom chute alors fortement en termes d'appui.

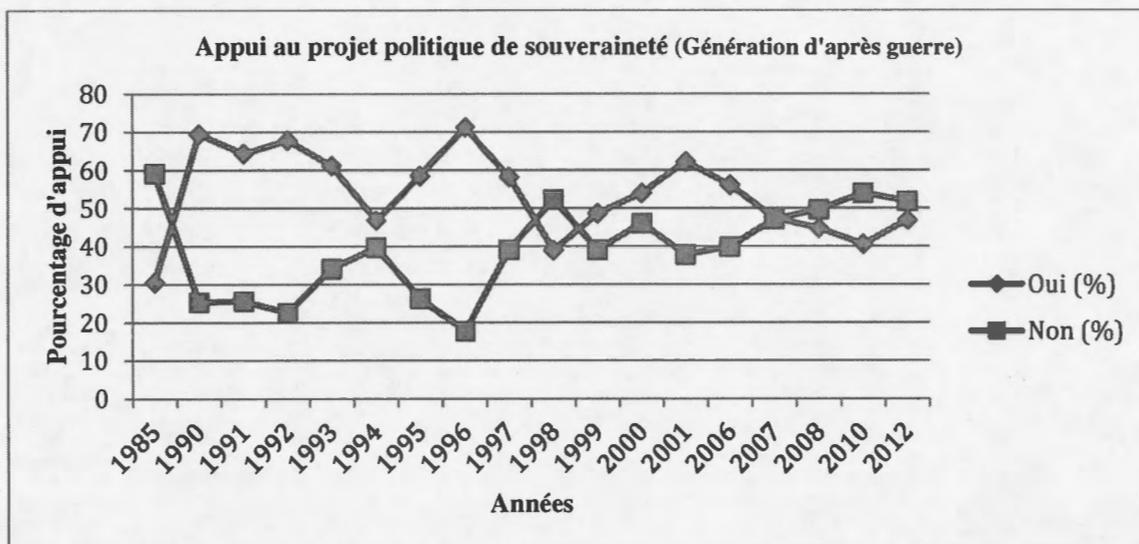
Graphique 8



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Enfin, selon le graphique 9, c'est à partir de 2008 que les tendances s'inversent. Alors que la génération d'après-guerre a appuyé l'une des deux options souverainistes depuis le début des années 1990, les options liées au NON récoltent, depuis 2008, la majorité des appuis.

Graphique 9



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Considérant l'âge à partir duquel nous observons un changement des appuis aux diverses options constitutionnelles de la génération d'après-guerre, l'effet de cycle de vie est atténué, comme nous allons le voir, par un effet générationnel.

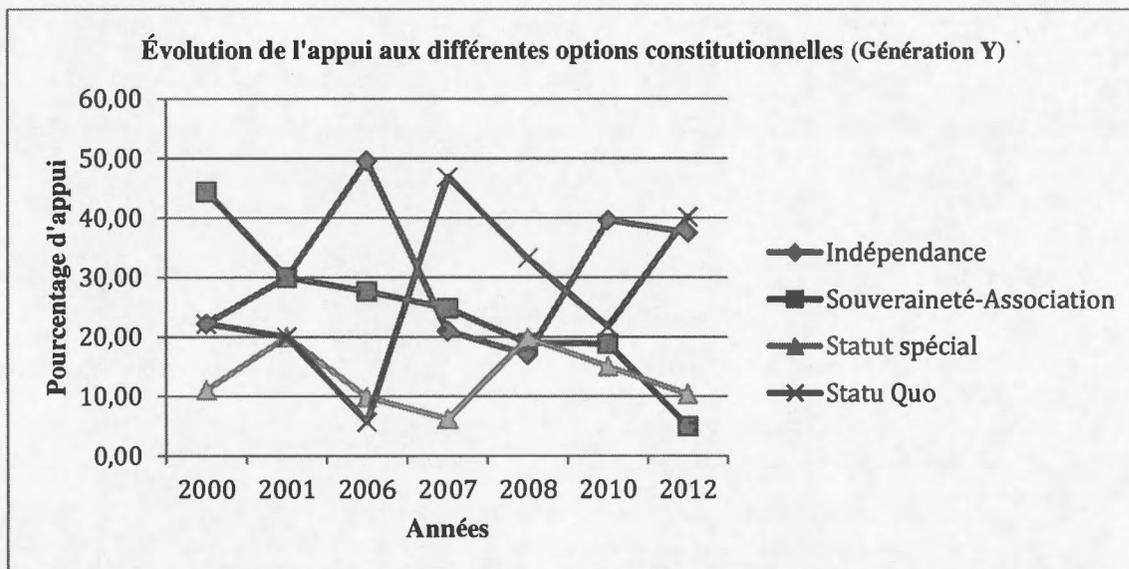
3.2.3 Génération Y (1982 à 2000)

La génération Y est la plus jeune cohorte comptabilisée dans nos données à partir de l'an 2000, année où les plus âgés parmi eux atteignent 18 ans. Celle-ci appuie fortement l'option constitutionnelle de l'indépendance selon les données colligées. Pour la période de 2010 à 2012, 38,57 % d'entre eux sont favorables à cette option. Si nous comparons cette cohorte à la génération X au même âge, c'est-à-dire durant la période où le projet politique atteint des sommets entre 1990-1992, les appuis varient peu – environ 1 point de pourcentage. Entre 1990 et 1992, les X appuient l'indépendance politique à 37,47 %. D'ailleurs, en observant le graphique 5, nous notons l'attrait considérable qu'exerce cette option constitutionnelle auprès des jeunes.

Qu'en est-il de la souveraineté-association ? Toujours pour la période de 2010-2012, la génération Y est la génération qui appuie le moins la souveraineté-association. En effet, en la comparant cette fois avec la génération d'avant-guerre – génération historiquement la moins encline à appuyer le projet politique de souveraineté – 11,94 % des Y appuient la souveraineté-association en 2010-2012 contre 19,74 % pour la génération d'avant-guerre. Les Y sont donc moins enclins à appuyer cette option que la génération d'avant-guerre. En 2012, seulement 5,02 % des Y appuient la souveraineté-association contre 12,50 % pour la génération d'avant-guerre.

En se reportant au graphique 2 (p. 90), la génération Y semble, en fin d'analyse, porter le projet politique, et ce, depuis le début des années 2000. Pour la période de 2006 à 2008, 53,03 % sont favorables à l'une ou l'autre des deux options constitutionnelles liées au OUI alors que toutes les autres générations sont sous la barre des 50 %. En 2010, 58,46 % des Y appuient toujours le projet politique de souveraineté. Cependant, en 2012, dernière année recensée, la génération du baby-boom se rapproche de la génération Y avec 46,89 % contre 42,56 %.

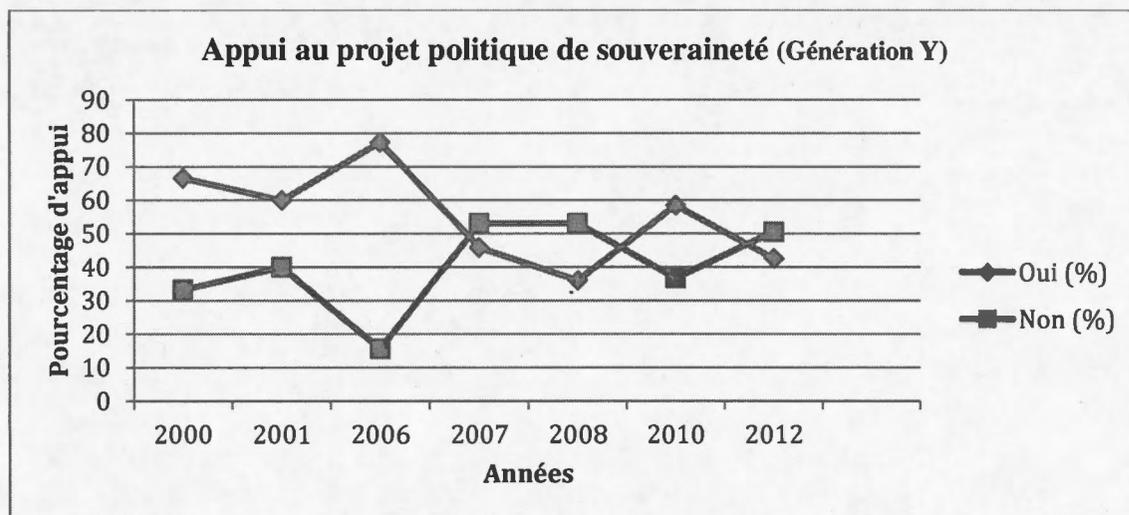
Graphique 10



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].

<http://www.queensu.ca/cora/>

Graphique 11



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].

<http://www.queensu.ca/cora/>

En observant l'évolution de l'appui aux quatre options constitutionnelles chez les Y, on constate au graphique 10 que les appuis au projet politique de souveraineté sont concentrés presque uniquement du côté de l'indépendance. La souveraineté-association récolte en 2012 moins d'appuis que le statut spécial. En considérant les tendances générationnelles des X et plus particulièrement l'effet de cycle de vie, l'option constitutionnelle en faveur de l'indépendance devrait être appelée à diminuer alors que cette génération avance en âge. Selon Langlois (2018), pour analyser l'appui au projet politique de souveraineté en ce début du XXI^e siècle, l'effet de cycle de vie ne serait plus aussi pertinent. Selon lui, « l'effet d'âge s'est atténué dans les années 2000 et il est pratiquement disparu dans les sondages des années 2012 à 2015 alors qu'il avait toujours été important depuis les années 1960 » (Langlois 2018, p. 236). En considérant la désertion des appuis à la souveraineté-association, nous faisons l'hypothèse que l'appui au projet politique de souveraineté devrait baisser avec l'âge chez les Y.

Enfin, selon les graphiques 10 et 11, nous remarquons la division au sein de la génération Y entre l'indépendance et le statu quo. Depuis son entrée dans la sphère politique, cette cohorte semble essentiellement partagée entre ces deux options. Alors que les partisans de l'option fédéraliste sont moins portés à changer d'opinion en avançant en âge, nous nous attendons, avec le vieillissement de cette cohorte, à une baisse d'appui à l'indépendance ce qui consoliderait davantage le camp du NON. D'ailleurs, depuis 2012, l'appui au statu quo demeure stable chez les membres de la génération Y. Selon un sondage Ipsos (2018), 37 % des jeunes appuient l'option du statu quo. Ces données font écho aux nôtres. En 2012, 40,18 % des répondants de cette génération appuyaient le statu quo. Comme le suggère l'effet de cycle de vie, cette option n'est pas appelée à perdre de soutien avec le temps. Le lien entre identité québécoise et appui au projet politique de souveraineté qui affichait autrefois une corrélation forte ne semble plus jouer le même rôle.

3.3 Effet générationnel

Ayant distingué les effets de période et de cycle de vie, nous terminons avec l'effet générationnel. Un effet de cohorte se traduit par des distinctions entre les générations, et ce, sur la longue durée. Ayant grandi au sein de contextes sociohistoriques différents, les représentations et les idées des cohortes générationnelles reflètent les enjeux et les conceptions de leur temps. Si, comme nous l'avons souligné, « [l]es événements de notre jeunesse [constituent notre] première matrice », alors nous nous attendons à ce que ceux-ci influent les choix des générations et ce, une fois arrivée à l'âge adulte (Guay 1997, p. 24-25).

Dans cette section, nous soulignons, grâce aux données déjà présentées, l'évolution des appuis au projet politique de souveraineté sur la longue durée pour y relever les effets de cohorte. Pour ce faire, l'objectif est d'observer la constance d'une des options constitutionnelles, et ce, malgré les deux effets déjà discutés.

Un effet de génération défie l'effet de cycle de vie parce qu'il signifie qu'une option historiquement associée à l'une des tranches d'âge contredit les tendances qui lui sont associées. Concrètement, pour ce qui est des appuis au projet politique de souveraineté, si une jeune génération appuie davantage les options constitutionnelles du statu quo ou du statut spécial sur la longue durée, alors nous pourrions interpréter ces tendances comme étant celles d'un effet de génération. Inversement, si une génération continue d'appuyer les options liées au projet politique de souveraineté, et ce, même lorsque celle-ci avance en âge, alors nous serions devant un effet générationnel.

Ensuite, un effet de cohorte se distingue assez bien des effets de période. Ces derniers ont certes un impact sur le premier, mais sur la longue durée, on s'attend à ce que l'effet de génération perdure. Dans notre cas, nous nous attendons à observer un effet de génération lorsqu'une option constitutionnelle réussit à perdurer de façon relativement stable, et ce, suite aux effets de période.

En contrôlant les effets de cycle de vie et les effets de période pour y faire ressortir les effets de génération, nous devrions observer un phénomène générationnel lorsque les impacts liés à l'âge et à la période ne réussissent pas à interpréter certaines tendances au sein d'une cohorte. Pour ce qui est de l'appui au projet politique de souveraineté, on constate deux effets de générations distincts : l'un chez la génération d'avant-guerre et l'autre, chez la cohorte du baby-boom.

3.3.1 Génération d'avant-guerre (avant 1945)

En revenant au graphique 2 (p. 90), l'appui au projet politique de souveraineté de la génération d'avant-guerre est clairement marqué par un effet générationnel. Composée des 41 ans et plus en 1985, cette cohorte était réfractaire au projet, et ce, dès le début. S'agit-il d'un effet de cycle de vie ? Au même moment de leur vie, la génération d'après-guerre en 2001, comprenant les individus entre 41 et 56 ans, appuie le projet à la hauteur de 62,19 %. Du côté des X, en 2012, alors qu'ils sont âgés entre 31 et 51 ans, ils appuient toujours le projet à 40,54 %. Même en considérant l'effet de période du début des années 1990, la cohorte d'avant-guerre a toujours été la moins encline à appuyer le projet. Pourquoi ?

Comme nous en avons discuté lors du premier chapitre, cette génération grandit dans un Canada perçu comme étant le résultat d'une alliance entre deux peuples fondateurs. D'une part, elle est composée d'une minorité de jeunes intellectuels indépendantistes qui ne réussissent pas, à l'époque, à assurer une force politique instituée ou à propager ses idées au-delà de son réseau restreint. Pour la majorité, la conception de la nation canadienne-française et le pacte fédératif continuent d'incarner la seule option politique envisageable. Le Canada, construit suite à la bonne entente entre deux nations distinctes, est le pays des Canadiens français. En tant que mythe fondateur, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867 garantit aux minorités nationales les institutions assurant leur continuité comme collectivité. Pour Henri Bourassa, figure

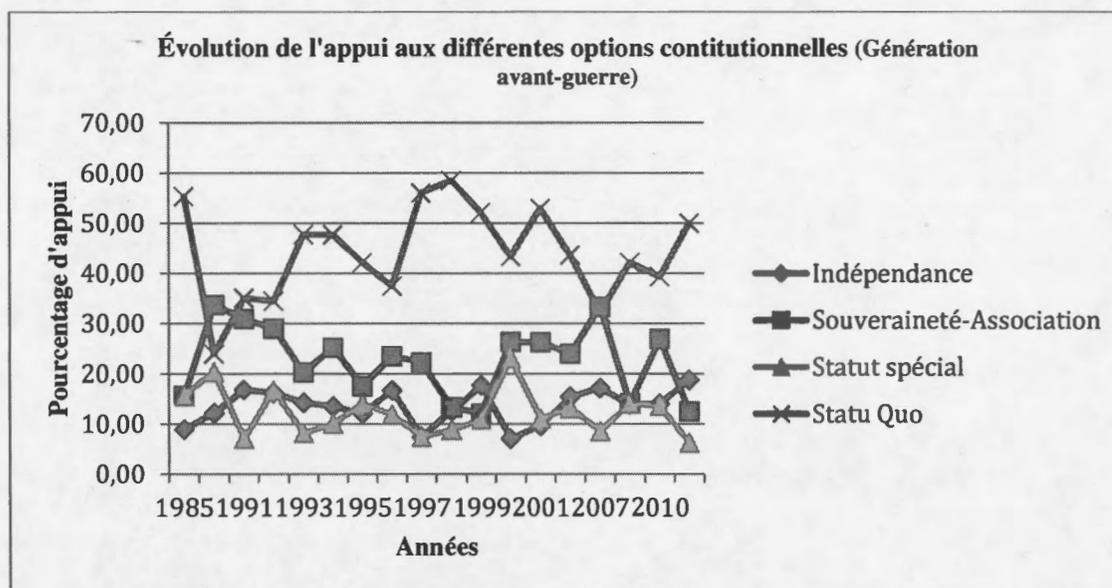
emblématique du début du siècle dernier, ses critiques s'adressent à ce qu'il considère l'impérialisme britannique. Le Canada doit cesser d'être une colonie britannique et assurer une identité politique embrassant le bilinguisme et le biculturalisme. Les figures de proue du Canada français conçoivent la nation uniquement en termes culturels. La nation est caractérisée avant tout par la foi catholique, la langue française et les traditions françaises. Le cadre institutionnel et constitutionnel canadien offrant les outils protégeant le droit des minorités, la lutte pour la reconnaissance doit se poursuivre en son sein. Du côté identitaire, l'identité canadienne-française est fermement enracinée, et ce, même chez les membres du groupe Jeune-Canada. Devant une rhétorique indépendantiste réclamant paradoxalement un bilinguisme et un biculturalisme au Canada, Bourassa leur rétorque : « Cessez de réclamer de la monnaie bilingue pour tout le Canada, si vous voulez devenir 'Laurentiens'. Ou bien déclarez-vous Canadiens et dites que vous voulez le rester » (Lamonde 2009, p. 201). Ainsi, pour la génération d'avant-guerre et les nationalistes canadiens-français, la Confédération offre les moyens pour préserver les intérêts nationaux des francophones (Bock 2017, p. 319). Comme le rappelle Lionel Groulx, « [l]a Confédération, c'est nous qui l'avons voulue, nous qui l'avons exigée » (Bock 2017, p. 313).

Jusque durant les années 1940-1950, les revendications pour le Québec sont articulées par les partis au pouvoir au nom de l'autonomie provinciale au sein du giron constitutionnel canadien. Comme le remarque d'ailleurs Jean-Herman Guay, « [l]es dirigeants de l'Union nationale revendiquaient l'autonomie provinciale ou la défense du "fait français" au Canada, mais jamais l'indépendance » (Guay 1997, p. 80). La génération d'avant-guerre grandit donc dans un environnement complètement différent de la génération qui va lui succéder. Le rôle de ce contexte sociohistorique se reflète dans leurs appuis au projet politique de souveraineté.

En observant le graphique 12, nous remarquons la stabilité de l'appui au statu quo. Nous notons, au début des années 1990, l'effet de période dont nous avons déjà discuté,

mais aussi le retour à la constance générationnelle après ces épisodes de débats constitutionnels.

Graphique 12



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Parmi les options constitutionnelles envisagées liées au OUI, la souveraineté-association récolte, comme l'indique le graphique ci-dessus, le plus grand nombre d'appuis. Le lien historique et identitaire avec le Canada permet d'interpréter ce résultat. L'indépendance, malgré une légère hausse, reste marginale en ce qu'elle récolte seulement 16,42 % pour la période 2010-2012.

Devant ces constats, nous sommes effectivement en présence d'un effet de génération. En effet, rien n'indique que cette génération ait appuyé à un moment ou un autre le projet politique de souveraineté outre au début des années 1990. Dans la littérature existante portant sur le premier référendum, cette même cohorte est identifiée comme

étant réfractaire au projet. C'est grâce à cette littérature ainsi qu'aux données recueillies que nous interprétons l'appui de cette génération sous la coupe de l'effet de cohorte.

3.3.2 Génération d'après-guerre (1945-1960)

Observer un effet de génération chez la génération d'après-guerre est, au premier abord, difficile à cerner. En effet, durant pratiquement l'ensemble de la période étudiée, la cohorte des X et les membres de la génération d'après-guerre accordent un appui similaire au projet politique de souveraineté. Pendant la deuxième moitié des années 1990, la génération X appuie même davantage le projet que celle d'après-guerre. Cependant, alors que le projet est associé au jeune âge, la génération d'après-guerre continue de lui accorder son appui en vieillissant. En 2012, alors que la cohorte du baby-boom est âgée entre 52 et 67 ans, 46,89 % continuent d'appuyer le projet. Il s'agit, à ce moment, de la génération qui appuie le plus la souveraineté.

Une autre distinction s'observe au graphique 4 où nous remarquons que la génération d'après-guerre est majoritairement favorable à la souveraineté-association, et ce, pendant l'ensemble de la période étudiée. Du côté de l'indépendance, associée au jeune âge, elle est davantage soutenue par les générations au début de leur entrée dans la sphère politique. L'évolution de la génération X semble confirmer cette observation. Chez les Y, rien n'indique qu'ils continuent d'appuyer cette option en avançant en âge. La cohorte du baby-boom est celle qui porte le projet jusqu'en 2012, et ce, en appuyant la souveraineté-association. De plus, selon l'étonnante diversité des acteurs et des stratégies politiques des années 1960 qui réclament l'indépendance du Québec, nous émettons l'hypothèse que cette cohorte appuyait à l'époque l'option d'indépendance.

En comparant la génération d'avant-guerre avec celle d'après-guerre cette fois, nous remarquons que « ces derniers sont d'un nationalisme nettement souverainiste, tandis que les plus âgés estiment encore qu'on peut, à l'intérieur de la fédération canadienne, trouver des aménagements qui plairont aux deux grands peuples fondateurs »

(Guay 1997, p. 91). La séparation idéologique entre les plus âgés et la cohorte du baby-boom est nette. Le projet politique de souveraineté s'articule durant les années d'ébullition idéologique de 1960 et 1970.

Les membres de la cohorte d'après-guerre ont grandi au sein d'un contexte national et international teinté par les thèmes de la décolonisation et de la libération des peuples. Au Québec, l'indépendance occupe durant cette période l'ensemble de l'échiquier politique, de gauche à droite. Si le nationalisme indépendantiste québécois se positionne davantage à gauche, comme le souligne Bock (2017), il n'en demeure pas moins que certaines organisations telles que le Regroupement national ou bien l'Alliance laurentienne, sont de l'autre côté du spectre politique. Devant ces considérations, le thème de l'indépendance est une idée mobilisatrice qui appelle l'ensemble de cette génération à se positionner. Contrairement à leurs aînés qui formulent leurs revendications au sein même de la structure constitutionnelle et institutionnelle du Canada, une frange des jeunes du baby-boom critique cette même structure. Elle est le symbole de l'aliénation des francophones qui s'identifient désormais à l'État québécois. L'effet du contexte de socialisation de la génération du baby-boom semble se poursuivre alors qu'ils avancent en âge.

Cependant, alors que l'appui au projet politique de souveraineté diminue au sein de cette même cohorte, l'avenir du projet est en eaux troubles. Si selon l'effet de cycle de vie les jeunes générations ont tendance à moins y être favorables en vieillissant, les appuis de la génération Y devraient quant à eux baisser. De plus, différents auteurs, dont Simon Langlois (2018), ont noté une absence de corrélation forte entre le jeune âge et l'appui au projet chez les nouvelles cohortes. Certes, selon les effets de période, des soubresauts dans l'appui au projet politique sont à prévoir. Il se peut que nous observions une hausse des appuis selon les enjeux et les événements qui se présentent. Néanmoins, si aucune des nouvelles cohortes n'adopte le projet sur la longue durée,

alors peut-être qu'il n'incarnerait plus le rôle polarisateur qu'il a eu au cours des quarante dernières années.

CONCLUSION

Qu'en est-il aujourd'hui du projet politique de souveraineté ? Après l'avènement du néonationalisme au tournant des années 1960, le nationalisme québécois, sous l'impulsion d'une frange de la jeunesse des années 1920-1930, a adopté une posture résolument politique. Le nationalisme culturel canadien-français et les institutions qui l'ont façonné sont alors ouvertement critiqués. Pour reprendre une idée développée par Gérard Bouchard, on observe un glissement important dans l'interprétation des mythes directeurs (*master myths*) au Québec¹²⁴. Le mythe directeur du début du XX^e siècle est celui de la survivance canadienne-française¹²⁵. La génération d'avant-guerre (avant 1945) s'identifie en tant que canadienne-française et mène ses luttes au sein des institutions canadiennes issues de l'entente entre deux peuples fondateurs. Pour ces raisons, elle ne peut appuyer le projet politique de souveraineté. Cette cohorte, dans l'ensemble des travaux étudiés, est identifiée comme réfractaire à la souveraineté du Québec. Nous avons observé, au tournant des années 1990, un effet de période important qui a marqué cette cohorte. Pour la première fois, celle-ci a appuyé le projet en favorisant l'option de souveraineté-association. Cette option constitutionnelle leur a permis, pour un court laps de temps, de concilier leur mécontentement face aux impasses constitutionnelles et leur lien identitaire fort avec le reste du pays. Néanmoins, après ces événements, cette même génération déserte le projet, et ce, jusqu'à ce jour.

Avec les événements nationaux et internationaux des années 1960, le Québec entre dans une période de revendications. Chez la jeune génération d'après-guerre (1945-

¹²⁴ « [E]ach society relies on a set of founding master myths, that is, basic, comprehensive, and relatively stable symbolic configurations that act as a matrix » (Bouchard 2013, p. 2).

¹²⁵ « [L]e mythe de la survivance dans les imaginaires québécois correspond au devoir collectif de préserver cet " héritage sacré "— religion catholique, langue française, traditions et coutumes — reçu des ancêtres pour le transmettre "intact" aux descendants » (Mathieu 2017, p. 151).

1960), la rhétorique de décolonisation et de libération des peuples s'appuie sur une conception de l'histoire des Canadiens français en tant que sujet colonisé à la fois par le Dominion britannique et les capitaux américains. Dans ce contexte, le projet politique de souveraineté s'enracine fermement au sein de l'imaginaire de cette génération. Le groupe porteur identifié par Langlois et Gagné (2002) représente, entre autres, cette nouvelle génération. Grâce à l'institutionnalisation de l'État québécois durant les années 1960 et 1970, les francophones accèdent à l'éducation et leur position sociale s'est depuis grandement améliorée. Comme l'a rappelé Jean-Herman Guay, « [d]ans pratiquement tous les domaines, les conditions de vie des francophones du Québec ne sont plus inférieures à celles des anglophones du Québec ou du Canada » (Guay 2017, p.20). Pour reprendre Langlois et Gagné (2002), ils font maintenant partie de la base fiscale de l'État. Aujourd'hui, malgré l'effet de cycle de vie, la génération d'après-guerre continue de porter le projet politique de souveraineté alors qu'elle avance en âge. L'option constitutionnelle qui récolte le plus d'appuis chez cette cohorte est la souveraineté-association. Contrairement à la génération d'avant-guerre qui a appuyé cette option pour son lien identitaire étroit avec le Canada, la génération du baby-boom y est favorable parce qu'elle diminue l'incertitude de la souveraineté.

Vers la fin des années 1970, les revendications des années 1960 commencent déjà à s'essouffler devant la stagnation économique et l'avènement du néolibéralisme. Confrontés aux nouvelles réalités économiques et politiques, les jeunes de la génération X (1961-1981) vont, au départ, appuyer le projet politique puis peu à peu l'abandonner alors qu'ils avancent en âge. Les échecs des années 1980 et 1990 ainsi que les perspectives économiques et sociales difficiles de ces années minent le sens de l'idéal des X. Au discours idéaliste se substitue un discours réaliste. La jeune vie professionnelle d'une frange considérable de cette cohorte est composée de précarité avec l'emploi à temps partiel et les contrats à durée déterminée. Cette angoisse devant l'avenir se poursuit aujourd'hui alors que les X projettent ces difficultés dans le futur de leurs enfants. Devant ces considérations, l'éthique de travail néolibéral promeut

l'individualisme. Dans ce contexte, plusieurs tournent le dos à ce qu'ils considèrent les « vieilles chicanes ». Déjà, pour une frange considérable de cette cohorte, il ne s'agit pas de leur projet, mais de celui de leurs parents. L'ambiguïté d'une partie des X devant la question nationale s'exprime sur la scène politique au sein du parti qui dit les représenter. L'Action démocratique du Québec passe d'un souverainisme tiède à une position autonomiste. Parmi les propositions de l'ADQ, notons la réduction de la taille de l'État de 25 %, l'abolition de la sécurité d'emploi dans les secteurs public et parapublic et l'introduction dans le Code du travail d'une règle interdisant aux syndicats d'utiliser les cotisations de leurs membres à des fins sociales et politiques (Lamoureux 2014, p. 434). Suite à la fusion avec la Coalition avenir Québec (CAQ) en 2011, c'est cette organisation politique qui continue de porter certaines de ces revendications. Maintenant au pouvoir, le gouvernement caquiste de François Legault souhaite davantage discuter d'économie que de débats constitutionnels.

À partir de la fin des années 1990, les difficultés que rencontre le projet politique de souveraineté sont triples. Tout d'abord, le rôle de l'État est contesté depuis la fin des années 1970 par le néolibéralisme et les nouvelles organisations supranationales. L'avènement du néolibéralisme et l'*ethos* néolibéral critiquent l'interventionnisme de l'État dans les sphères économiques et sociales et proposent que le dessein de l'institution soit d'encadrer et favoriser la compétition. On préconise de sabrer dans les politiques sociales en misant sur un retour à un certain darwinisme social. L'État est aussi confronté aux nouvelles organisations internationales et supranationales telles que les institutions économiques et l'Union européenne. Ces nouveautés engendrent un imaginaire qui affecte directement un projet politique qui se veut centré sur la souveraineté d'un nouvel État-nation.

Ensuite, la deuxième difficulté que rencontre le projet politique de souveraineté au cours des années 1990 est la nouvelle ambiguïté de l'identité québécoise. Si lors de la redéfinition de la collectivité canadienne-française durant les années 1960, l'identité

québécoise se voulait moderne et inclusive, ces qualificatifs ne vont alors plus de soi. L'un des épisodes qui a fourni des munitions aux opposants du projet est celui entourant la soirée référendaire de 1995. En soulignant que ce dernier a été perdu à cause de l'argent et des votes ethniques, Jacques Parizeau a dépeint le projet comme étant celui des anciens Canadiens français. En réalité, comme l'ont souligné Gagné et Langlois (2002), le NON l'a emporté en partie à cause de la division au sein même du groupe majoritaire francophone. Depuis, le projet politique de souveraineté a ainsi revêtu une ambiguïté perçue par certains comme étant ethnique.

Enfin, la troisième difficulté est liée à l'image que projette le Canada sur la scène internationale. Les débats nationaux au Québec engagent l'émotion et le Canada projette alors une image de stabilité et de tolérance. Malgré l'empiètement du gouvernement fédéral sur les compétences du Québec, son image, construite grâce aux instruments de constructions nationales que sont la Charte des droits et libertés et le multiculturalisme, mine le projet politique de souveraineté de la province.

Ces trois phénomènes qui s'opèrent simultanément rendent l'avenir du projet politique au Québec incertain. Alors que la génération Ya grandi au sein d'un contexte où le rôle de l'État est doublement contesté, où l'identité québécoise est en crise et où l'État canadien offre une image de tolérance et de stabilité, l'enjeu agonissant de la question nationale est mis de côté pour laisser place à ceux se positionnant sur l'axe classique gauche-droite. Contrairement aux mouvements des années 1960 qui réclamaient l'indépendance coûte que coûte, la frange de la génération Y qui appuie frileusement le projet politique de souveraineté demande d'abord une plus grande justice et une équité sociale. La souveraineté de la province se doit d'aller de pair avec une meilleure redistribution de la richesse. Pour ces Y, la nation québécoise se doit d'être inclusive et territoriale. Cette frange de la jeune génération semble renouer avec l'idéalisme en rejetant les discours réalistes uniquement axés sur l'économie et l'austérité. Sur la scène politique, Québec solidaire incarne ces idéaux et ces luttes. De l'autre côté, la

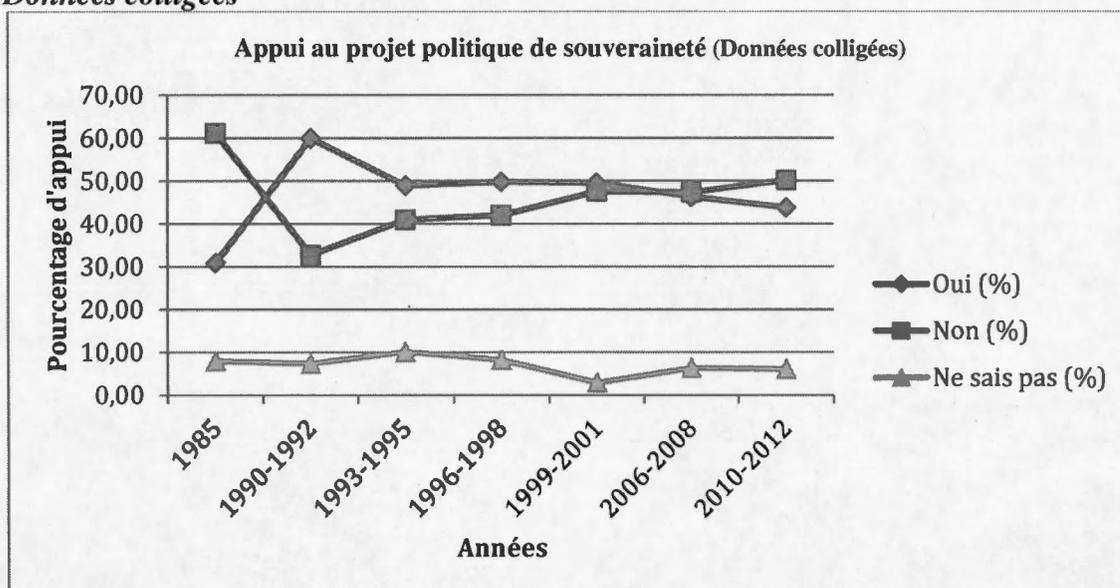
génération Y est divisée et comprend une part indéniable de réalistes. Lors de l'élection d'octobre 2018, ces derniers ont appuyé la Coalition avenir Québec. Comme pour les X, ces derniers souhaitent, entre autres, freiner les dépenses publiques et l'intervention de l'État. Pour reprendre Guay (1997), l'unanimité chez les jeunes pour le projet politique de souveraineté que nous observions durant les années 1960 et 1970 ne caractérise plus la relation entre l'âge et l'appui à la souveraineté en ce début du XXI^e siècle. Dès leur entrée dans la vie politique, les jeunes de la génération Y sont divisés entre les partisans de l'option constitutionnelle de l'indépendance et celle du statu quo.

Enfin, devant ces considérations, la conception de la nation au Québec est ouvertement divisée. D'un côté, le nationalisme politique et territorial issu de la Révolution tranquille mobilise une frange de moins en moins importante de la population. Le projet politique de souveraineté qui mobilisait autrefois les jeunes ne joue plus le rôle rassembleur d'antan. La génération Y délaisse le projet et la question nationale est en queue de peloton des enjeux importants. De l'autre côté, le nationalisme culturel semble revenir en force. S'il s'exprime autrement que le nationalisme culturel catholique du début du XX^e siècle, nous observons un retour du rôle des valeurs communes dans l'espace public. Les débats politiques depuis 2012 sont teintés de ce qui a été appelé par le Parti québécois la *Charte des valeurs* et maintenant, la Coalition Avenir Québec propose le *Test des valeurs*. Sous-jacente à ce discours est l'idée dominante depuis le XIX^e siècle de l'importance de la continuité de la communauté francophone en Amérique du Nord. Pour Jean-François Caron, suite à l'émergence du discours portant sur les valeurs, le discours souverainiste se rapproche du nationalisme ethnique canadien-français. Vivre au Québec et participer à sa vie politique ne semblent plus suffisant pour être Québécois¹²⁶.

¹²⁶. « *Quebec secessionist discourse bears a strong resemblance to its former ethnic nationalism. More precisely, being Quebecer is no longer based around the simple fact of living in Quebec and taking an active part in its political life* » (Caron 2013, p. 234).

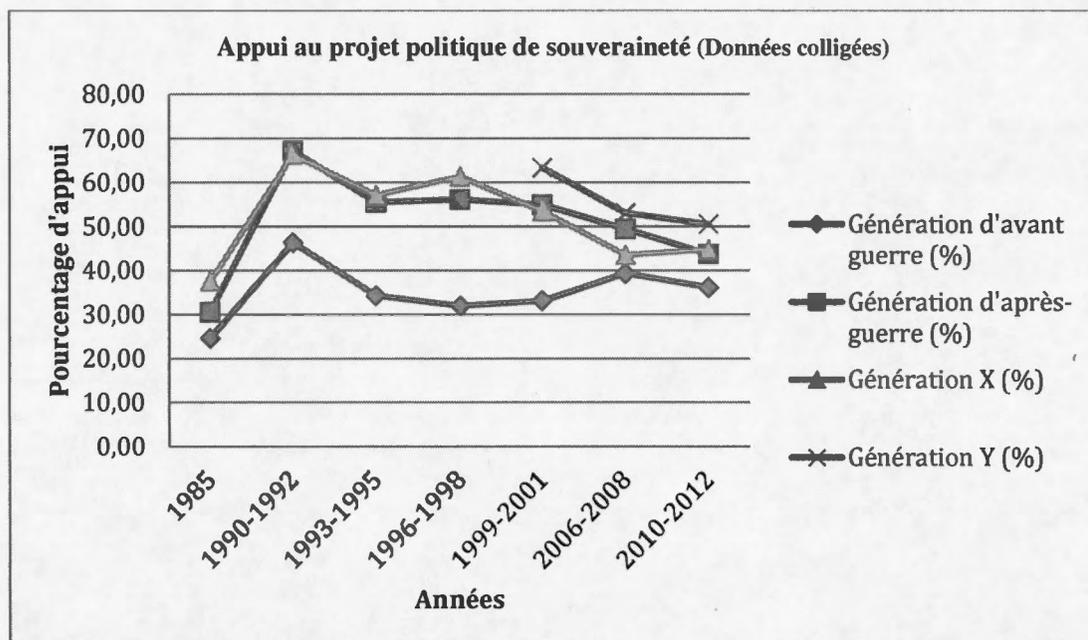
Pour terminer, dans la foulée des décisions du gouvernement ontarien de démanteler le Ministère aux Affaires francophones et de sabrer dans le financement de la future université franco-ontarienne, nous assistons à un retour sur la place publique d'un discours canadien-français. Le 20 novembre 2018, dans le quotidien *le Devoir*, Axel Fournier, jeune avocat, et Jean-Michel Laliberté, étudiant, proposent que le Québec finance « l'installation d'un campus d'une université à charte québécoise à Toronto, afin de remplacer le projet d'Université de l'Ontario français, et [finance] en partie la mesure en haussant les droits de scolarité des étudiants ontariens au Québec » (Fournier et Laliberté 2018). Selon eux, le Québec doit agir ainsi pour défendre ses compatriotes. Confronté au regain du rôle des valeurs et ce qui semble être la résurgence d'un sentiment canadien-français, le projet politique de souveraineté doit se réinventer pour briser ce qui semble être un carcan générationnel.

ANNEXES

Données colligées

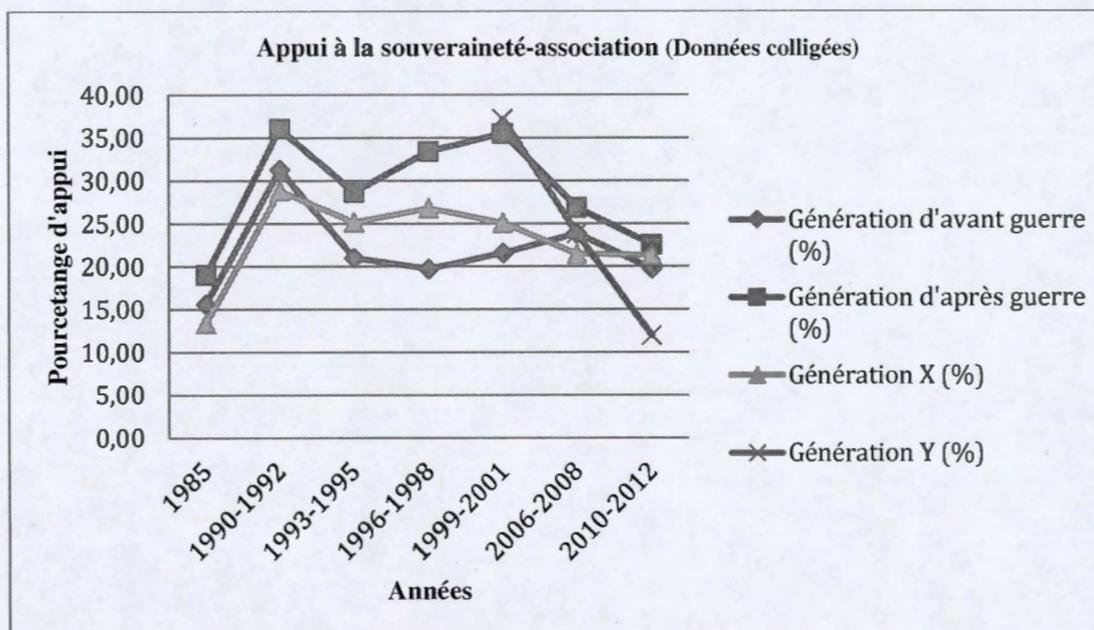
Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

	Oui (%)	Non (%)	Ne sais pas (%)
1985	30,89	61,14	7,97
1990-1992	59,93	32,70	7,36
1993-1995	48,93	40,95	10,12
1996-1998	49,79	41,98	8,23
1999-2001	49,54	47,53	2,92
2006-2008	46,31	47,33	6,37
2010-2012	43,78	50,18	6,04



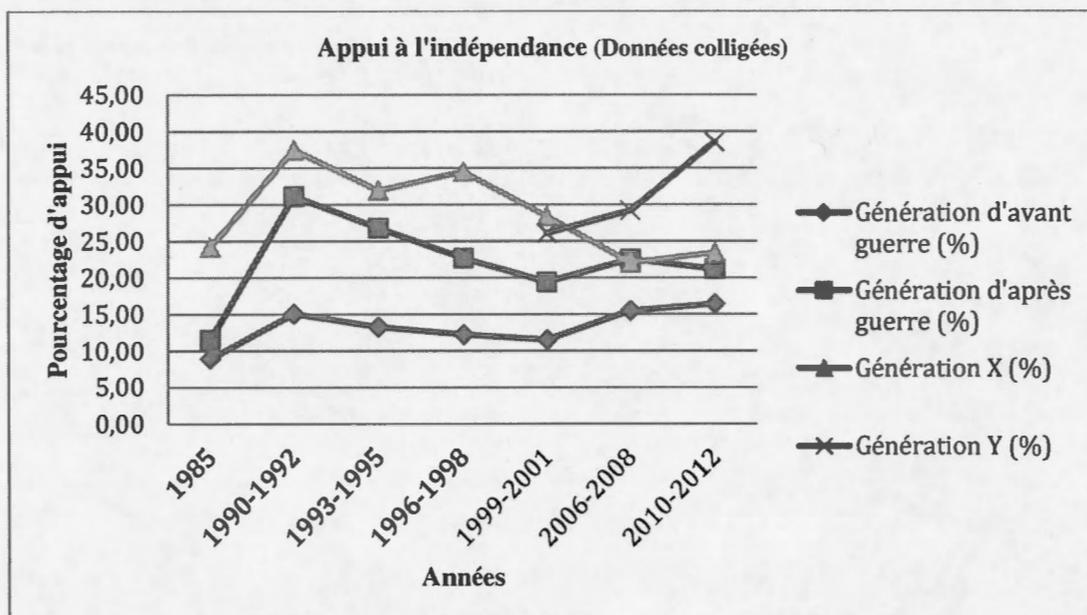
Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

	Génération d'avant-guerre (%)	Génération d'après-guerre (%)	Génération X (%)	Génération Y (%)
1985	24,59	30,56	37,54	
1990-1992	46,32	67,18	66,29	
1993-1995	34,28	55,46	57,08	
1996-1998	31,97	56,11	61,30	
1999-2001	33,08	54,92	53,48	63,30
2006-2008	39,31	49,39	43,52	53,03
2010-2012	36,16	43,72	44,75	50,51



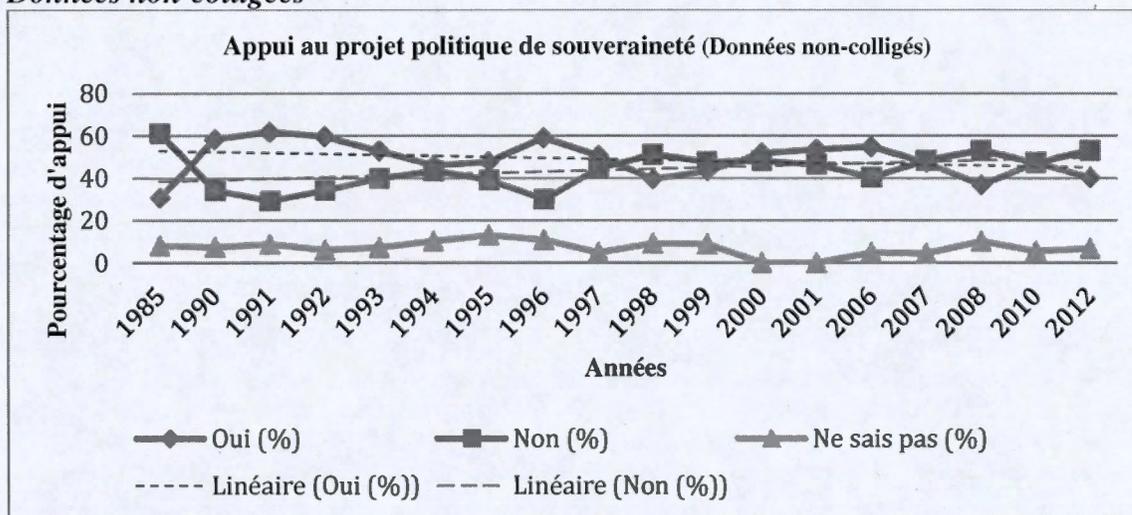
Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Souveraineté-Association	Génération d'avant-guerre (%)	Génération d'après-guerre (%)	Génération X (%)	Génération Y (%)
1985	15,64	19,03	13,35	
1990-1992	31,25	36,06	28,82	
1993-1995	21	28,65	25,15	
1996-1998	19,73	33,43	26,79	
1999-2001	21,57	35,51	25,08	37,2
2006-2008	23,85	26,86	21,45	23,83
2010-2012	19,74	22,55	21,32	11,94



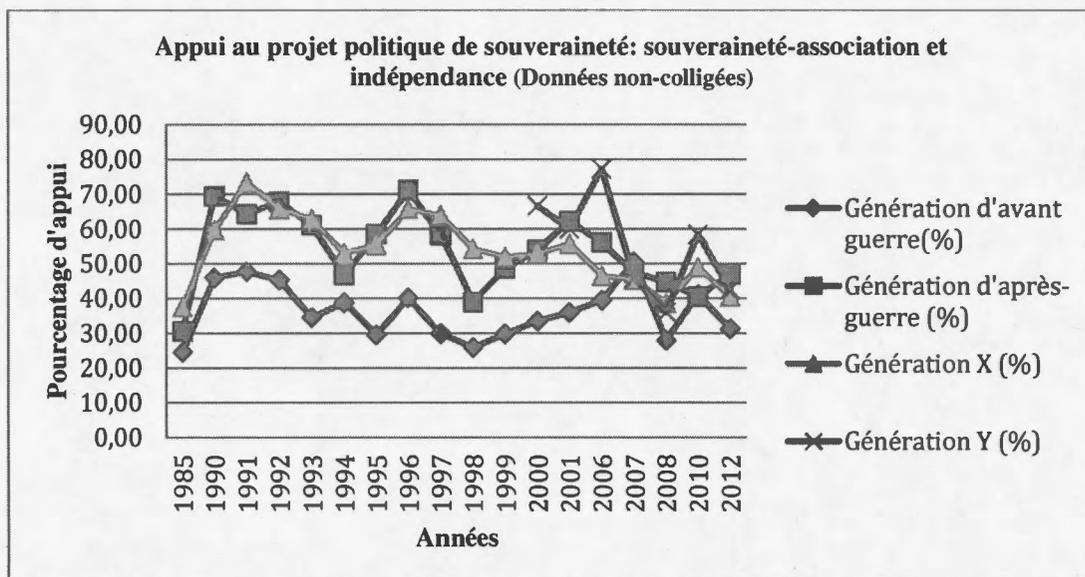
Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

Indépendance	Génération d'avant-guerre (%)	Génération d'après-guerre (%)	Génération X (%)	Génération Y (%)
1985	8,95	11,52	24,19	
1990-1992	15,07	31,12	37,47	
1993-1995	13,27	26,81	31,93	
1996-1998	12,24	22,68	34,51	
1999-2001	11,51	19,41	28,4	26,1
2006-2008	15,47	22,53	22,07	29,2
2010-2012	16,42	21,17	23,43	38,57

Données non-colligées

Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora>

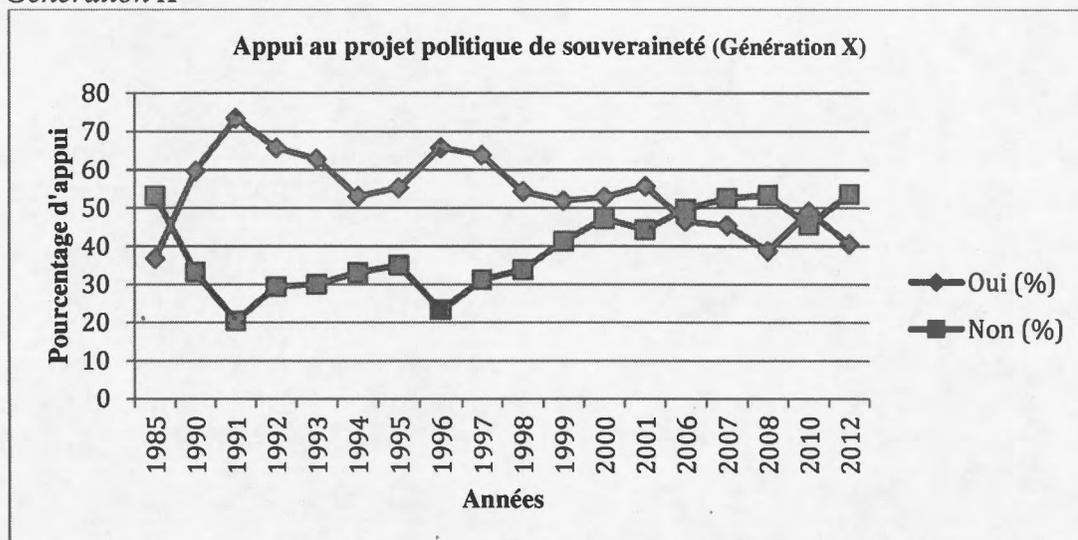
	Oui (%)	Non (%)	Ne sais pas (%)
1985	30,89	61,14	7,97
1990	58,36	34,31	7,33
1991	61,83	29,43	8,73
1992	59,6	34,37	6,03
1993	52,82	40,06	7,12
1994	46,2	43,55	10,24
1995	47,78	39,23	13
1996	59,06	30,16	10,78
1997	50,62	44,61	4,75
1998	39,69	51,17	9,15
1999	43,43	47,8	8,77
2000	51,71	48,26	0
2001	53,47	46,54	0
2006	54,81	40,51	4,69
2007	47,28	48,4	4,33
2008	36,85	53,07	10,09
2010	47,25	47,3	5,45
2012	40,31	53,06	6,63



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

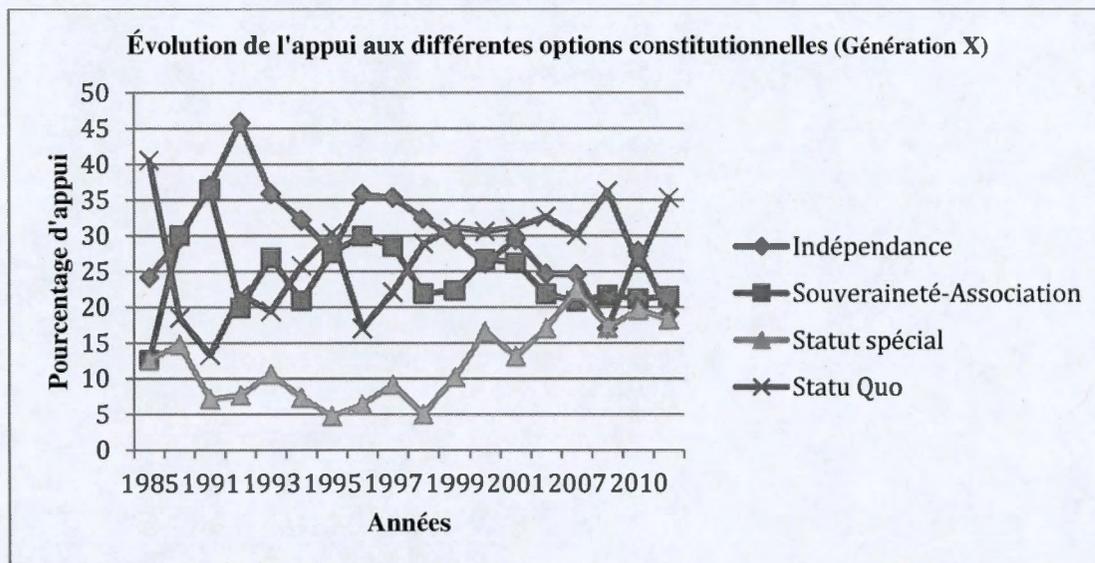
	Génération d'avant-guerre(%)	Génération d'après-guerre (%)	Génération X (%)	Génération Y (%)
1985	24,59	30,56	37,54	
1990	45,96	69,43	59,68	
1991	47,73	64,30	73,48	
1992	45,28	67,81	65,72	
1993	34,50	61,12	62,85	
1994	38,78	46,77	53,07	
1995	29,55	58,48	55,31	
1996	40,19	71,22	65,76	
1997	29,85	58,17	63,85	
1998	25,86	38,93	54,29	
1999	29,78	48,60	51,93	
2000	33,48	53,96	52,81	66,60
2001	35,99	62,19	55,70	60,00
2006	39,43	56,09	46,48	77,24
2007	50,52	47,38	45,38	45,83
2008	27,99	44,71	38,69	36,00
2010	41,06	40,53	48,95	58,46
2012	31,25	46,89	40,54	42,56

Données intergénérationnelles
Génération X



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

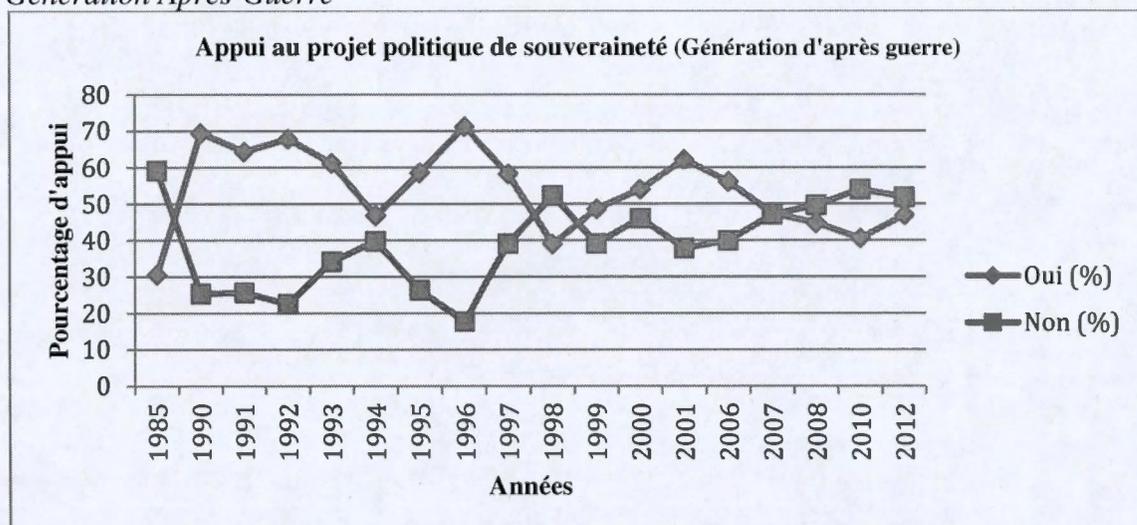
	Oui (%)	Non (%)
1985	36,79	53,15
1990	59,68	33,25
1991	73,48	20,48
1992	65,72	29,42
1993	62,86	30,06
1994	53,06	33,12
1995	55,31	35,08
1996	65,76	23,39
1997	63,85	31,24
1998	54,29	33,9
1999	51,93	41,33
2000	52,81	47,21
2001	55,69	44,33
2006	46,48	49,75
2007	45,38	52,57
2008	38,69	53,36
2010	48,95	45,57
2012	40,54	53,57



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

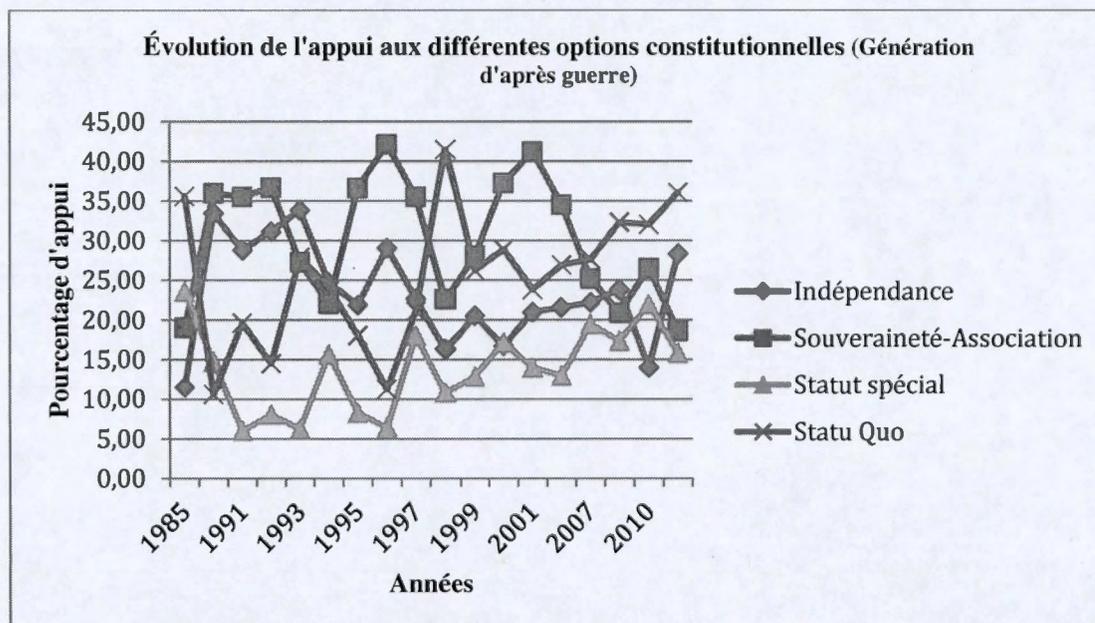
	Indépendance	Souveraineté-Association	Statut spécial	Statu Quo
1985	24,19	12,6	12,6	40,55
1990	29,61	30,07	14,75	18,50
1991	36,98	36,50	7,15	13,33
1992	45,82	19,90	7,67	21,75
1993	35,93	26,93	10,61	19,45
1994	32,17	20,89	7,34	25,78
1995	27,69	27,62	4,75	30,33
1996	35,78	29,98	6,37	17,02
1997	35,34	28,51	9,15	22,09
1998	32,40	21,89	5,01	28,89
1999	29,61	22,32	10,21	31,12
2000	26,12	26,69	16,59	30,62
2001	29,47	26,22	13,13	31,20
2006	24,64	21,84	17,08	32,67
2007	24,55	20,83	22,46	30,11
2008	17,02	21,67	17,12	36,24
2010	27,82	21,13	19,58	25,99
2012	19,04	21,50	18,28	35,29

Génération Après-Guerre



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

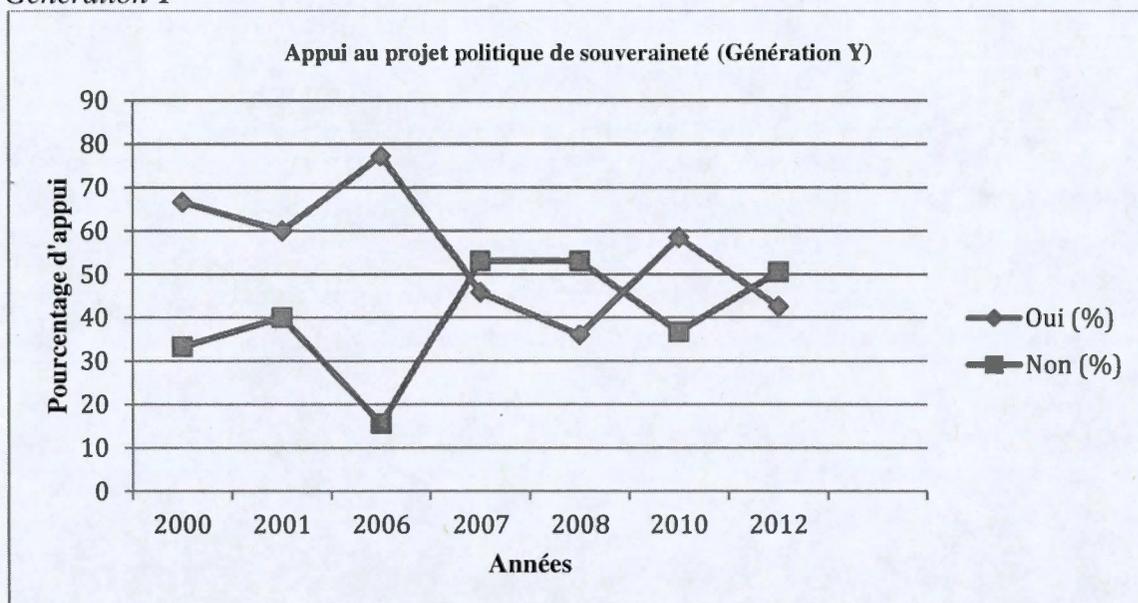
	Oui (%)	Non (%)
1985	30,56 25	59 175
1990	69,43	25,35
1991	64,3	25,63
1992	67,81	22,54
1993	61,12	34,13
1994	46,77	39,73
1995	58,49	26,33
1996	71,22	17,69
1997	58,18	39,11
1998	38,93	52,29
1999	48,61	39,08
2000	53,96	46,03
2001	62,2	37,82
2006	56,09	39,88
2007	47,38	47,1
2008	44,71	49,65
2010	40,53	53,97
2012	46,9	51,86



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

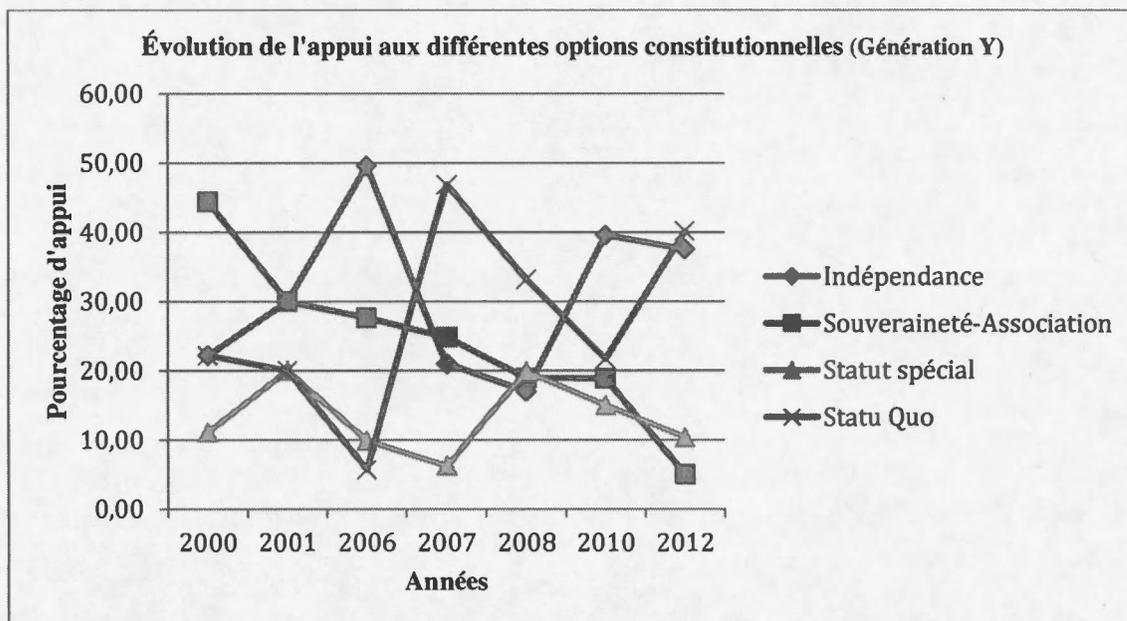
	Indépendance	Souveraineté-Association	Statut spécial	Statu Quo
1985	11,52	19,03	23,58	35,59
1990	33,44	35,99	14,72	10,63
1991	28,79	35,51	6,02	19,61
1992	31,13	36,68	8,03	14,51
1993	33,84	27,28	6,25	27,88
1994	24,71	22,06	15,63	24,10
1995	21,87	36,62	8,29	18,04
1996	29,07	42,15	6,42	11,27
1997	22,67	35,51	18,01	21,10
1998	16,31	22,62	10,82	41,47
1999	20,53	28,08	12,86	26,22
2000	16,71	37,25	17,14	28,89
2001	20,99	41,21	13,99	23,83
2006	21,57	34,52	12,95	26,93
2007	22,19	25,19	19,46	27,64
2008	23,83	20,88	17,34	32,31
2010	14,01	26,52	21,94	32,03
2012	28,33	18,57	15,81	36,05

Génération Y



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

	Oui (%)	Non (%)
2000	66,6	33,3
2001	60	40
2006	77,25	15,61
2007	45,83	53,11
2008	36	53,08
2010	58,46	36,74
2012	42,56	50,56



Source : Environics. 1985-2012. *Focus Canada – National Survey* [Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>

	Indépendance	Souveraineté-Association	Statut spécial	Statu Quo
2000	22,20	44,40	11,10	22,20
2001	30,00	30,00	20,00	20,00
2006	49,59	27,66	9,90	5,71
2007	20,98	24,85	6,25	46,86
2008	17,03	18,97	19,86	33,22
2010	39,60	18,86	15,02	21,72
2012	37,54	5,02	10,38	40,18

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires :

- Bélangier, Jean-François. 2017. « Catalogne : le Oui l'a emporté à 90 %, soutient Barcelone ». *Radio-Canada*. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1058982/catalogne-referendum-independance-vote-madrid-espagne-oui-gagnant> (Consulté le 7 janvier 2019)
- Brooks, Libby et Carrell, Severin. 2018. « Sturgeon clears way for SNP MPs to back second EU referendum ». *The Guardian*. En ligne : <https://www.theguardian.com/politics/2018/oct/07/nicola-sturgeon-snp-undoubtedly-back-peoples-vote-brexit> (Consulté le 7 janvier 2019)
- Castonguay, Alec. 2017. « La revanche de la génération X ». *L'actualité* 42 (no. 15) : p. 28-35
- CatalanNews. 2018. « Support for independence in Catalonia rises to 47% against 43%, says new poll ». *CatalanNews*. En ligne : <http://www.catalannews.com/politics/item/support-for-independence-in-catalonia-rises-to-47-against-43-says-new-poll> (Consulté le 7 janvier 2019)
- Cliche, Jean-François. 2018. « Étonnante dégringolade de la souveraineté dans la région de Québec ». *Le Soleil*. En ligne : <https://www.lesoleil.com/actualite/politique/etonnante-degringolade-de-la-souverainete-dans-la-region-de-quebec-14fd8365d2a52ea56ad69938441caf1f> (Consulté le 7 avril 2018)
- Environics. 2012. *Focus Canada – 2012 National Survey*[Données brutes]. <http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 2010. *Focus Canada – 2010 National Survey*[Données brutes]. <http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 2008. *Focus Canada – 2008 National Survey*[Données brutes]. <http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 2007. *Focus Canada – 2007 National Survey*[Données brutes]. <http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 2006. *Focus Canada – 2006 National Survey*[Données brutes]. <http://www.queensu.ca/cora/>

- Environics. 2001. *Focus Canada – 2001 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 2000. *Focus Canada – 2000 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1999. *Focus Canada – 1999 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1998. *Focus Canada – 1998 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1997. *Focus Canada – 1997 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1996. *Focus Canada – 1996 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1995. *Focus Canada – 1995 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1994. *Focus Canada – 1994 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1993. *Focus Canada – 1993 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1992. *Focus Canada – 1992 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1991. *Focus Canada – 1991 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1990. *Focus Canada – 1990 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Environics. 1985. *Focus Canada – 1985 National Survey*[Données brutes].
<http://www.queensu.ca/cora/>
- Fournier, Axel et Laliberté, Jean-Michel. 2018. « Au Québec de financer une université francophone en Ontario ». *Le Devoir*. En ligne :
<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/541723/au-quebec-de-financer-une-universite-francophone-en->

ontario?fbclid=IwAR0tzXklvcagpsO5R5mTBK8Fhmu1OAGSuYKpucWCY9TIPCuxqckpDbqTQuY (Consulté le 7 janvier 2018).

Gagnon, Katia. 2014. « Les jeunes et la souveraineté : la génération “non” ». La Presse. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201406/02/01-4771950-les-jeunes-et-la-souverainete-la-generation-non.php> (Consulté le 7 avril 2018)

Le Monde. 2018. « Catalogne : Un an plus tard, où en est le mouvement indépendantiste ». *Le Monde*. En ligne : https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/10/01/catalogne-un-an-apres-le-referendum-ou-en-est-le-mouvement-independantiste_5362630_3214.html (Consulté le 7 janvier 2019)

Lévesque, Catherine. 2018. « Catherine Dorion a parlé de la solitude des temps modernes dans son premier discours ». *Huffingtonpost*. En ligne : https://quebec.huffingtonpost.ca/2018/12/06/catherine-dorion-a-parle-de-la-solitude-des-temps-modernes-dans-son-premier-discours_a_23611118/ (Consulté le 18 décembre 2018)

Québec. 1999. *Projet de loi no 191 : Loi sur la proposition québécoise de paix constitutionnelle*. Présenté à l'Assemblée nationale.

Sources secondaires :

- Anderson, Benedict. 2002. *L'imaginaire national : Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : Éditions La Découverte. 213 p.
- Attias-Donfut, Claudine. 1988. *Sociologie des générations : L'empreinte du temps*. Paris : Les Presses Universitaires de France. 249 p.
- Beauchemin, Jacques. 2018, 8 novembre. *Conférence midi-CRIDAQ : La nation muette ? Le Québec au lendemain du 1er octobre*. Montréal.
- Bélanger, Éric et Mahéo, Valérie-Anne. 2016. « Is the Parti Québécois Bound to Disappear? A Study of the Generational Dynamics of Electoral Behavior in Contemporary Quebec ». Conference of the Centre for the Study of Democratic Citizenship 23 p.
- Bellavance, Lionel. 1973. *Les partis indépendantistes Québécois de 1960-73*. Montréal : Les anciens Canadiens. 98 p.
- Blais, André et Nadeau, Richard. 1992. « To Be or Not to Be Sovereignist: Quebeckers' Perennial Dilemma ». *Analyse de Politiques* 18 (no. 1) : p. 89-103
- Bock, Michel. 2014. « The French Minorities and the "French State " : The Independentist Theory During the Interwar Period » dans Michel Bock. 2014. *A Nation Beyond Borderders: Lionel Groulx on French-Canadian Minorities*. Ottawa: University of Ottawa Press. p. 181-207
- Bock, Michel. 2014. « From the Second World War to the Quiet Revolution: Lionel Groulx, the French Minorities and Québécois Néo-Nationalism (1945-1967) » dans Michel Bock. 2014. *A Nation Beyond Borderders: Lionel Groulx on French-Canadian Minorities*. Ottawa: University of Ottawa Press. p. 211-249
- Bock, Michel. 2017. « De la pertinence historique d'une trajectoire individuelle : Lionel Groulx, la Confédération et le Canada français ». *The Canadian Historical Review* 98 (no. 2) : p. 291-320
- Bouchard, Gérard. 1993. « Une nation, deux cultures : Continuités et ruptures dans la pensée québécoise traditionnelle (1840-1960) » dans Gérard Bouchard et Serge Courville. 1993. *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. p.3-47
- Bouchard, Gérard. 2013. « The Small Nation with a Big Dream: Québec National Myths (eighteenth-twentieth centuries) » dans Gérard Bouchard. 2013.

- National Myths: Constructed Pasts, Contested Presents*. New York : Routledge. p. 1-23.
- Bourassa, Henri. 1915. *La langue française au Canada : ses droits, sa nécessité, ses avantages*. Montréal : Imprimerie du Devoir. 52 p.
- Brière, Luc. 2010. *Analyse du parti politique l'Action démocratique du Québec 1994-2009*. Mémoire de maîtrise. Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. 100 p.
- Caron, Jean-François. 2013. « The Exclusive Nature of Quebec's Contemporary Nationalism: The Pitfalls of Civic Nationalism » *International Journal of Canadian studies*47: p. 221-238
- Changefoot, Nadine et Cullen, Blair. 2011. « Why is Quebec Separatism off the Agenda? Reducing National Unity Crisis in the Neoliberal Era » *Revue canadienne de science politique* 44 (no. 4) : p. 769-787
- Cloutier, Édouard, Guay, Jean H. et Latouche, Daniel. 1992. *Le virage : l'évolution de l'opinion publique au Québec depuis 1960 ou comment le Québec est devenu souverainiste*. Montréal : Québec/Amérique. 181 p.
- Côté, Catherine. 2016. « Une génération spontanée ? Analyse sociohistorique du comportement politique des générations X et Y ». *Discours politiques et mobilisations citoyennes* 24 (no. 3) : p. 119-136
- Dilthey, Wilhelm. 1947. *Le monde de l'esprit : Tome 1*. Paris : Les éditions Montaigne. 421 p.
- Dumas, Alexandre. 2015. « L'Église catholique québécoise face à l'antisémitisme des années 1930 ». *Globe* 18 (no. 1) : p. 65-85
- Durand, Claire et Yale, François. 2011. « What did Quebeckers Want? Impact of the Question Wording, Constitutional Proposal and Context on Support for Sovereignty 1976-2008 ». *American Review of Canadian Studies* 41 (no. 3): p. 242-258
- Elmerich, Jeremy. 2016. *Le Scottish National Party : un nationalisme à la marge ? La place du nationalisme dans le discours du SNP*. mémoire de Master, sous la direction de Patrick Troude-Chastenet, Pessac : Université de Bordeaux, p.111-123.
- Ernest, Gellner. 1989. *Nations et nationalisme*. Paris : Payot. 208 p.

- Escudier, Alexander. 2016. « La question des générations : Généalogie d'une notion » dans Anne Muxel. 2016. *Temps et politique : Les recompositions de l'identité*. Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques. p. 87-104
- Falardeau, Guy. 1990. « La sociologie des générations depuis les années soixante : Synthèse, bilan et perspective ». *Les nouveaux enjeux du politique* (no. 17) : p. 59-89
- Foucault, Michel. 2004. *Naissance de la biopolitique. Cours au collège de France, 1978-1979*. Paris : EHESS/Gallimard/Seuil. Leçons du 14 février et 14 mars.
- Gagné, Gilles et Langlois, Simon. 2002. *Les raisons fortes : Nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal. 187 p.
- Gagnon, Alain-G. et Iacovino, Raffaele. 2007. *De la nation à la multination : Les rapports Québec-Canada*. Montréal : Les éditions du Boréal. 262 p.
- Gauvreau, Danielle et Laplante, Benoît. 2015. « Baby-boom et déclin de la fécondité : l'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au Québec » dans Michel Sarra-Bournet. 2015. *Le Québec des années 1950*. Montréal : Bulletin d'histoire politique et VLB Éditeur. p. 42-55
- Gill, Louis. 2008. « Laïcité, égalité des sexes, identité, question nationale. Contribution au débat de Québec solidaire ». En ligne : http://classiques.uqac.ca/contemporains/gill_louis/laicite_egalite_identite_QS/laicite_egalite_identite_QS_texte.html (Consulté le 20 décembre 2018).
- Giori, Pablo. 2018. « Quebeckers and Québécois: Evolution and changes in identity and national habitus in Quebec (1960-2016) ». *National Identities*. En ligne : <https://doi.org/10.1080/14608944.2018.1425292> (Consulté le 7 avril 2018)
- Graefe, Peter. 2014. « L'État canadien ». dans Alain-G. Gagnon. 2014. *La politique québécoise et canadienne : Une approche pluraliste*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec. p. 37-65
- Guay, Jean-Herman. 1997. *Avant, pendant et après le boom : Portrait de la culture politique de trois générations de Québécois*. Sherbrooke : Les éditions Les fous du roi. 157 p.
- Guay, Jean-Herman. 2017. « L'impasse souverainiste : Les hauts et les bas du nationalisme québécois ». *Repères IRPP* (no 17) : p. 1-32

- Hardy, René. 1999. *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec 1830-1930*. Québec : Les éditions du Boréal. 284 p.
- Inglehart, Ronald. 1971. « The Silent Revolution in Europe: Intergenerational Change in Post-Industrial Societies ». *The American Political Science Review* 65 (no. 4) : p. 991-1017
- Inglehart, Ronald. 1985. « New Perspectives on Value Change: Response to Lafferty and Knutsen, Savage, and Böltken and Jagodzinski ». *Comparative Political Studies* 17 (no. 4): p. 485-532
- Ipsos. 2018. « Sondage Ipsos-La presse : La politique au Québec ». Ipsos. En ligne : <https://www.ipsos.com/fr-ca/news-polls/cinq-mois-des-elections-la-course-a-deux-entre> (Consulté le 7 janvier 2019)
- Ipsos. 2018. *Rapport de sondage : Les jeunes et la campagne électorale*. Québec
- Jennings, M. Kent et Niemi, Richard G. 1975. « Continuity and Change in Political Orientations: A Longitudinal Study of Two Generations ». *The American Political Science Review* 69 (no. 4) : p. 1316-1335
- Jones, Richard. 1969. « Les perspectives nationalistes d'Henri Bourassa, 1896-1914 : Commentaire ». *Revue d'histoire de l'Amérique française* 22 (no. 4) : p. 582-583
- Keating, Michael. 2002. « Plurinational Democracy in a Post-Sovereign Order ». *Northern Ireland Legal Quarterly* 53 (no. 4): p. 351-365
- Kelly, Stéphane. 2011. *À l'ombre du mur : Trajectoire et destin de la génération X*. Montréal : Les éditions Boréal. 289 p.
- Laforest, Guy. 2014. *Un Québec exilé dans la fédération : Essai d'histoire intellectuelle et de pensée politique*. Montréal : Les Éditions Québec Amérique. 280 p.
- Lamonde, Yvan. 2009. « Les Jeune-Canada ou les " Jeune-Laurentie " ? : La recherche d'un nationalisme (1932-1938) ». *Les cahiers dix* (no.63) : p. 175-215
- Lamoureux, André. 2014 « Le système partisan au Québec : bipartisme, réalignements et fragmentations ». dans Alain-G. Gagnon. 2014. *La politique québécoise et canadienne : Une approche pluraliste*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec. p. 419-442

- Langlois, Simon. 2018. *Refondations nationales au Canada et au Québec*. Québec : Les éditions du Septentrion. 305 p.
- Lapointe, Mathieu. 2008. « Entre nationalisme et socialisme : Raoul Roy (1914-1996) et les origines d'un premier indépendantisme socialistes au Québec, 1935-1965 » *Mens* 8 (no. 2) : p. 281-322
- Lawrence, Anderson. 2007. « Federalism and Secessionism: Institutional Influences on Nationalist Politics in Québec ». *Nationalism and Ethnic Politics* 13 (no. 2): p. 188-211
- LeDuc, Lawrence et Pammett, Jon. 1995. « Referendum Voting: Attitudes and Behaviour in the 1992 Constitutional Referendum ». *Canadian Journal of Political Science* 28 (no. 1) : p. 3-33
- Léger Marketing. 2018. *Rapport de sondage : La politique provinciale au Québec*. Montréal
- Lemieux, Vincent. 2011. *Les partis générationnels au Québec : Passé, Présent, Avenir*. Québec : Les Presses de l'Université Laval. 113 p.
- Mannheim, Karl. 1927. « The Problem of Generations ». dans Paul Kecskemeti. *Essays on the Sociology of Knowledge*. Londres : Routledge and Kegan Paul: p. 276-322
- Mathieu, Félix. 2017. *Les défis du pluralisme à l'ère des sociétés complexes*. Québec : Les Presses de l'Université du Québec. 287 p.
- Mendelsohn, Matthew. 2002. « Measuring National Identity and Patterns of Attachment: Quebec and nationalist mobilization ». *Nationalism and Ethnic Politics* 8 (no. 3): p. 72-94
- Mendelsohn, Matthew. 2003. « Rational Choice and Socio-Psychological Explanation for Opinion on Quebec Sovereignty ». *Revue canadienne de science politique* 36 (no. 3) : p. 511-537
- Mendelsohn, Matthew, Andrew Parkinet Maurice Pinard. 2005. « A New Chapter or the Same Old Story? Public Opinion in Quebec from 1996-2003 ». dans *Canada : The State of the Federation 2005. Quebec and Canada in the New Century: New Dynamics, New Opportunities*. Montréal et Kingston : McGill-Queen's University Press.

- Mills, Sean. 2010. *The Empire Within: Postcolonial Thought and Political Activism in Sixties Montreal*. Montreal et Kingston : McGill-Queen's University Press. 303 p.
- Mirowski, Philip. 2009. « Postface », dans Philip Mirowski et Dieter Plehwe, *The Road from Mont Pèlerin. The Making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Nadeau, Richard. 1992. « Le virage souverainiste des Québécois : 1980-1990 ». *Recherches sociographiques* 33 (no. 1) : p. 9-28
- Noël, Alain. 1994. « Deliberating a Constitution: The Meaning of the Canadian Referendum of 1992 » dans Curtis Cook. *Constitutional Predicament : Canada and the Referendum of 1992*. Montréal : McGill-Queen's University Press. p. 64-88
- Noël, Mathieu. 2011 « Un réseau indépendantiste dans le Québec des années 1930 ». *Mens* 11 (no. 2) : p. 69-97
- Pinard, Maurice et Hamilton, Richard. 1984. « Les Québécois votent NON : le sens et la portée du vote » dans Jean Crête. 1984. *Comportement électoral au Québec*. Chicoutimi : Gaëtan Morin éditeur. p. 335-385
- Ricard, François. 1992. *La génération lyrique : Essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*. Montréal : Les éditions Boréal. 282 p.
- Vallée-Dubois, Florence, Dassonneville, Ruth et Godbout, Jean-François. 2017. « About Time : Age, Period, and Cohort Effects on Supports for Quebec Sovereignty ». *Nations and Nationalism*: p. 1-22
- Winock, Michel. 2011. *L'effet de génération : Une brève histoire des intellectuels français*. Vincennes : Les Éditions Thierry Marchaisse. 130 p.